

Antonio Negri

Domination et sabotage

**Sur la méthode marxiste de
transformation sociale**

Traduit de l'italien et introduit par
Davide Gallo Lassere, Jean-Paul Gasparian,
Cannelle Gignoux et Matteo Polleri

Entretien avec l'auteur en postface

entremonde 2019
Genève Paris

Les traducteurs tiennent à remercier
Frédéric Monferrand pour son travail de relecture.

Titre original: *Il dominio e il sabotaggio.*
Sul metodo marxista della trasformazione sociale

ISBN 978-2-940426-52-2
ISSN 2624-7887

Édition originale italienne publiée
par Feltrinelli, 1978. Entremonde, 2019,
pour la traduction française.

Il dominio e il sabotaggio est un des cinq essais
élaborés entre 1971 et 1977 qui composent
I libri del rogo, publié par Castelvechi, 1997.

Cet ouvrage a été composé en Lyon et en
Neue Haas Grotesk. Il a été achevé d'imprimer
en Bulgarie en mars 2019.

Table des matières

Préface	5
Première partie : La domination du capital	47
1 Lénine aurait déclaré...	47
2 Une première parenthèse (de méthode)	61
3 La forme de la domination	75
4 Une deuxième parenthèse (sur le salaire)	90
5 Et Nietzsche s'en fut au Parlement...	105
Deuxième partie : Le sabotage ouvrier	120
6 Nous n'en avons que faire...	120
7 Une troisième parenthèse (sur les forces productives)	134
8 Le refus du travail	150
9 Une quatrième parenthèse (sur le parti)	164
10 ... et les prolétaires montent à l'assaut du ciel	178
Entretien avec Antonio Negri	193

Un pas en arrière, deux pas en avant

Il existe un rendez-vous tacite entre
les générations passées et la nôtre.

— Walter Benjamin

Au moment où Antonio Negri rédige *Domination et sabotage. Sur la méthode marxiste de transformation sociale*, nous sommes en 1977 – année insurrectionnelle et l’un des points culminants de toute la séquence entamée au cours des années 1960 en Italie. L’année 1977, dans le sillage d’un vaste mouvement d’occupation des universités qui touche les principales villes du pays, est marquée par une forte intensification de l’antagonisme. Que ce soit sur le terrain de la conflictualité de masse – avec la manifestation armée du 12 mars à Rome ainsi que les émeutes de Bologne¹ – ou

1 Cf. « Les journées de mars » in N. Balestrini, P. Moroni (dir.), *La Horde d’or* (1988), Paris, L’Éclat, 2017, p. 511-515. Ce volume constitue l’une des synthèses les plus complètes de la séquence italienne. Pour une description plus narrative

sur celui de l'activité clandestine² le monopole étatique de l'usage de la violence légitime se trouve remis en cause. Porté par un jeune prolétariat métropolitain de plus en plus précarisé, le mouvement a su produire des formes inédites d'agrégation collective, de communication et de lutte, faisant voler en éclats les derniers résidus de gauchisme groupusculaire. Comme le résume Negri lui-même : « 77, c'est l'invention d'une politique d'un genre nouveau, une politique de base, complètement transversale, l'exercice direct du contre-pouvoir³. »

Afin de rendre perceptible la trajectoire historique qui conduit à cette exacerbation de la révolte sociale, un bref retour en arrière nous semble nécessaire :

des événements de 1977, cf. P. Pozzi, *Insurrection*, Paris, Nautilus, 2010.

2 Pour ne donner qu'un exemple statistique : selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, il se produisait en 1977 environ un attentat toutes les quatre heures en Italie. Cf. I. Sommier, *La Violence politique et son deuil*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 102.

3 A. Negri, « La défaite de 77 » in N. Balestrini, P. Moroni, *op. cit.*, p. 588.

Nous penchant sur le passé, réexaminant les années 1970 encore à la lumière de notre mémoire et de notre raison, nous avons au moins une certitude: l'histoire du mouvement révolutionnaire, de l'opposition extra-parlementaire d'abord et de l'autonomie ensuite, n'a pas été le combat de quelques marginaux ou de quelques excentriques, la chronique de quelques hallucinations sectaires, bref, une affaire de catacombes ou encore l'explosion de colère d'un ghetto. Il nous paraît plus conforme à la réalité d'affirmer que cette histoire, dont une partie est devenue matière à procès, fait inextricablement corps avec l'histoire générale de l'Italie, de ses périodes cruciales comme des ruptures qui en ont ponctué le destin⁴.

4 P. Virno (et al.), « Do you remember revolution? », paru dans le journal *Il Manifesto* le 20-22 février 1983 et disponible en français dans A. Negri, *Italie rouge et noire*, Paris, Hachette, 1985. Ce texte collectif, écrit depuis la prison de Rebibbia, a été signé par plusieurs des figures les plus en vue du mouvement de l'autonomie, dont Antonio Negri, Paolo Virno ou encore Emilio Vesce. Notons qu'il s'agit d'un document clivant – quant à l'interprétation du phénomène de la lutte armée et son inscription historique dans le devenir de la séquence des années 1970 – qui n'a pas été signé par d'autres personnages de premier plan tels que Franco Piperno ou Oreste Scalzone.

C'est ainsi qu'à la veille du procès dit du « sept avril », onze militants parmi celles et ceux accusés de constituer la cellule dirigeante du mouvement autonome abordent la reconstruction de l'histoire sociale et politique de l'Italie des années 1970. Au moment même où la contre-révolution fait rage – avec son cortège de répressions, de persécutions judiciaires et de dénégation historique – ce groupe de militants met en lumière l'extraordinaire richesse du « long 68 italien » dont le legs constitue aujourd'hui encore une source d'inspiration. Si nous avons décidé de traduire *Domination et sabotage*, le dernier des cinq essais rédigés par Antonio Negri entre 1971 et 1977⁵, c'est parce que cet ouvrage condense

5 Ces essais (*Crise de l'État-plan*, 1971; *Parti ouvrier contre le travail*, 1973; *Prolétaires et État*, 1975; *Vers une critique de la constitution matérielle*, 1977; et donc, *Domination et sabotage*, 1977) ont été d'abord rassemblés en 1997 dans un seul volume, *I libri del rogo*, par Castelveccchi, après que leur première maison d'édition, Feltrinelli, les ait supprimés de la vente, suite à l'arrestation de Negri et de ses camarades le 7 avril 1979. Disponibles en anglais aux éditions Verso (sous le titre *Books for burning*) et partiellement traduits en français dans le recueil *La Classe ouvrière contre l'État*, Paris, Galilée, 1978, ils seront intégralement traduits et publiés aux éditions Entremonde.

sous forme d'intervention théorique les éléments capitaux de la production pratique et discursive du mouvement italien de l'époque.

« La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle » qui a bouleversé l'Italie entre le début des années 1960 et la fin des années 1970 peut être considérée comme l'une des expériences les plus saillantes de l'affrontement de classe en Occident durant l'après-guerre. Au cours de cette séquence de presque deux décennies, Negri a joué un rôle important par sa participation aux principaux groupes (de *Potere Operaio* à l'*Autonomie ouvrière organisée*) et revues politiques⁶ (des *Quaderni rossi* à *Rosso* en passant

Des extraits de *Domination et sabotage*, rédigé pendant l'été 1977 et sorti en janvier 1978, avaient déjà été traduits en français par Yann Moulier-Boutang, dans J.-P. de Gaudemar, *Usines et ouvriers. Figures du nouvel ordre productif*, Paris, Maspero, 1980.

6 L'expérience des revues a été féconde sur le plan politique en ceci qu'elles ont engagé des processus d'*enquête militante* et d'organisation à la base, par la liaison entre groupes d'intellectuels et noyaux ouvriers combattifs. C'est ainsi que Negri a participé à la formation du Comité Ouvrier des usines chimiques de Porto Marghera (en région vénitienne), qui, à distance des syndicats dominants, réussira à exercer un véritable *commandement autonome*

par *Classe operaia* et *La Classe*) qui en ont scandé le déroulement. Intellectuel et militant, il participa aussi au renouvellement de la théorie marxiste du capitalisme développée par le courant opéraïste. Selon cette analyse, la dynamique historique des points les plus avancés du capitalisme se caractérise par l'extension du procès de valorisation à l'ensemble de l'espace social métropolitain et du territoire qui l'entoure. Si déjà le concept d'« usine sociale », forgé au début des années 1960 par les opéraïstes, indiquait la subsumption de tous les domaines sociaux sous la coupe de la production industrielle, cette tendance se reconfigure et s'approfondit avec la financiarisation ainsi que la tertiarisation de l'économie, en manifestant le rôle de plus en plus névralgique des sphères de

sur le mouvement des luttes tout au long de la période, devenant un point de référence au niveau national.

Cf. D. Sacchetto, G. Sbrogiò, *Pouvoir ouvrier à Porto*

Marghera, Paris, Les Nuits rouges, 2012, et en particulier le texte de Negri qui accompagne ce volume, « Un intellectuel parmi les ouvriers », p. 203-219. Ce travail de liaison et de co-recherche a accéléré l'émergence de « cadres ouvriers » (les « avant-gardes de masse » dont parle Negri), qui constitueront le pilier subjectif du cycle des luttes d'usine jusqu'au milieu des années 1970.

la circulation et de la reproduction du capital. Du point de vue politique, cette mutation se traduit par l'émergence de nouvelles subjectivités portant des besoins et des revendications qui excèdent ceux du mouvement ouvrier traditionnel.

L'explosion de l'autonomie comme hypothèse politique de masse vers le milieu des années 1970 puise donc ses racines dans les années 1960. Les émeutes génoises contre le congrès du Mouvement Social Italien (le principal parti néo-fasciste de l'après-guerre) en 1960, celles de Piazza Statuto en 1962, les grèves sauvages, les pratiques de refus du travail, de sabotage et d'insubordination qui ont marqué la décennie – jusqu'à l'imposition du « travail comme variable indépendante de la production », caractéristique de « l'automne chaud » 1969 – ont été vues par les opéraïstes comme les signes de l'affirmation d'une nouvelle figure prolétarienne, « l'ouvrier-masse » : travailleur déqualifié, voué à des tâches parcellaires et répétitives au sein du système de production fordiste, fondamentalement rétif à la discipline d'usine. C'est en prise directe avec ces phénomènes de soulèvement que « travailleurs et étudiants unis dans la lutte »

mûrissent un éloignement critique qui se transforme en hostilité ouverte vis-à-vis des partis et des syndicats du mouvement ouvrier officiel. En ce sens, la fondation en 1969 de *Potere operaio* représente un tournant majeur dans l'histoire de la gauche extra-parlementaire italienne. Avec ses quelques milliers de membres, *Potere operaio* a été capable d'articuler présence militante dans les villes et les territoires du Centre-Nord du pays, élaborations théoriques d'envergure et pratiques de lutte offensives⁷. Son action militante se déployait selon trois niveaux principaux. Premièrement, le travail d'agitation et d'intervention dans les lieux stratégiques, en particulier l'usine, afin de promouvoir l'indépendance des luttes, avec une forte insistance sur la centralité du refus du travail et la politisation des objectifs salariaux. Deuxièmement, la diffusion de l'illégalisme de masse, à travers notamment l'exercice de

7 Cf. M. Scavino, *Potere operaio*, Rome, DeriveApprodi, 2018, premier volume systématique consacré à l'histoire de l'organisation. *Crise de l'État-plan*, le premier des cinq pamphlets de Negri rassemblés dans *I libri del rogo*, a fait fonction d'exposé initial pour le congrès national de *Potere operaio* en 1971.

pratiques émeutières lors des manifestations de rue. Troisièmement, le passage à des niveaux de violence plus ciblés, qui se traduit par la création d'une structure clandestine interne de « travail illégal », suite à la Troisième conférence d'organisation (septembre 1971) durant laquelle s'affirme le mot d'ordre : « bâtir le parti de l'insurrection ».

Ce formidable laboratoire politique, alors qu'il a anticipé beaucoup des principaux contenus politiques du mouvement de l'autonomie, s'est heurté aux profonds bouleversements qui, dès le début des années 1970, impactent la composition du capital, de l'État et de la classe ouvrière. On peut considérer l'année 1973 comme charnière sur un plan général. D'un côté, la plupart des groupes issus du « *biennio rosso* » (1968-1969) sont en déclin, ce qui pousse leurs militants à confluer pour la plupart dans l'aire de l'autonomie. De l'autre, la phase offensive des luttes d'usine connaît à la fois son apogée et son moment terminal, du fait de la restructuration capitaliste qui démantèle les grandes concentrations ouvrières, et vise à détruire la composition technique et politique de l'ouvrier-masse, précipitant la crise du mode de production fordiste. Le coup

d'État chilien accélère l'assomption par le Parti Communiste Italien de la stratégie du « compromis historique⁸ ». Tandis que cet événement symbolise la nécessité, pour un certain nombre de militants, d'une préparation à l'affrontement armé. Le déclenchement de la crise économique globale, consécutive au premier choc pétrolier, stimule les innovations technologiques ainsi que les processus d'externalisation et de sous-traitance. Surtout, la logique de valorisation du capital excède désormais les limites de l'usine – *et avec elle, l'antagonisme*.

C'est dans ce contexte que se détermine le passage de *Potere operaio* à l'Autonomie ouvrière.

8 Soit l'idée d'une grande alliance avec le parti de la Démocratie-Chrétienne au pouvoir depuis la fin de la guerre. Au cours des années 1970, le PCI soutient toujours davantage la fuite en avant répressive du gouvernement italien (approuvant notamment les différentes lois d'exception), s'aligne sur la « politique des sacrifices » et les exigences austéritaires de la contre-offensive patronale, stigmatisant toute activité subversive qui déborde son contrôle. Le PCI, qui devait être « le parti de la classe ouvrière à l'intérieur de l'État » s'avère, bien plutôt, « le parti de l'État à l'intérieur de la classe ouvrière » (cf. à cet égard O. Scalzone, P. Persichetti, *La révolution et l'État*, Paris, Dagorno, 2000, p. 20).

Après quatre années de militance partidaire et suite à l'occupation de l'usine FIAT-Mirafiori en 1973, Negri et ses camarades soutiennent que l'expérience des groupes extra-parlementaires est désormais arrivée à son terme : leurs prétentions avant-gardistes et leur caricature de schémas militants obsolètes les placent en retard par rapport à un mouvement de masse qui, lui, va de l'avant et pose les bases de l'autonomie comme saut qualitatif organisationnel⁹. L'enjeu pour Negri devient alors celui de la construction d'un sujet politique qui soit immergé dans la nouvelle dimension productive de la classe. Car c'est de la coïncidence entre « composition technique » et « composition politique » que peut naître un processus révolutionnaire ; c'est-à-dire que les

9 L'éclatement de *PotOp* intervient lors du Congrès de Rosolina (1973) où se consomme la rupture entre les militants, autour de Negri, qui souhaitent dissoudre l'organisation dans la coordination des assemblées autonomes de base et ceux, autour de Franco Piperno, qui veulent approfondir l'expérience de parti dans une perspective plus « néo-léniniste », en insistant sur l'inséparation des fonctions politiques et militaires. Sur ce tournant, cf. A. Negri, « Un pas en avant, deux pas en arrière : la fin des groupes » in N. Balestrini, P. Moroni, *op. cit.*, p. 411-417.

segments de la force de travail les plus productifs du point de vue de la valorisation du capital peuvent et doivent devenir à même d'enclencher le renversement de l'ordre établi¹⁰.

Parallèlement à son activité militante, les efforts théoriques de Negri se focalisent alors sur l'exploration de la dimension ontologiquement

10 À cet égard, Mario Tronti avait forgé au tout début des années 1960 une belle formulation : « Lénine en Angleterre » ! Pour le premier opéraïsme, ce mot d'ordre implique la recherche du sujet qui constitue le moteur de l'histoire ; du sujet qui non seulement produit le développement du capital, mais possède aussi les caractéristiques de son renversement possible : on pourrait donc dire, synthétisant le noyau dur de l'opéraïsme des années 1960, qu'il revient aux luttes économiques d'être capables de déterminer une véritable crise politique de l'ensemble du système (c'est en ce sens, d'ailleurs, qu'a été lu le grand soulèvement ouvrier de l'automne 1969). Pour les opéraïstes, l'usine avait à ce point envahi le social, qu'on ne pouvait plus considérer séparément luttes économiques et luttes politiques. D'où la recherche tactique du degré maximal d'autonomie de l'ouvrier-masse. De ce point de vue, le changement de phase et l'entrée dans une nouvelle conjoncture, celle des années 1970, n'ont pas impliqué l'abandon de la méthode opéraïste classique. Pour l'application d'une telle méthode au 68 français, cf. S. Bologna, G. Daghini, *Mai 68 en France*, Genève/Paris, Entremonde, 2019.

productive du social qui surgit d'une telle réorganisation d'ensemble des rapports économico-politiques. L'article « Keynes et la théorie de l'État capitaliste en 1929 », par exemple, publié en 1968 dans la revue *Contropiano*, montre la capacité étatique de gouverner la force de travail à travers la variable salariale en l'intégrant de plus en plus aux processus d'accumulation du capital. À cet égard, les concepts de « capitaliste collectif » et d'« État-plan » explicitent le « mauvais infini » de la dialectique qui enchaîne les luttes ouvrières à la valorisation du capital et à la restructuration économique. Le texte « Marx sur le cycle et la crise », paru la même année, poursuit dans cette direction, en soulignant les déterminations politiques inhérentes à l'extraction de la survaleur, c'est-à-dire à la théorie de la valeur-travail¹¹. Si ces deux

11 Une telle approche permet non seulement de critiquer la prétendue objectivité economiciste alors en vogue au sein du PCI (et de plusieurs groupuscules d'ultragauche), mais aussi de prendre ses distances par rapport aux illusions progressistes qui voient dans « la longue marche au sein des institutions » un préambule nécessaire à l'instauration des conditions de possibilité pour la transition au socialisme. Ces deux textes sont disponibles en français dans A. Negri, *La Classe ouvrière contre l'État*, op. cit., p. 23-132.

contributions éclairent dans un même geste le potentiel antagoniste des luttes salariales et le déploiement d'un « usage capitaliste » tant des luttes ouvrières que des crises économiques, les *Trente-trois leçons sur Lénine* – rédigées en 1972-1973 et publiées en 1978 – ne se limitent pas seulement à fournir une interprétation originale du travail de Lénine, mais affinent une méthode de lecture politique de la période qui s'avérera particulièrement influente¹². Le Lénine qui ressort de cet ouvrage est en même temps le théoricien du capitalisme russe et le génie de la tactique : un Lénine qui sait réadapter la perspective du parti en fonction des mutations de la conjoncture, à même de saisir le moment propice, l'occasion susceptible de déterminer une rupture révolutionnaire (le *kairós* politique). Un Lénine, donc, affranchi de toute sclérose bureaucratique,

12 Disponible en anglais aux éditions Columbia University Press, *Factory of Strategy, Thirty-Three Lessons on Lenin*, 2014. On peut lire la première leçon en français sur le site de la revue en ligne *Période*, « Lénine au-delà de Lénine ». Concernant plus largement le rapport de l'autonomie ouvrière italienne au léninisme, nous renvoyons à l'entretien avec Negri en postface de cet ouvrage.

qui n'a rien à voir avec la fétichisation de la rigidité, de la verticalité organisationnelle ou du chef charismatique ; un Lénine vacciné contre l'objectivisme déterministe typique des appropriations dogmatiques, complètement déstalinisé et, bien évidemment, « désétatisé ».

C'est donc à l'intérieur de cette phase de restructurations sociales profondes que Negri élabore, entre 1971 et 1977, les cinq essais qui composent *I libri del rogo*, auxquels on peut ajouter le volume sur *La forme-État* de 1977, l'ouvrage *Marx au-delà de Marx* de 1979 et le long entretien *De l'ouvrier-masse à l'ouvrier-social*, paru lui aussi en 1979¹³. Ces opuscules apparaissent

13 *La forma Stato*, Milan, Feltrinelli, 1977 – le dernier chapitre de ce volume constitue le quatrième pamphlet des *Libri del rogo* ; *Marx au-delà de Marx*, Paris, Christian Bourgeois, 1979 ; *Dall'operaio-massa all'operaio-sociale* (1979), Vérone, Ombre Corte, 2007. Pour compléter le cadre de la florissante activité intellectuelle du Negri des années 1970, il faut mentionner l'ouvrage *Descartes politico o della ragionevole ideologia* (Feltrinelli, 1970), qui reconstruit la généalogie des premières phases de la modernité en s'appuyant sur une lecture matérialiste de l'œuvre du philosophe français. Ce texte, traduit en anglais (*Political Descartes. Reason, Ideology and the Bourgeois Project*, Verso, 2007), n'est pas non plus disponible en français.

aujourd'hui encore intimement imprégnés par l'esprit de l'époque. Ils sont – comme le soutient Negri lui-même dans son introduction de 1997¹⁴ – inimaginables en dehors du « climat collectif d'élaboration théorique et d'action politique » des années 1970. Negri affirme d'ailleurs que la fonction essentielle de ces pamphlets, outre une contribution aux débats sur la question de l'organisation, était de « légitimer une sorte de leadership à l'intérieur du mouvement » – objectif qui connut un destin précaire et une réalisation avortée du fait des contradictions internes à l'aire de l'autonomie (qui aboutissent à l'impasse du Congrès de Bologne en septembre 1977) et de l'aggravation accélérée des niveaux de répression.

Au sein de ce paysage foisonnant et multiple qu'a été l'autonomie italienne, irrigué par des centaines de collectifs, de groupes organisés ou affinitaires, locaux ou nationaux, de revues et de radios libres, Negri s'implique dans l'expérience du journal *Rosso*, autour de la métropole milanaise.

14 A. Negri, *I libri del rogo* (1997), Rome, DeriveApprodi, 2006, p. 5-6.

La singularité de *Rosso*, par rapport à d'autres segments de l'autonomie qui restent attachés à la centralité de la lutte ouvrière, consiste à s'ouvrir très rapidement aux subjectivités prolétariennes émergentes et aux nouveaux contenus du mouvement, du féminisme à la contre-culture, de la jeunesse précarisée aux homosexuels : la conflictualité déborde les murs des usines et s'étend à tout le territoire métropolitain – c'est le passage « de l'ouvrier-masse à l'ouvrier-social », qui se reflète entre autres dans l'explosion des pratiques de réappropriation directe de la richesse sociale, d'occupation des logements (« la maison se prend, le loyer ne se paye pas ») et d'auto-réduction des factures. Cette transformation de la « composition politique de classe » – conséquence directe de la grande restructuration post-fordiste du début des années 1970 – est au cœur même de *Domination et sabotage*.

L'ouvrage se configure comme une intervention explicite dans le mouvement : à la fois cristallisation de ses débats théorico-stratégiques et proposition de contenus originaux. Le concept central qui sert de pivot à la démonstration de Negri est celui d'*autovalorisation* – « caractéristique

fondamentale du développement révolutionnaire du prolétariat aujourd'hui ». Il s'agit d'un « processus matériel, fondé sur l'appropriation de la richesse et du pouvoir, le développement de désirs et besoins radicaux, et l'accompagnement – toujours plus indépendant et autonome – des transformations de la composition de classe ». L'autovalorisation doit être saisie comme instance de pouvoir : elle est *l'indépendance du pouvoir ouvrier en actes*, qui constitue donc l'envers absolu de la forme-État et manifeste l'actualité du communisme. L'autovalorisation se traduit par l'affirmation des besoins sociaux autonomes du prolétariat en tant qu'ils excèdent le rapport hiérarchique dominé par la prestation salariale et qu'ils sont porteurs d'un autre réseau de savoir, de communication et d'organisation, centré sur la ressource vivante du non-travail, sur le « temps libéré ».

Donnons à cet égard quelques cas de figure illustratifs. Le Comité ouvrier de l'usine Magneti Marelli à Milan – lié au journal *Senza Tregua* et vecteur de l'une des expériences les plus emblématiques de la séquence autonome dans les centres industriels du Nord italien – avait par exemple

mis en avant le thème du « décret ouvrier », pour rendre compte des pratiques par lesquelles les ouvriers en lutte imposent la satisfaction immédiate de leurs besoins, à travers la mise en œuvre d'une nouvelle légalité antagoniste mettant en crise le contrôle patronal de l'entreprise : réduction unilatérale du temps de travail, réintroduction de force des ouvriers licenciés à l'intérieur de l'usine, abolition des heures supplémentaires, sabotage, destruction des marchandises¹⁵. De même, à l'extérieur de l'usine, en particulier dans les quartiers populaires, se multiplient les pratiques d'appropriation directe des biens de consommation dans les supermarchés, les autoréductions des factures des services publics – électricité, transports, gaz ou téléphone : autant d'actions par lesquelles les prolétaires parviennent à exprimer un *contre-pouvoir de masse*, provoquant une remise en cause de la maîtrise étatique du territoire métropolitain. Voilà le sens que prenait alors l'autonomie ouvrière :

15 Cf. E. Mentasti, *La « Garde Rouge » raconte*, Paris, Les Nuits rouges, 2009.

[L]a communauté prolétaire solidaire pouvait mettre en œuvre des conditions sociales d'échange, de production et de vie en commun qui soient autonomes vis-à-vis de la légalité bourgeoise [...] Le principe d'autonomie recouvrait sa pleine signification étymologique : la socialité prolétaire déterminait ses propres lois et les mettait en pratique sur le territoire occupé militairement par la bourgeoisie¹⁶.

Comme le dit Negri, l'autovalorisation implique immédiatement la « déstructuration du pouvoir ennemi ». La saisie de cette coïncidence entre construction d'une synthèse sociale alternative et abolition du commandement capitaliste, est l'enjeu essentiel de la perspective autonome, telle qu'elle s'incarne de façon exemplaire dans le *refus du travail*. Cette pratique, mise en avant dès le début des années 1960 par les opéraïstes, est devenue au fil du temps un comportement de masse. En s'attaquant à la racine de l'exploitation, le refus du travail cible non pas un aspect

16 « L'occupation de Mirafiori et l'émergence de l'autonomie comme projet politique » in N. Balestrini, P. Moroni, *op. cit.*, p. 410.

spécifique du processus de production mais la totalité de la structure capitaliste en tant que telle. Cependant, outre cette part destructrice, le refus du travail exprime aussi la positivité qui se déploie à partir de la « séparation ouvrière », l'indépendance de l'autovalorisation, le moment où la force de travail devient « force d'invention » (*forza-invenzione*). Car « la libération est impensable sans un processus qui construit la positivité d'un nouveau mode de production collectif sur la négativité de la destruction du mode de production capitaliste ». Ce que met en jeu l'autovalorisation est donc la « détermination qualitative d'un mode production qui ne serait plus dominé par les catégories du capital », « la force de se soustraire à la valeur d'échange et la capacité de se baser sur des valeurs d'usage ». Et seule la reconnaissance de cette capacité productive radicalement indépendante permet d'expliquer ce qui fonde le marxisme comme « logique de la séparation », à savoir l'idée d'un au-delà de la synthèse dialectique et d'une non-réintégration finale dans la totalité capitaliste.

Ce nœud entre autovalorisation et sabotage est d'ailleurs le point de départ d'une polémique

extrêmement dure que Negri développe à l'égard de la stratégie du « compromis historique », de l'eurocommunisme et du réformisme en général. Il s'agit d'une ligne de partage dont on peut formuler les termes de la manière suivante : l'hypothèse fondamentale du mouvement ouvrier officiel est celle d'une compatibilité entre l'autovalorisation prolétarienne et la structure productive du monde capitaliste. Par conséquent, son but consiste à réintégrer à tout prix la subjectivité ouvrière dans la totalité sociale établie, dans les coordonnées de la valorisation capitaliste. L'hypothèse de l'autonomie est inverse : elle affirme que le ressort premier de l'autovalorisation est son enracinement dans la *logique de la séparation* (qui sera ensuite approfondie, dans les recherches du Negri des années 1980, à partir de l'ontologie de Spinoza¹⁷) : séparation par rapport à la totalité du développement capitaliste, extranéité au rapport productif, assumption de la partialité – et bien évidemment,

17 Sur le « tournant » spinoziste de Negri, cf. A. Negri, *L'Anomalie sauvage. Puissance et pouvoir chez Spinoza*, Paris, PUF, 1982.

rupture avec les institutions du mouvement ouvrier traditionnel¹⁸.

L'autre enjeu fondamental de *Domination et sabotage* concerne le problème de l'organisation. Negri introduit cette question par une dialectique qui structure l'ensemble du texte : *déstructuration* matérielle du système d'une part, *déstabilisation* politique du régime d'une autre. La déstructuration se donne, nous venons de le voir, dans l'autovalorisation, c'est-à-dire l'activité d'insubordination de masse qui ébranle le commandement capitaliste de manière permanente et endémique. Quant à la déstabilisation, elle est provoquée par l'exercice de la violence d'avant-garde, soit par des groupes armés menant une attaque ciblée contre les institutions du pouvoir ennemi chaque fois que celui-ci pose un obstacle à l'accroissement du mouvement prolétarien. C'est là que réside, selon le Negri de l'époque, la

18 Cette altérité de l'autonomie à l'égard de la gauche institutionnelle trouvera lors du mouvement de 1977 une incarnation particulièrement symbolique, lorsque Luciano Lama, alors secrétaire de la CGIL, venu tenir un discours de modération aux étudiants en lutte, se fera chasser par la force de l'université de Rome, et son service d'ordre mis en déroute.

fonction propre du « parti ». Car celui-ci « n'est pas un élément immédiat » du processus d'autovalorisation, mais se situe sur un plan différent, assumant un rôle à la fois offensif et d'auto-défense : « le parti est une fonction de la force prolétarienne, conçu comme garant du processus d'autovalorisation ; le parti est l'armée qui défend les frontières de l'indépendance prolétarienne ». Par conséquent, le parti est en position subordonnée, l'élément moteur reste le développement du contre-pouvoir de masse, ses contenus et organes immanents, que le parti, en tant qu'élément de la force, a pour but de défendre et de consolider. Comme le résume Lucio Castellano, reprenant une intuition trontienne :

La stratégie appartient au mouvement : c'est le communisme, la tactique est l'affaire du parti : levée des obstacles et capacité de rupture¹⁹.

D'après Negri le point stratégique majeur consiste donc à trouver un principe d'articulation et d'interpénétration entre les deux niveaux

19 L. Castellano, « L'autonomie, les autonomies » in N. Balestrini, P. Moroni, *op. cit.*, p. 429-430.

(déstructuration/déstabilisation), qui doivent être conçus comme inséparables. Or, au sein du mouvement, les deux aspects de la dialectique sont parfois envisagés de manière divergente, et unilatérale, ce qui aboutit aux impasses suivantes : d'un côté le volontarisme subjectiviste, de l'autre la naïveté spontanéiste d'un processus désirant qui serait linéaire et pacifique, et pourrait aboutir par croissance progressive, sans qu'il soit besoin de recourir à un quelconque forçage subjectif de la situation. On peut aisément supposer que les deux composantes visées sont d'une part les partisans de la « clandestinité stratégique », d'autre part certaines formes de l'aire dite créative, ou contre-culturelle. Face à ces deux écueils : nécessité de la « ligne de masse », où s'articulent le contre-pouvoir prolétarien qui s'oppose à la restructuration et la capacité offensive qui déstabilise les forces de l'ennemi.

Aussi, afin de rendre perceptible le réel militant qui correspond à cette discussion théorique, et d'éclairer en retour la conception du parti telle que proposée dans *Domination et sabotage*, une brève clarification s'impose. Durant les années 1970 en Italie, tous les groupes révolutionnaires

ont pratiqué des formes de violence organisée. La ligne de partage entre groupes autonomes et formations combattantes ne concerne pas le principe de la lutte armée mais ses méthodes et son inscription stratégique. Là où certaines organisations s'engagent dans une clandestinité totale (« professionnelle »), les autonomes refusent d'abdiquer le terrain des luttes ouvertes et de l'activité d'agitation publique. À la différence des Brigades Rouges, qui multiplient les exécutions à partir de 1976, les autonomes critiquent le recours systématisé aux homicides politiques et visent à intimider l'ennemi plutôt qu'à l'éliminer physiquement. Contre l'idée d'une « attaque au cœur de l'État », ils défendent la nécessité d'une pratique « militaire » subordonnée aux contenus et aux échéances du mouvement, proportionnelle à son degré d'intensité propre, afin d'éviter toute séparation de la « fonction offensive²⁰ ».

20 Notons que ces divergences, indiscutables, n'entameront pas, du moins jusqu'en 1978, une solidarité de principe envers les militants des formations clandestines – définis comme des « camarades qui se trompent ». Suite à l'opération Moro, la position « Ni avec l'État, ni avec les BR », ne concerne d'ailleurs dans un premier temps que l'aile « droite », néo-institutionnelle, du mouvement

De fait, la plupart des collectifs qui composent l'aire de l'autonomie agissent sur un double niveau militant, légal et illégal, avec pour principe de tenir ensemble ancrage de masse et capacité avant-gardiste : comme le dit Negri, « le militant d'aujourd'hui est une figure double – enraciné d'une part dans la pratique d'autovalorisation et attaché, d'autre part, aux fonctions offensives²¹ ». L'activité armée des groupes autonomes formait donc un ensemble hétéroclite de pratiques de « guérilla diffuse », allant de l'autofinancement aux attaques à l'explosif, des jambisations aux sabotages – souvent revendiquées par des sigles

(Democrazia Proletaria), tandis que *Rosso* pose le mot d'ordre : « Contre l'État, *différemment* des BR ».

21 Cette stratégie générale est ainsi résumée par le journal *Rosso* (dans lequel intervenait régulièrement Negri), à l'automne 1976 : « Dans l'aire de l'autonomie ouvrière se sont toujours confrontés un front de masse et un front combattant. Construire le mouvement de l'autonomie ouvrière signifie unifier ces deux fronts de lutte, non pour les confondre, mais pour unifier dans le projet général et la pratique militante ces fonctions inséparables. Le mouvement de l'autonomie ouvrière représente la dialectique jamais achevée, du moins jusqu'à l'insurrection, entre exercice du contre-pouvoir de masse et développement de l'initiative de parti. »

éphémères, et visant à donner l'impression d'une dynamique insurrectionnelle proliférante.

Le 7 avril 1979, Negri est arrêté avec les figures les plus influentes du mouvement autonome. Cette rafle judiciaire marque le début d'une vague de répression féroce qui s'abat sur toutes les structures de l'autonomie, et démembre la plupart de ses réseaux militants. Les chiffres d'ensemble de cette répression qui permet à l'État italien d'anéantir la dynamique insurrectionnelle sont vertigineux : « 40 000 inculpés, 15 000 personnes “passées” par la prison, 6 000 condamnés²² ». Dans le cas de Negri, l'accusation s'appuie sur le « théorème Calogero²³ », qui postule un commandement organisationnel unifié entre l'autonomie et les Brigades Rouges – dont Negri serait le dirigeant occulte. Pour justifier dans un premier temps les

22 N. Balestrini, P. Moroni, *op. cit.*, p. 21. Dont 4 087 condamnations pour des « actes liés à des tentatives de subversion de l'ordre constitutionnel » et pour appartenance à des « bandes armées ».

23 Du nom du procureur de Padoue (et membre du PCI) Pietro Calogero, qui commanda les arrestations. Pour un aperçu de son « théorème » éponyme, cf. P. Calogero, C. Fumian, M. Sartori, *Terrore rosso*, Rome, Laterza, 2010.

chefs d'accusation – en particulier celui d'« insurrection armée contre les pouvoirs de l'État » – et en l'absence de preuves matérielles, les magistrats vont précisément se baser sur les essais écrits entre 1971 et 1977 (au premier rang desquels *Domination et sabotage*). Comme dans toute pétition de principe, la tentative d'y trouver les preuves de leurs suppositions est couronnée de succès. Ce montage est relayé par une campagne de presse présentant Negri comme le « *cattivo maestro* », le théoricien manipulateur responsable à lui seul de la violence des « années de plomb », alors que celui-ci est incarcéré pendant plus de quatre ans sous le régime de la détention préventive, avant de s'exiler en France²⁴. Entre-temps, son éditeur Feltrinelli choisit d'interrompre la publication des pamphlets, qui continueront néanmoins à circuler de manière indépendante durant une vingtaine d'années.

24 Pour de plus amples explications concernant les détails judiciaires du « procès 7 avril » et les étapes biographiques de Negri suite à son arrestation, nous renvoyons à l'introduction de l'édition anglaise des *Books for burning*, rédigée par Timothy S. Murphy.

La traduction présente constitue la première version complète en français de *Domination et sabotage*. En quoi pensons-nous que la réappropriation de ce texte peut nous être utile dans la tentative de penser les conditions d'une politique d'émancipation à la hauteur des défis de notre temps? Vu les profondes différences historiques, économiques et culturelles qui nous séparent du contexte dans lequel ces thèses ont été formulées, trois niveaux d'analyse issus de *Domination et sabotage* nous paraissent féconds afin d'approfondir la critique du capitalisme contemporain et soutenir les dynamiques de lutte qui le traversent.

Pour commencer, soulignons un point de méthode. L'immanence de l'intellectuel militant au processus d'organisation et de diffusion de la lutte de classe d'une part, le primat absolu de celle-ci sur les transformations et les crises économique-politiques du système d'autre part, constituent les deux aspects les plus importants. Selon Negri et les opéraïstes, la tertiarisation de l'économie, la désarticulation de la chaîne de production et son éparpillement à travers le territoire, les politiques monétaires, la centralité du *welfare* et du domaine de la reproduction sociale (donc de

la figure de l'ouvrier social) ne sont pas les effets inéluctables du développement objectif du mode de production : il s'agit plutôt de réponses capitalistes à la crise de la société salariale imposée par les luttes ouvrières de la décennie précédente. Comme dans les textes foucaldiens de la même période (cités au passage dans le livre de Negri), l'analyse doit alors commencer « par le bas » et se placer tout d'abord au niveau micro-politique des comportements sociaux, des forces subjectives, pour se concentrer seulement ensuite sur les macro-dynamiques du pouvoir politique, de la structure du capital et de ses contradictions. La pratique de l'enquête militante – dont il n'est pas directement question dans le texte, mais qui est au cœur de la reformulation du « parti » proposée par Negri dans les années 1970²⁵ – se révèle ainsi comme l'un des pivots de *Domination et sabotage*. L'analyse performative de la « composition de classe », qui trouve dans le concept d'« autovvalorisation » sa synthèse technique et politique,

25 Sur le problème de la « forme-parti » chez Negri, cf. F. Monferrand, « Composition, autonomie, séparation. Les formes-parti d'Antonio Negri » in *Etica e Politica*, XX, 2018, I, p. 145-159, disponible en ligne.

n'arrive en effet qu'après une étude approfondie de la « domination du capital », des transformations de la « forme-État » et de leur impact sur les mutations du rapport entre circulation et production capitalistes. Comme dans les contributions opéraïstes les plus importantes de l'époque, l'enquête « vers le bas » est alors articulée à une enquête « vers le haut ». La seconde engage l'analyse de la crise progressive des structures du pouvoir étatique subissant la pression sociale de la classe ouvrière et celle de l'intégration interétatique produite par les tendances transnationales du capital. La première vise à organiser l'autonomie du travail vivant et produire ses propres formes indépendantes de savoir.

La « crise » des rapports sociaux capitalistes est alors à la fois l'objet de recherche de l'essai et l'horizon au sein duquel il se place. Dans *Domination et sabotage*, la conjoncture de la « crise » est en effet analysée à un double niveau : crise économique, à savoir restructuration radicale du processus de production, et crise politique, c'est-à-dire mise à nu du rapport de force social « dans et contre » le monde du capital. Negri penche clairement vers une

interprétation « subjectivante » de la dynamique de crise, réduite quasi complètement à la pression provoquée par les mouvements de classe et leurs pratiques autonomes. Bien qu'issue d'une période révolue, cette approche nous permet de poser clairement les termes d'un problème actuel : quels usages antagonistes de la crise peuvent être possibles par-delà l'éternel retour de la dialectique entre luttes sociales, restructuration (économique) et réaction (politique) ? Comment renverser l'art du gouvernement de la crise imposée par les classes dominantes, où se nichent les monstres nationalistes et identitaires ? Aujourd'hui, plus qu'une transposition directe de ses hypothèses dans le présent, le texte de Negri nous invite à reconnaître la fragilité radicale qui se cache derrière l'apparente stabilité du système capitaliste et des rapports de pouvoir qui en structurent les mailles. Si les luttes sont – au moins en partie – le moteur de son développement, celui-ci ne connaît donc aucune progression linéaire mais demeure constamment fracturé, déséquilibré et traversé par de profondes discontinuités internes. Car la structure capitaliste, malgré son apparence, est toujours déstructurée de l'intérieur

et son dispositif gouvernemental susceptible de déstabilisation. Pour le dire avec l'auteur: «il ne faut jamais sous-évaluer l'autovalorisation prolétarienne²⁶». Le cycle de lutte qui a récemment traversé la France du printemps 2016 aux «Gilets Jaunes» – avec la réactivation de formes de conflictualité autonomes et antagonistes telles que l'organisation directe en assemblées horizontales, les émeutes urbaines et les blocages économiques – met en lumière l'élimination progressive, déjà diagnostiquée par Negri à la fin des années 1970, de toute forme de médiation politique et sociale (dont l'«extrémisme du centre» se réjouissait hier et s'effraie aujourd'hui). La question d'une articulation stratégique entre processus de *déstructuration* du capital et processus de *déstabilisation* de la machine d'État revient à l'ordre du jour – qui est aussi bien celle de la construction d'un contre-pouvoir de masse capable de s'enraciner dans l'espace et de se reproduire dans le temps. Loin de disparaître dans les moments d'offensive capitaliste, la créativité de

26 Cf. l'entretien avec A. Negri en postface de l'ouvrage.

la lutte de classe et de ses processus de subjectivation reste donc toujours ouverte et imprévisible.

Un deuxième point s'impose alors par voie de conséquence. Comment entendre aujourd'hui la « domination » et comment en fournir une image politiquement productive afin de la combattre ? *Domination et sabotage* suggère à ce propos différentes pistes de recherche. D'un côté, la tendance à l'abstraction grandissante et irrationnelle du « commandement politique » du capital se présente comme le seul facteur de garantie de l'objectivité de la « loi de la valeur » ; de l'autre, la mobilité et l'inventivité des pouvoirs capitalistes s'intensifient suite aux mutations structurelles de la fin des années 1970, avec la centralité progressive de la sphère de la circulation, de la reproduction sociale et des figures du travail qui en découlent. Cette hétérogénéité de la domination – analysée dans la conjoncture italienne à partir des possibilités révolutionnaires de l'époque – exprime bien ce à quoi nous sommes encore confrontés aujourd'hui. Dans les pays occidentaux, la domination présente en effet une épaisseur qu'il s'agit d'approfondir plus avant : l'abstraction des diktats financiers ne constitue

pas seulement un moloch figé et séparé de la vie quotidienne, puisqu'elle se fonde sur la logique de l'endettement et de la production de subjectivités qui lui correspondent; « l'indifférence » du pouvoir d'État comme garant de la valorisation se décline au quotidien dans son double rôle d'assistance et d'autorité, montrant aujourd'hui sa déstructuration latente dans les tensions internes à la gouvernance transnationale et dans le perpétuel retour du spectre de sa souveraineté nationale; les pôles de la production de marchandises se mêlent de plus en plus aux infrastructures logistiques de la distribution, ouvrant des marges inédites d'interruption du cycle de valorisation; les institutions du soin se révèlent comme le paradigme d'une logique de l'exploitation qui s'appuie sur les ressources passionnelles et nerveuses des sujets, signalant ainsi le dressage des corps et des identités (de genre et de race) comme un terrain de grève; l'idéologie de la « Start-up Nation » s'accompagne du racisme structurel et du retour de l'autorité patriarcale, indiquant ainsi que le lien entre néolibéralisme et autoritarisme est bien plus profond de ce qu'en pensent les intellectuels progressistes. Par-delà l'opposition

figée entre rigidité ouvrière et rigidité capitaliste décrite dans cet essai, c'est l'analyse des articulations complexes caractérisant la « domination du capital » (et le rapport de ces articulations aux luttes des opprimés) qui pourrait nous fournir des outils efficaces pour le présent. À cet égard, il ne faut pas séparer ni juxtaposer les deux parties qui composent *Domination et sabotage*, mais essayer plutôt de les lire en simultané : commencer par la fin et recomposer la succession des paragraphes, passer continuellement de la « chaleur de la communauté prolétaire » aux fonctions du pouvoir capitaliste et à ses mutations, pour reprendre ensuite le fil de l'agenda politico-économique de la « grande transformation » produite par la contre-révolution néolibérale. Cet exercice n'est pas un renversement illégitime et mécanique de l'ordre du rapport entre « domination » et « sabotage », mais une opération de déplacement du regard afin de saisir à la fois l'organicité et la rupture possible de leur connexion.

Un dernier point doit enfin être envisagé. Il s'agit du rapport entre négation et affirmation, activité critique-destructive et pratiques de constitution d'une société nouvelle. Le mouvement

italien des années 1970 se situe à un moment historique charnière qui coïncide avec l'épuisement et la saturation des paradigmes révolutionnaires traditionnels. Nous faisons l'hypothèse que la richesse de ses formes d'action – telles que Negri essaie d'en extraire la substance théorique – fait signe vers un renouvellement stratégique de la politique d'émancipation, qui se traduit avant tout par une rupture de temporalité. Ce qui se joue dans l'autovalorisation comme dans l'exercice du contre-pouvoir territorial, c'est, nous l'avons dit, aussi bien la déstructuration du commandement social que la mise en oeuvre, au présent, de formes de production et de coopération alternatives. Le communisme n'est plus relégué aux « lendemains qui chantent », il n'est plus un horizon futur insaisissable qui nécessiterait la médiation (étatique) d'une période de transition post-révolutionnaire : il est une exigence immédiate, une élaboration collective visible *hic et nunc*. Le communisme est vivant dans les luttes elles-mêmes²⁷, à travers la satisfaction directe

27 « Le pouvoir communiste grandit de jour en jour dans l'affrontement entre travail et refus du travail », cf. L. Castellano, « L'autonomie, les autonomies », *op. cit.*

des besoins sociaux du prolétariat, l'appropriation de la richesse sociale, la libération d'espaces soustraits au contrôle policier et à la logique marchande, rendus à la solidarité ouvrière.

Dans les objectifs, dans les besoins, dans la pratique de lutte, il doit y avoir déjà la préfiguration des conditions de vie différentes et des nouveaux rapports sociaux vers lesquels nous tendons et que nous voulons affirmer dans la nouvelle société²⁸.

C'est cet « immédiatisme » caractéristique du mouvement autonome italien qui le singularise et le différencie²⁹. La politique cesse ainsi d'être polarisée par l'obsession de la prise du pouvoir d'État mais vise au contraire sa désagrégation processuelle, qui est la conséquence d'une positivité première, motrice – celle de l'autovalorisation, de l'accroissement disséminé du pouvoir ouvrier et de la « dictature des besoins » qui l'accompagne.

28 Comitati Autonomi Operai di Roma, *Autonomia operaia*, Roma, Savelli, 1976, p. 11.

29 Sur la notion d'« immédiatisme », cf. l'article de F. Piperno, « L'angoisse de l'individuation : notes sur le mouvement de 77 » in *Lundimatin*, n° 98, 28 mars 2017, disponible en ligne.

C'est donc aussi dans ces éléments d'expérimentation « post-léniniste » que réside l'actualité de *Domination et sabotage* (et de la séquence qui l'inspire), pour nous qui sommes aujourd'hui à la recherche de nouvelles formes d'organisation politique à la hauteur de notre époque.

Bien au-delà des débats tactiques, politiques ou militaires qui ont secoué le mouvement italien des années 1970, *Domination et sabotage* pose alors une question qui sera au cœur de la réflexion de Negri dans les années suivantes³⁰ et qui reste à l'ordre du jour des mouvements contemporains : comment penser les conditions d'une positivité antagoniste et multiple, capable de ressaisir l'exigence des organisations révolutionnaires contre leur verticalité interne et au-delà de l'unité figée de leur sujet social de référence ? Derrière la reformulation du marxisme comme « logique de la séparation » se trouve en effet le problème politique d'un horizon d'organisation autonome durable, capable de s'affronter réellement avec l'existant sans être aspiré par l'abîme d'une négativité

30 Cf., par exemple, M. Hardt, A. Negri, *Assembly*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

rendant impossible toute consistance de long terme. Faire un pas en arrière et deux pas en avant, ici, en France, à partir de ces pages écrites il y a quarante ans, signifie alors se réapproprier cette question à partir des expériences concrètes liant la déstructuration économique à la déstabilisation politique, et celles-ci à l'autovalorisation collective. Un pas en arrière, deux pas en avant, pour expérimenter des processus politiques à partir de leur *determinatio*, c'est-à-dire une passion déterminée devenant opposition affirmative.

Première partie :

La domination du capital

1 Lénine aurait déclaré...

Selon Keynes, Lénine aurait déclaré que l'inflation était l'arme la plus efficace pour mettre en crise les régimes capitalistes. Cette affirmation à laquelle la culture économique bourgeoise (et pas seulement Keynes) – dans une obstination fougueuse – semble particulièrement attachée, est sans doute apocryphe¹. La phrase incriminée, en effet, n'a été retrouvée nulle part dans les œuvres de Lénine. Au contraire, l'analyse par Lénine de l'inflation, là où il affronte expressément cette question, ne diffère pas de la dénonciation moralisatrice, propre à la tradition socialiste, de ses effets sur les classes pauvres. Ce qui n'empêche pas que d'autres bolchéviques aient insisté à plusieurs reprises sur la fonction déstabilisatrice de l'inflation au regard du pouvoir

1 Cela a été récemment démontré par F. W. Fetter dans une note savante de *Economica*, vol. 44, n°175, février 1977, p. 77-80.

capitaliste – Preobrajenski parle pour tous avec son énoncé à propos du « papier-monnaie comme mitrailleuse du Commissariat des finances qui ouvre le feu sur la bourgeoisie et qui utilise les lois monétaires de ce régime pour le détruire ». Ce qui n'empêche pas enfin que la phrase incriminée soit crédible, même chez Lénine, dans son intention de saisir la jonction entre crise de l'impérialisme et soulèvement révolutionnaire du prolétariat.

Je suis toutefois convaincu que chez Lénine le sens d'une telle affirmation est plus complexe. En effet, dans son enseignement, l'action de *déstabilisation du régime capitaliste* s'accompagne immédiatement de l'action de *déstructuration du système* du capital.

L'action insurrectionnelle contre l'État s'articule à l'œuvre de destruction de l'État. Je ne cherche pas à fournir une interprétation anarchiste de la pensée de Lénine : j'insiste tout simplement sur le lien « déstabilisation/déstructuration » qui, dans la pensée de Lénine comme dans celle de tout le marxisme révolutionnaire, abstraction faite de l'immédiatisme anarchiste, se présente de manière précise et ininterrompue. De ce point de vue, Fetter a raison lorsqu'il exclut

que l'affirmation selon laquelle l'inflation aurait des effets positifs sur le processus révolutionnaire puisse être attribuable sans réserves à Lénine : l'effet de déstabilisation ne peut pas être exclusif. La crise politique doit avoir un sens imposé et dominé par le pouvoir prolétarien. On ne peut pas séparer déstabilisation du régime et destruction du système. L'insurrection ne peut pas être séparée du projet de dépérissement de l'État.

Nous sommes là au centre du débat politique d'aujourd'hui. Deux positions différentes se distinguent au sein de l'autonomie ouvrière et prolétaire. Déstabilisation du régime et destruction du système apparaissent parfois comme des objectifs divergents et, en tant que tels, sont investis par des projets stratégiques et tactiques différents. Une *telle divergence* a-t-elle sa raison d'être ?

Afin de commencer à cerner la chose, regardons-la du point de vue de la pratique capitaliste. Pour le capital, le problème ne se pose pas : *la restructuration du système est la condition de la stabilisation du régime*, et vice-versa. Les problèmes tactiques surgissent à l'intérieur de la rigidité relative de cette relation, pas en dehors, au moins

à partir du moment où le développement capitaliste a rendu non-désirable l'usage de la force (au sens de la force physique pure) sur la classe ouvrière et le prolétariat.

Pour le capital, la solution à la crise consiste en une restructuration du système visant à combattre et à réintégrer les composantes antagonistes du prolétariat dans le projet de stabilisation politique. En ce sens, l'importance, et même – souvent – la qualité spécifique de l'antagonisme prolétarien n'échappe pas au capital. Le capital a souvent accepté que la lutte ouvrière soit le moteur du développement, et il accepte aussi que l'autovalorisation prolétarienne en dicte les raisons: ce qui doit être supprimé est son sens antagoniste, non la réalité du mouvement ouvrier. À la limite, et paradoxalement, on pourrait dire que la seule stabilisation politique efficace pour le capital (c'est-à-dire la seule possibilité de commandement et d'exploitation au sein de la reproduction élargie du profit) se trouve dans la possibilité de restructuration dont le point de départ est le mouvement prolétarien.

L'intérêt prolétarien prend une direction opposée. Saisir de façon critique le lien entre

stabilisation et restructuration, l'attaquer. Renverser ce rapport en un projet à la fois de déstabilisation et de déstructuration : voilà l'intérêt ouvrier, en termes généraux.

Aujourd'hui, plus particulièrement, une telle diversité antagoniste quant à la direction du mouvement s'exprime avec une parfaite clarté sur ces deux fronts opposés – celui du capital et celui du prolétariat. Cela est dû à la singularité du rapport de force entre les deux classes en lutte. Toutes les deux ont la capacité d'agir tant au niveau du système qu'au niveau du régime, toutes les deux investissent par leur action le lien constitutif du rapport d'ensemble. Si l'on ne centre pas le discours sur ce lien, sur la manière dont il est investi de façon antagoniste par les deux classes en lutte, on risque de simplifier dangereusement le débat.

Pour le capital, nous l'avons dit, le problème existe seulement sous une forme relative. Voici quelques exemples. Au cours des dix dernières années, nous avons assisté à une telle activité incessante de compénétration des deux moments que toute conception « catastrophiste », quelle que soit sa justification, s'avère désormais

caduque. L'État-crise n'a pas cessé un seul instant d'être un État planificateur. Tous les éléments de déstabilisation que la lutte ouvrière et prolétaire a portés contre l'État ont été assumés au fur et à mesure par le capital et transformés en armes de restructuration. L'inflation notamment, loin d'être un moment de déstabilisation, a été transformée en son contraire, en arme décisive de restructuration. À un coût très élevé : en effet, malgré un approfondissement tendanciel de la baisse du taux de profit, le capital a été contraint d'agir de manière planifiée en tenant compte de la stabilité du niveau (élevé) de valorisation ouvrière, ce qui signifie l'échec d'une dévalorisation de la force de travail (générale). Néanmoins la « catastrophe » a bel et bien été évitée ! Certes, il y eut à l'intérieur de ce processus des situations de crise subjective de l'élite capitaliste. Mais le travail continuell voué au *renforcement de la forme-État*, c'est-à-dire à l'*imposition de la loi de la valeur* (quoique modifiée sans cesse) comme mesure et synthèse de stabilisation et restructuration, n'a jamais cessé. Quand on parle de crise de la loi de la valeur il est nécessaire d'être prudent : *en fait, la crise de la loi n'élimine pas sa validité mais modifie en revanche*

sa forme en la transformant de loi de l'économie politique en forme du commandement de l'État. Pour le capital pourtant, il n'existe pas un commandement qui n'ait pas de contenu, et un contenu très spécifique, un contenu d'exploitation. Le rythme sur lequel doit danser l'exploitation, sur lequel doit se stabiliser le mécanisme social de sa reproduction, doit donc être dicté par la loi de la valeur. Quand le prolétaire se refuse à une telle fête, quand tous les paramètres économiques du rapport explosent, le commandement est transféré de l'entreprise à l'État qui prend le devant de la scène pour redéterminer le rapport fonctionnel de la valeur, la loi de l'exploitation. Des études récentes² sérieusement

2 La référence concerne notamment les travaux de Lapo Berti parus dans *Primo Maggio* et ceux de Christian Marazzi et John Merrington présentés dans la session de 1977 de la Conference of Socialist Economists en Grande-Bretagne. [NDT] Pour ce qui est des travaux du Groupe d'études sur la monnaie de la revue *Primo Maggio*, cf. S. Lucarelli, « The 1973–1978 Workgroup on Money of the Journal “Primo Maggio” » in *International Journal of Pluralism and Economics Education*, vol. 4, n°1, 2013, p. 111–137 et S. Wright, « Revolution from Above? » in M. van der Linden, K. H. Roth (éds.), *Beyond Marx*, Brill, 2013, London, p. 369–394.

documentées ont largement confirmé une telle tendance, notamment en matière de questions monétaires – fondamentales à tout point de vue pour l'appréhension de la transformation de la loi de la valeur. Notre attention s'est par conséquent portée sur la théorie de l'État capitaliste (et de son développement) comme *forme* autoritaire du rapport capitaliste³. Nous avons ainsi pu éclaircir notre compréhension du rapport structurel entre développement et crise capitaliste contre les conceptions purement objectivistes de la critique de l'économie politique.

Mais tout cela ne suffit pas. La conscience ouvrière de la critique de l'économie politique doit se transformer en conscience du projet révolutionnaire. L'opposition prolétarienne ne peut pas ne pas se consolider en renversement pratique, en subversion. C'est le rapport entier qui doit être subverti, dans ses aspects politiques et dans sa fondation structurelle. Il n'est pas possible d'éliminer la complexité du rapport imposé par la forme étatique de l'organisation de

3 Par exemple J. Holloway, S. Picciotto, « Capital, Crisis and the State » in *Capital & Class*, n° 2, été 1977, p. 76-101.

l'exploitation, en contournant les difficultés, les problèmes et les déterminations qui lui font face – en les contournant soit du côté du volontarisme subjectiviste soit de celui du spontanéisme collectif. Cela a pourtant bien failli arriver lors des dernières phases de lutte. Nous l'avons dit, la divergence a investi des projets tactiques et stratégiques tendanciuellement différents. Or, une telle divergence a-t-elle sa raison d'être ?

Il me semble que celle-ci pourrait être mortelle pour le mouvement entier. Dans cette situation je ne sais vraiment pas s'il faut préférer le rapide décès lié à la peste subjective ou la longue, soporifique agonie qu'entraîne le délire de la syphilide spontanéiste. Mais des contrepoids existent. Un projet constructif est possible. Il réside et se développe à travers les articulations de la *ligne de masse* dans la dialectique que le prolétariat met sans cesse en acte entre d'un côté son action de consolidation structurelle, le raffermissement du contre-pouvoir de masse qui, en tant que tel, tend à déséquilibrer et désorienter l'action capitaliste de restructuration, et de l'autre son action d'attaque politique, déstabilisatrice, qui fracture les liens du pouvoir ennemi, qui en exalte et

en vide le caractère spectaculaire, qui en tue la force. Cette dialectique, interne au mouvement de masse doit être analysée plus en profondeur. En effet, déstructurer le système capitaliste ne peut pas être un projet séparé de la déstabilisation de son régime. L'articulation entre ses deux projets se révèle, aujourd'hui, nécessaire au niveau du rapport de force entre les deux classes, dans la mesure où la ligne de masse s'est pleinement développée *en tant que projet d'autovalorisation prolétarienne*.

Je m'explique. Le concept d'« *autovalorisation prolétarienne* » est l'opposé du concept de « *forme-État* », il est la forme que le pouvoir assume du point de vue ouvrier pleinement développé. L'autovalorisation prolétarienne est immédiatement déstructuration du pouvoir ennemi, elle constitue le processus à travers lequel la lutte de classe ouvrière investit aujourd'hui, directement, le système d'exploitation et son régime politique. La socialisation du développement capitaliste⁴ a permis à la classe ouvrière de

4 La socialisation capitaliste est un concept développé par les opéraïstes pour désigner la subsumption de nouvelles formes de travail sous la loi de l'accumulation

transformer en processus et d'unifier en projet les différents moments de la stratégie communiste : l'insurrection et l'extinction de l'État. L'autovalorisation prolétarienne est la figure d'ensemble, de masse, productrice de ce projet. Sa dialectique est puissante car générale, générale car puissante. Dans d'autres essais⁵, j'ai essayé d'identifier les *conditions formelles* à travers lesquelles la critique marxienne de l'économie politique témoigne de l'indépendance de la classe ouvrière comme projet d'autovalorisation. La polémique, qui fut constructive dans le mouvement, nous impose de penser les *conditions politiques*, réelles et immédiates, de cette indépendance prolétarienne. Il s'agit aussi de se battre, au sein du mouvement, sur deux fronts : d'un côté contre la peste insurrectionnaliste et subjectiviste, de l'autre – et

capitaliste. Le procès de socialisation capitaliste fait référence au passage de la survaleur absolue à la survaleur relative en mettant l'accent sur l'extension de la production de l'usine à la société toute entière [NDT].

5 A. Negri, *La forma Stato, Per la critica dell'economia politica della Costituzione*, Feltrinelli, Milano, 1977, p. 297-342. Cet essai a été inclus dans le recueil *I libri del rogo*, op. cit., p. 195-244. À cet égard, cf. la préface des traducteurs à ce volume [NDT].

surtout – contre l’opportunisme teinté d’utopie pacifiste, qui mythifie la douce et désirante croisance d’un « mouvement » impuissant.

Il est clair que la polémique, dans le mouvement, ne peut se développer théoriquement et pratiquement qu’à partir de *l’approfondissement du concept et de l’expérience de l’autovalorisation prolétarienne*. C’est ce que nous essaierons de faire aussi dans la suite de ce texte. Malgré tout, il n’est peut-être pas inutile d’anticiper certains éléments polémiques en rapport avec deux propositions récentes⁶. Dans les deux cas, en effet, la discussion porte sur une mystification initiale et radicale dont il est nécessaire de se libérer préalablement. Cette mystification naît d’une radicalisation de la polémique contre le « pouvoir » qui nie sa spécificité et sa détermination. Ainsi, pour ces camarades, le pouvoir peut être, comme le disaient les anciens philosophes, décliné de manière univoque, c’est-à-dire défini et qualifié seulement comme attribut du capital ou comme

6 Cf. L. Melandri, *L’infamie originare* (1977), Paris, Des femmes, 1979 et F. di Paola (et al.), *Bisogni, crisi della militanza, organizzazione proletaria*, Rome, Quaderni di ombre rosse 1, Savelli, 1977.

son reflet. Cette affirmation est fausse, mais en ce qui concerne le concept de pouvoir elle pose correctement le problème de la non-homologie entre le terrain de son usage capitaliste et celui de son usage prolétarien, c'est-à-dire la non-traductibilité du terme. Il s'agit là précisément d'un problème de méthode auquel on ne peut donner de réponse radicalement négative. De ce point de vue, nous sommes pris au jeu de l'adversaire, dans la mesure où nous estimons que le seul horizon linguistique signifiant est celui de la structure du pouvoir capitaliste (ce qui entre de surcroît en contradiction avec l'esprit et l'axe fondamental de l'analyse de l'autovalorisation de l'autonomie des femmes et de celle des jeunes – qui parcourt les deux essais en question).

C'est bien cela qui est faux. Pouvoir, parti: Panzieri disait que « dans de telles conditions le parti deviendrait quelque chose de complètement nouveau, au point qu'il sera difficile d'utiliser ce mot ». C'est vrai. Mais autre part, il ajoutait: « sans parti, pas de révolution ». Sans pouvoir, aucune autovalorisation prolétarienne, pouvons-nous ajouter. Et puis, changeons la nomenclature si ça vous plaît! Mais nous devons

d'abord reconquérir l'unité dialectique du processus d'autovalorisation prolétarienne, son mouvement vers la déstructuration du pouvoir ennemi comme projet de sa propre libération, comme lutte efficace et puissante pour l'indépendance prolétarienne.

Une dernière remarque, toujours pour commencer. Il n'est pas difficile de comprendre, *sur le plan du militantisme*, combien il est important d'insister sur le rapport nécessaire entre action matérielle déstructurante et action politique déstabilisatrice pour le pouvoir ennemi. Ici, en effet, ce lien subtil mais ardent qui nourrit la subjectivité d'un contenu de masse, qui transforme l'amour prolétarien en lutte contre l'ennemi, qui concilie et fonde la passion pour la liberté et la haine de classe retrouve son fondement unitaire. Par le biais de cette médiation collective, le personnel devient politique. C'est la praxis collective de l'autovalorisation prolétarienne qui détermine l'unité de la conscience subjective. C'est cet être dynamique et productif qui constitue notre dignité de révolutionnaires. Tant objectivement que subjectivement nous ne pouvons donc pas abandonner l'idée de refonder l'ensemble de l'hypothèse

révolutionnaire du point de vue de l'indépendance de l'autovalorisation prolétarienne.

2 Une première parenthèse (de méthode)

Quand j'assume le point de vue de l'indépendance du processus d'autovalorisation prolétarienne, quand je considère la possibilité d'une dialectique interne de recomposition continue entre fonctions structurelles et fonctions d'attaque, je dois en tirer des conséquences méthodologiques. Il me paraît fondamental en premier lieu de considérer la totalité du processus d'autovalorisation prolétarienne comme alternative, comme radicalement différente de la totalité du processus de production et reproduction capitalistes. Ce faisant, je sais que je force la complexité des problèmes et exacerbe la position. Mais je sais aussi que cette « voie intensive », que cette rupture radicale d'avec la totalité du développement capitaliste, est une expérience fondamentale du mouvement aujourd'hui.

Le processus de constitution de l'indépendance de la classe est aujourd'hui avant tout un processus de séparation.

C'est une « voie vers le bas », une séparation forcée que j'accomplis pour clarifier l'insignifiance d'ensemble d'un monde capitaliste à l'intérieur duquel je me suis trouvé constitué de manière non-indépendante, dans la forme de l'exploitation. Ainsi, je renie la dialectique recompositionnelle du capital pour affirmer de façon sectaire ma séparativité⁷, mon indépendance, la différence de ma constitution. Comme H.-J. Krahls⁸ l'avait compris, la totalité de la conscience de classe est avant tout une condition intensive, un repli sur la totalité de son être productif qui élide le rapport avec la totalité du système capitaliste.

L'autovalorisation de classe est avant tout *déstructuration* de la totalité ennemie, poussée jusqu'à l'exclusivité de l'autoreconnaissance de sa propre indépendance collective. L'histoire de la conscience de classe ne se représente pas pour moi de manière lukácsienne comme destin

7 Nous avons traduit par « séparativité » le terme « *separatezza* » en italien qui se différencie de « *separazione* » : séparation.

8 H.-J. Krahls, *Konstitution und Klassenkampf* (1971), Francfort-sur-le-Main, Neue Kritik, 2008. La traduction de ce livre est prévue aux éditions Entremonde [NDT].

de recomposition omni-compréhensif, mais au contraire comme moment d'enracinement intensif dans ma séparation. Je suis *autre*, autre est le mouvement de la praxis collective à l'intérieur duquel je m'inscris. Ce à quoi je participe est l'*autre mouvement* ouvrier. Certes, je sais combien de critiques un tel discours peut soulever du point de vue de la tradition marxiste. J'ai l'impression, en ce qui me concerne, de m'être placé sur la limite extrême de signifiante d'un discours politique de classe. Mais qui me harcèle de façon critique, qui me blâme, qui m'accuse, doit à son tour assumer la responsabilité de participer au développement monstrueux du « socialisme » et de ses commerces illicites avec les résultats les plus répugnants du mode de production capitaliste. C'est seulement en me reconnaissant comme autre, seulement en insistant sur la totalité radicale de ma diversité que j'ai la possibilité et l'espoir du renouvellement.

Par ailleurs, dans l'affirmation de cette méthodique et radicale césure, je me trouve en bonne compagnie. La continuité de *l'histoire du mouvement* ouvrier révolutionnaire est *l'histoire de sa discontinuité*, de ses césures radicales.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire renaît toujours d'une mère vierge. Les putains de la continuité habitent les instituts d'histoire du mouvement ouvrier. Heureusement, l'historiographie militante aussi est en train de renaître au rythme des césures du mouvement et il faut dire qu'en tant qu'« autre mouvement ouvrier » nous ne craignons pas de nous y confronter, même sur le plan historiographique. Ainsi la condition méthodologique de la première césure radicale que nous retenons comme fondamentale pour le renouvellement de la pratique sociale prolétarienne est confirmée par une vaste documentation dont l'ampleur, mais aussi l'intensité, nous intéressent. Quand K. H. Roth⁹ ou Gisela Bock¹⁰ racontent la formidable histoire de la destruction incessante des organisations traditionnelles par la classe ouvrière en lutte, ils ne sont certes pas animés par un esprit iconoclaste ; ils insistent plutôt sur l'irréductible et radicale différence du mouvement révolutionnaire. Ce point de vue

9 K. H. Roth, *L'autre mouvement ouvrier en Allemagne*, Paris, Christian Bourgois, 1979.

10 G. Bock, *Die andere Arbeiterbewegung in den USA von 1909-1922*, Trikont, Munich, 1976.

pourrait également nous restituer le goût des autres expériences révolutionnaires du prolétariat, expériences gagnantes et, donc, irrémédiablement trahies.

Je dois alors assumer la différence radicale comme condition méthodologique de la proposition subversive, du projet d'autovalorisation prolétarienne. Mais qu'en est-il du rapport avec la totalité historique ? Avec la totalité du système ? Nous voici arrivés à la deuxième conséquence méthodologique de la proposition : mon *rapport avec la totalité* du développement capitaliste, avec la totalité du développement historique est exclusivement garanti par la *force de déstructuration* que le mouvement détermine, par le *sabotage* général de l'histoire du capital que le mouvement opère. Je ne peux lire l'histoire du capital que comme continuité d'opérations de réaménagement que le capital et son État mettent en acte face à une rupture continue, à une provocation permanente à la séparation que le mouvement réel du prolétariat détermine. *L'état de choses existant se forme sur la continuité d'une destruction, d'une abolition, d'un dépassement que le mouvement réel détermine.* Je me définis en me séparant

de la totalité, je définis la totalité comme autre que moi, comme un filet jeté sur la continuité du sabotage historique de la classe ouvrière.

Et donc – troisième implication méthodologique – *aucune homologie*, aucune traduction immédiate de langages, de logiques, de signes entre ma propre réalité de mouvement et le cadre d'ensemble du développement capitaliste, ses contenus, ses finalités.

Arrêtons-nous un instant, et reprenons le discours sous un autre angle. Bien évidemment, le nœud fondamental demeure celui entre processus d'autovalorisation et effets de déstructuration. J'ai poussé à bout ce nœud, je l'ai reconnu dans la séparation. J'ai tout d'abord insisté, en calquant une expérience de mouvement, sur l'élément subjectif. Si maintenant je reprends l'argument du point de vue objectif, *du point de vue de l'État-crise*, les conséquences restent les mêmes. Quand l'État, face à la crise du fonctionnement de la loi de la valeur, la réintroduit de manière forcée, faisant office de médiation entre sa propre forme de rapport du capital et la forme-marchandise en général, il enregistre en réalité la crise de toute fonction homologue. La force ne remplace pas la

valeur, mais en subroge la forme. La réintroduction forcée de la loi de la valeur face à sa crise, son imposition sous une forme modifiée, n'enlèvent pas le vide de significations que le pouvoir est contraint de constater. L'État-crise est un pouvoir qui vit sur le vide de significations, une logique de force-logique elle-même déstructurée. Cette logique et cette forme critique sont « une nuit dans laquelle toutes les vaches sont blanches » : ce qui veut dire que la parfaite connexion des parties n'effleure pas même la signification d'ensemble. L'investissement que l'État réalise sur la totalité est purement négatif, en termes de signification. Le règne de l'aliénation totale est le seul contenu possible d'un tel projet. La totalité est vide, structurée comme déstructuration, comme manque radical de valeur. Dans ce cas, le manque d'homologie devient alors évident. Tous les éléments de l'ensemble s'unifient techniquement, ils ne peuvent être ensemble que dans leur non-traducibilité, sous la forme d'un rapport forcé. Ni une approximation historiciste ni une projection éclairée ne sont pensables à ce niveau. Même du point de vue objectif le système se présente donc – et il ne peut que se présenter – comme déstructuré.

Même si la prise en compte de l'aspect objectif de la situation confirme l'analyse subjective, elle n'en a pourtant ni la même extension logique ni la force de substitution. Nous ne pouvons pas remonter à la cause du processus d'autovalorisation à partir du constat de la déstructuration comme effet. Cela est particulièrement clair dans les analyses de Michel Foucault¹¹, qui ont toutefois frappé mon attention en ce qu'elles révèlent une tension de la productivité, de la créativité d'une *inconnue*, située au-delà de l'horizon de connaissance. Cela est enfin non seulement évident mais aussi scandaleux, dans toutes les tentatives subreptices pour suggérer à nouveau une conclusion à l'horizon déstructuré, dans toutes les tentatives qui, d'inspiration humaniste ou simplement en termes de *Wille zur Macht*, se construisent à partir d'un constat par ailleurs correct de l'aveugle objectivité du développement du système du capital¹². Mais cette homologie subrepticement suggérée, cette « révolution par en

11 Notamment dans son traitement méthodique, M. Foucault, *La volonté de savoir*, Gallimard, Paris, 1976.

12 Cf. mon compte rendu dans *Aut-Aut*, n° 155-156 et M. Cacciari, *Krisis*, Feltrinelli, Milano, 1977.

haut », en l'absence de toute signification radicale et après ce que l'on vient de dire, apparaît clairement comme une escroquerie.

C'est sur la base de ces considérations que je suis amené à admettre le *primat de l'hypothèse subjective*, proposée initialement, dans l'explication de la dialectique actuelle du capital. L'extrémisation du point de vue subjectif ne nie pas sa validité méthodologique. Au contraire, elle la confirme et l'étend. Elle me permet, dans l'articulation entre autovalorisation et déstructuration, d'éviter aussi bien les fermetures réductionnistes – car la productivité du sujet prolétaire structure la déstructuration et détermine de façon négative son contraire – que les extensions dialectiques totalitaires – car on ne trouve désormais plus de fonctions homologues d'aucun type.

La méthodologie, que cela soit clair, ne résout en aucun cas les problèmes qui nous font face. Au mieux elle facilite le cadrage correct de la solution. Or, nous savons que l'hypothèse méthodologique nécessite une confirmation par l'analyse de classe. C'est seulement la détermination théorico-politique de la composition de la classe ouvrière qui peut offrir une base fiable

pour une hypothèse comme la nôtre. Et pourtant, les approximations méthodologiques successives, sans aucune prétention d'exhaustivité, nous confortent dans la proposition initiale, à savoir qu'aujourd'hui, la constitution de l'indépendance de la classe réside avant tout dans sa séparation. Mais *séparation* signifie dans ce cas *rupture du rapport* capitaliste. Séparation signifie aussi que, une fois arrivée au degré maximal de socialisation, la classe ouvrière rompt les *lois de la médiation sociale* du capital. « L'autre mode d'enquête » nécessaire à Marx¹³ pour l'analyse de la métamorphose du capital social total, sera-t-il alors une logique de la séparation ? Sera-t-il une *Darstellung* fondée sur l'extrémisation et sur la radicalité de la subjectivité prolétarienne indépendante ? Sur les mouvements de l'autovalorisation prolétarienne en tant que telle ?

Je crois que ces questions sont très importantes pour la suite du travail. Même si dès maintenant, sur un plan méthodologique et formel, elles peuvent être davantage articulées et construire un cadre pour le débat à venir. Voyons cela. Comme

13 K. Marx, *Le Capital*, vol. II, Paris, Éd. Sociales, 1977.

nous l'avons dit, la séparativité du sujet prolétaire s'organise dans la dialectique entre productivité autovalorisatrice et fonctions déstructurantes. Quoi qu'il en soit, je sais qu'une telle dialectique ne produit pas des effets d'homologie et de totalisation parce qu'elle est une dialectique de la séparation. Mais celle-ci est tout aussi nécessairement inhérente à la complexité des événements qui se déterminent. Comment ? Comment l'articulation spéciale du sujet séparé se réfère-t-elle, en particulier, à la constitution de la domination capitaliste ? En deuxième lieu, comment procède-t-elle dans sa radicalité et son intensité, et comment procède, à l'inverse, le procès constitutif de la subjectivité collective ? En somme, *quelles sont les lois qui président*, même face à la séparativité, même dans le manque de toute homologie, *aux processus parallèles et opposés de la forme-État et de l'autovalorisation prolétarienne ?*

La suite de notre travail sera consacrée à la réponse à ces questions. Ceci dit nous pouvons déjà, en définissant les problèmes, ajouter quelques remarques. Tout d'abord en lien avec le rapport *autovalorisation-déstructuration*. Dans l'histoire de la pensée et de la pratique socialiste,

le sens de l'autovalorisation prolétarienne s'est très souvent exprimé avec une intensité originale. (Si nous devons retenir quelque chose de l'enseignement d'Antonio Gramsci, c'est très certainement dans ce domaine). Jamais dans les termes de la séparativité; mais au contraire dans un sens dialectique par rapport à la totalité. L'opposition a été remplacée par la correspondance. Dans la tradition social-anarchiste une telle correspondance s'est exprimée dans les termes de la dialectique entre centralisation et décentralisation. Il n'est pas difficile alors, pour une critique qui commence avec Marx et qui arrive jusqu'au *panoptique* de Foucault, de démontrer la compatibilité parfaite entre Proudhon et Bentham. Mais même dans la tradition du « socialisme scientifique », la compatibilité – cette fois-ci non pas extensive, entre centralisation et décentralisation, mais intensive, entre intérêt ouvrier particulier et intérêt général de la société, entre socialisme et démocratie – la compatibilité donc du processus d'autovalorisation avec la structuration productive est un mythe. Bien plus que Proudhon et Bentham ce sont Rousseau et Staline qui sont les pères de cette synthèse bien-aimée. Personnellement je

n'ai absolument rien à voir avec les dits « *nouveaux philosophes* », mais suis consterné de voir de vieux représentants des partis historiques de la classe ouvrière, depuis toujours attachés au binôme pensée des Lumières-stalinisme productif, insulter les jeunes philosophes pour avoir signalé une telle connexion mystifiante ! Eh bien, le problème ne subsiste évidemment pas. L'autovalorisation de classe n'a rien à voir avec la structuration du capital. Elle a en revanche tout à voir avec la déstructuration. Tout le développement capitaliste, depuis que la classe ouvrière s'est stabilisée à un niveau très élevé de composition, n'est rien d'autre qu'un retournement, un calque, une traque de l'autovalorisation prolétarienne, une action de repli, de récupération, d'ajustement par rapport aux effets de son action, qui sont les effets du sabotage de la machine capitaliste. Le dernier Tronti le dit bien : l'État moderne est la forme politique de l'autonomie de la classe ouvrière. Mais en quel sens ? Dans le sens de son « socialisme » reverdi fait de compatibilité et de convergence ? Absolument pas, cher camarade : ici la méthodologie de la *critique de l'économie politique* se trouve modifiée à partir de l'autovalorisation

prolétarienne, de sa séparativité, des effets de sabotage qu'elle détermine. C'est de ce point de vue que nous devons notamment affronter l'analyse de la forme-État.

Pour ce qui est du lien entre autovalorisation et structure de l'État, nous devons suivre les pas d'une causalité négative, déstructurante, que la voie méthodologique emprunte de manière différente lorsqu'il s'agit du *lien de l'autovalorisation avec elle-même*, dans sa séparativité. Ici nous devons accentuer les dimensions synchroniques du processus et proposer une analytique adaptée. Mais toujours sans recourir à des modèles continuistes, ou à des déterminations fonctionnelles ! Ce qui peut être dit d'emblée, car cela constitue le noyau central de la proposition méthodologique, est que la séparativité de l'*autovalorisation* prolétarienne se présente elle-même *comme discontinuité*, comme ensemble de sauts et d'innovations. La méthode de transformation sociale qui émane de la séparation autovalorisatrice du prolétariat n'a rien de commun avec la capacité progressive d'homologie des Lumières ou de l'historicisme. L'autovalorisation prolétarienne est puissance de se soustraire à la valeur d'échange et capacité de

se fonder sur la valeur d'usage. Chaque homologie progressive est valeur d'échange. La rupture, l'enracinement de l'usage et la reconnaissance de sa propre force productive indépendante ôtent toute possibilité de dialectique résolutive. La positivité dialectique de la méthode dans la séparativité de l'autovalorisation prolétarienne est entièrement et exclusivement innovatrice.

3 La forme de la domination

Les prémisses polémiques et méthodologiques sont terminées. Il faut entrer dans les détails. Face à nous, il y a l'État, entre nous, parfois parmi nous, il y a la forme de la domination. Lutter signifie connaître la monstruosité du pouvoir qui nous fait face avec la même certitude et de la même manière que se présente le rapport entre autovalorisation et déstructuration. Ainsi, *cette monstruosité du pouvoir est l'effet*, le résultat négatif de notre action, *de notre sabotage*. « Le crime, dit Marx, par les moyens toujours nouveaux qu'il a d'attaquer la propriété, fait naître des moyens toujours nouveaux de la défendre et, du coup, son effet sur l'invention des machines est tout aussi

productif que les strikes [grèves]¹⁴. » Il ne s'agit pas d'un paradoxe – Marx ne qualifie pas même de paradoxale la *Fable of the Bees* de Mandeville, il laisse ce plaisir aux « philistins apologistes de l'école bourgeoise » – mais d'une clé de lecture extrême. De fait, plus l'on sabote l'État, plus l'on exprime le lien autovalorisation-déstructuration, plus la règle qui préside au développement du système étatique du capital devient féroce, monstrueuse, irrationnelle. Voyons donc de quelle manière l'État et le système de la domination sociale répondent au sabotage social qui émane de l'autovalorisation et quelle est la logique qu'ils expriment – une logique dont la cohérence interne n'enlève pas la négativité, une logique de la déstructuration qui ne pourra jamais se sublimer, mais seulement se précipiter plus avant.

La restructuration incessante est la réponse au sabotage ouvrier. *La restructuration est le contenu vide mais efficace de la forme-État*. Vide parce que dépourvu de toute rationalité qui ne soit pas tirée du sabotage ouvrier; efficace parce que la

14 K. Marx, *Théories sur la plus-value* (Livre IV du Capital), t. I, Paris, Éd. Sociales, 1974, p. 454.

forme de la restructuration est le commandement. Mais la conscience critique de l'économie politique bourgeoise est contrainte de remplir le vide de son propre processus avec une rationalité formelle diaphane, récupérée et mystifiante, au rythme des luttes ouvrières et prolétaires. Voyons comment elle procède. L'évolution de la logique du commandement s'est donnée, dans la conscience de l'économie politique bourgeoise, en au moins trois phases, après la grande crise des années Trente. À chaque phase correspond une spécificité et une intensité de la lutte ouvrière et prolétaire. Dans d'autres écrits, je me suis concentré sur les caractéristiques fondamentales de *l'époque keynésienne*¹⁵. Le contrôle de la lutte ouvrière s'est exprimé dans cette période en termes globaux. À la formation et à la lutte de l'ouvrier-masse Keynes avait répondu – en termes progressifs – par une adaptation d'ensemble de l'offre à la demande. En avançant une proposition politique pure et générale, Keynes insistait sur le *trend* d'ensemble. Quand le *trend* devient

15 Cf. les articles contenus dans *La classe ouvrière contre l'État*, Paris, Galilée, 1978.

contradictoire avec le cours cyclique (parce que la conflictualité ouvrière n'observe plus les équilibres finaux) l'État keynésien entre en crise. Qui commande dans la crise ? La classe politique keynésienne essaie d'inventer un *political trade cycle*, de former des *intermediates regimes* : de fait, petit à petit, le contrôle commence à lui échapper. Les dimensions du contrôle ne s'adaptent plus à celles de la conflictualité ouvrière et prolétaire. Une *deuxième phase* s'ouvre. À côté des « progrès » théoriques qui conduisent Sraffa et ses confrères à la dissolution des catégories d'ensemble du Capital, l'on observe plus concrètement que la lutte ouvrière possède une continuité discontinue, que son apparente continuité est la résultante d'émergences individuelles infinies : la science économique et politique de la restructuration doit s'y plier. Il n'est plus possible de s'imaginer des équilibres macroéconomiques indéterminés, indépendants des variations de court terme, des composantes microéconomiques variables à l'intérieur des temporalités imprévisibles que la lutte de l'ouvrier collectif détermine. C'est autour de ces nécessités que se forme la théorie de *l'État-crise* : diviser la poussée ouvrière d'ensemble, la

contrôler dans les mécanismes de son accumulation, la neutraliser en attaquant sa composition de classe. Aux grands équilibres keynésiens se substitue donc la rupture interne de la classe, une poursuite ponctuellement orientée vers ses émergences singulières, une microphysique de l'économie politique. « Le trend de long terme n'est rien d'autre qu'une composante – qui progresse lentement – d'une chaîne de situations de court terme », « il est une entité indépendante¹⁶ » : il n'est donc pas possible de façonner le développement sans expliciter clairement les interruptions qui ont lieu dans le processus de production et de reproduction, en calquant la théorie du développement sur celle des fluctuations cycliques, en incorporant les dynamiques qui se déterminent au niveau microéconomique. Une longue phase de la théorie économique bourgeoise se développe autour de ces présupposés : Michael

16 M. Kalecki, « Trend and Business Cycles Reconsidered » in *The Economist Journal*, juin 1968, p. 263 sqq.

Kalecki en est la divinité tutélaire¹⁷. Et pourtant, même cela ne tient pas. La théorie de l'État-crise est, malgré tout, une théorie réformiste. En se confrontant à l'émergence de la productivité de l'ouvrier-masse, elle tente de mesurer l'économie d'oligopole sur ses deux côtés, celui entrepreneurial capitaliste et celui ouvrier-syndical d'usine¹⁸. Mais entre-temps la lutte a progressé, l'action de l'ouvrier-masse a peu à peu investi la société. L'ouvrier se présente comme « ouvrier social » – même et surtout s'il est ouvrier d'usine. À l'État-crise il répond avec encore plus de violence qu'à l'État-plan : si ce dernier était en crise à cause de son incapacité à contrôler les quantités de la demande ouvrière, l'État-crise est obligé de procéder à une autocritique interne de l'extension désormais socialement inéluctable (et d'emblée efficace) de l'action ouvrière. L'État-crise n'est pas seulement une forme de l'État en fin de compte réformiste,

17 Cf. J. Robinson in *New York Review of Books*, 4 mars 1976, mais surtout G. R. Feiwel, *The intellectual capital of Michal Kalecki*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1975.

18 M. Kalecki, « Class Struggle and the Distribution of National Income » in *Kyklos*, vol. XXIV, 1971, p. 1 sqq.

elle est aussi et surtout une forme d'État encore liée aux dimensions de la production directe, au commandement d'entreprise. Quand le sabotage ouvrier investit en revanche la société entière, le mécanisme entier de la circulation, en obligeant par là le capital d'ensemble à une confrontation sur les règles de la reproduction du système, la conscience de l'économie politique bourgeoise, jusqu'ici consolidée, parvient au même moment à un degré ultérieur de crise et de dissociation.

Il est intéressant de remarquer la formation d'une *troisième phase* de développement théorique de l'économie politique de l'époque keynésienne. Elle est précisément en voie de formation, en s'appuyant sur les éléments de crise des propositions précédentes, elle tente surtout de se replier de manière plus compréhensive sur les mouvements sociaux de la classe ouvrière. À présent, le centre de son intérêt est la circulation. Du contrôle global (keynésien) de la production à son contrôle dynamique (kaleckien) : cela n'est pas suffisant ; le problème demeure celui du contrôle fonctionnel de la circulation, du lien dynamique entre production et reproduction. Le problème du temps devient ici fondamental : si

Keynes ne s'est jamais soucié de la détermination temporelle des équilibres et des sous-équilibres, et même si Kalecki a en revanche insisté sur la nécessité de déterminer le keynésianisme à travers une redéfinition des phénomènes des *time units* singulières – et bien, la dimension temporelle s'étend aujourd'hui à tout le processus. Du point de vue analytique il s'agit d'une sorte de théorie einsteinienne de la relativité, c'est-à-dire de l'insertion d'une autre dimension d'analyse, qui relativise les contenus. Mais cette relativité est assez étrange : elle est principalement une relativité du temps, sa réduction à *l'indifférence du commandement*. Pratiquement, c'est-à-dire politiquement nous insistons sur un mécanisme d'analyse qui assume le temps de circulation comme terrain de la théorie et du contrôle. La totalité du temps de circulation doit être absorbée dans l'analyse politique : l'hypothèse de la simultanéité des fonctions et des opérations dans le cycle n'est pas initiale et abstraite (à la néoclassique) mais opérationnelle et politique (à la Milton Friedmann et ses amis monétaristes). Les interruptions kaleckiennes dans le cycle court sont encore à considérer comme des médiations entre *trend* et cycle

global : ici la science ne fait pas de discriminations dans son application, elle ne s'éparpille pas dans la prévision mais intensifie son attention sur chaque passage, c'est une physique des particules élémentaires – la science est attentive, comme un carabinier, à tout ce qu'il se passe.

Que la dimension temporelle soit décisive dans le lien entre circulation et reproduction – et en général dans le rapport avec la lutte de classe – ce n'est pas aux marxistes de le rappeler¹⁹. Il n'est donc pas étonnant que ce problème soit repris. Ce qui est étonnant est plutôt la frénésie que la proposition a suscitée. Les philosophes savent bien que la dimension du « temps » est problématique : indéfiniment divisible, indéfiniment extensible. L'idée du *mauvais infini* fait corps avec l'idée du temps. Comment peut-on alors saisir de manière opérationnelle la proposition analytique, comment concrétiser le projet politique ? Ce n'est pas à nous de répondre : il nous suffit de signaler l'indétermination du projet. Il nous revient plutôt de remarquer comment *le processus de déstructuration*

19 Il faut quand même reconnaître que le problème a été bien traité par G. Kay, *Development and Underdevelopment*, Londres, MacMillan, 1975.

interne à la logique de l'économie politique fait un nouveau pas en avant²⁰. Dans son empressement à poursuivre le processus d'attaque ouvrière contre les dimensions générales de l'exploitation, l'économie politique bourgeoise enlève aussi l'apparence de cohérence à sa logique, elle se contraint à agir comme instrument technique sur les émergences du pouvoir déstructurant de la classe, elle se propage sur la discontinuité indéfinie du mouvement de l'autovalorisation. La restructuration de l'État devient de plus en plus une chaîne aveugle d'actions de contrôle, un appareil technique ponctuel mais qui a perdu toute mesure, toute référence, toute cohérence logique interne.

La *conscience heureuse* des ouvriers exulte. Mais il faut prendre la responsabilité de reconnaître l'énorme poids de souffrance, d'inhumanité, de barbarie que tout cela comporte. Cette manifestation du vide interne de la restructuration capitaliste, cette autodestruction consécutive

20 On renvoie au bel essai de A. Graziani, « Commento », introduction au volume de R. Convelevole, *Processo inflazionistico e redistribuzione del reddito*, Turin, Einaudi, 1977, republié dans les *Quaderni piacentini*, n° 64, p. 113 sqq.

des moments de contrôle capitaliste et *cette dissolution de la théorie en technique de pouvoir* rapprochent les échéances de lutte révolutionnaire mais rendent pénible la lutte au quotidien et bien cruelle la permanence du capital²¹. Et pourtant, c'est toujours l'action ouvrière qui détermine ces effets : jusqu'au point où *la tension déstructurante de la lutte affecte la rationalité même* de la restructuration capitaliste et *suspend cette rationalité*, y compris dans ses aspects formels, laissant seulement un tout déstructuré, répressif, technique. La modalité variée et combinée de l'action ouvrière trouve sa place en chacun des moments de la restructuration du capital : l'action de l'ouvrier-masse et celle de l'ouvrier social produisent des effets adéquats, au sens d'une radicale déstructuration ultérieure du pouvoir ennemi.

Ce n'est pas un hasard qu'aujourd'hui le grand réformisme capitaliste soit arrivé à se reconnaître, au niveau mondial, dans une *stratégie*

21 Il faut remarquer que même des positions théoriques vivant à l'intérieur du mouvement ouvrier officiel et n'ayant plus rien à voir avec le marxisme, comme la théorie renommée de l'« autonomie du politique », imitent ces affirmations bourgeoises.

terroriste de déflation sauvage (ou désinflation, on peut l'appeler comme on veut). Sur la base de l'expérience de la *crise fiscale des villes américaines* il a justement été dit que nous nous trouvons devant une ligne fondée sur une « redistribution régressive du revenu, de la richesse et du pouvoir²² ». La logique déstructurée des compatibilités économiques doit être en effet poussée jusqu'aux groupes sociaux singuliers, avec le but de détruire chaque consolidation prolétaire de l'autovalorisation. À tous les niveaux. Le contrôle généralisé doit s'approfondir à chaque nœud des processus de reproduction, il doit permettre de détruire toute rigidité, il doit fluidifier de manière nouvelle le cycle de la reproduction capitaliste. Mais cela a toujours été le cas, c'est une loi du capital ! Bien sûr. La profondeur, l'intensité, l'extension du contrôle spécifient la situation actuelle. Le capital a subi une pression de classe sur le terrain social qui en a définitivement déstructuré les paramètres de référence. Le commandement

22 Cf. les articles de Robert Zervin, Roger A. Alcaly et Helen Bodian in R. A. Alcaly, D. Mermelstein (éds.), *The Fiscal Crisis of American Cities*, New York, Random House, 1977.

d'entreprise est lui-même en crise à ce niveau. La restructuration est, à ce stade, la pure forme de la domination. Elle voudrait se mesurer à l'unité productive singulière, au groupe social singulier, à l'individu singulier. Ce n'est pas un hasard si, en agissant à cette profondeur et à cette dimension microéconomique, le pouvoir relance aujourd'hui, pour la première fois depuis des décennies, l'idéologie de la liberté!

La détermination capitaliste qui poursuit l'émergence sociale des processus d'autovalorisation prolétarienne dans ses articulations, en se confrontant avec les effets de déstructuration dont ceux-ci sont porteurs, parvient ainsi à un maximum de vacuité logique : *ici le réagencement de la loi de la valeur dans la restructuration est une violence logiquement exercée selon des critères d'indifférence*. Ce disant, ne disparaît pas toutefois l'efficacité du projet de restructuration. L'indifférence se spécifie à partir du commandement. Si la lutte sociale de la classe ouvrière a poussé le cerveau capitaliste vers l'indifférence formelle, c'est sur cette possibilité que le commandement capitaliste cherche à se spécifier matériellement. Il est important de souligner ce passage, car il

s'agit d'un tournant fondamental dans l'évolution de la forme contemporaine de l'État. Le projet social-démocrate lui-même, qui depuis Keynes était au centre de l'intérêt capitaliste dans la restructuration, est maintenant *subsumé par l'indifférence* des possibilités du capital. Il s'agit sans doute d'un bel exemple de la manière dont l'autovalorisation ouvrière et prolétaire aurait déstructuré une opportunité ennemie. Le projet social-démocrate se délabre et, de ce point de vue, l'euphorie qui accompagne le développement des différents eurocommunismes est un peu macabre.

Quel est donc, concrètement, le centre du projet de restructuration capitaliste aujourd'hui? Comment se présente la forme de la domination? L'importance sans égal du commandement face à la loi de la valeur n'est pas une nouveauté: ce qui est spécifique à la restructuration est la conjugaison du commandement et de l'indifférence de ses contenus, de ses articulations. Cette conclusion capitaliste dérive de la puissante socialisation du mouvement révolutionnaire de la classe prolétaire, c'est le revers de celle-ci. Dans cette situation, l'initiative capitaliste régresse, c'est-à-dire qu'elle se fonde sur une logique aussi vide

que séparée. Encore une fois, un présupposé méthodologique qui nous est fondamental – celui relatif à la *séparativité* des cycles du capital et de sa forme-État au regard du cycle de l'autovalorisation ouvrière – se vérifie. Mais alors, une série de problèmes surgissent. En particulier, quel est aujourd'hui, non pas tant le centre mais le contenu spécifique de la restructuration capitaliste ? Comment détermine-t-on cette liberté du capital terriblement vide et indifférente, terriblement faible et féroce ?

Pour l'instant ajoutons seulement une chose. Du point de vue ouvrier, une fois parvenu à ce niveau de conscience, les effets de l'action déstructurante que nous avons mis en œuvre nous condamnent à une confrontation destructrice avec la force stabilisante du capital, c'est-à-dire avant tout avec la force de laquelle émanent les multiples et indifférentes possibilités de la domination. Déstructurer le système ennemi signifie immédiatement : nécessité d'attaquer, de déstabiliser son régime politique.

4 Une deuxième parenthèse (sur le salaire)

Je me trouve dans une position théoriquement compliquée. Je dois, d'un côté, démontrer la subordination de la forme de la domination capitaliste au processus d'autovalorisation ouvrière et prolétaire et, de l'autre, indiquer les déterminations qui suivent la séparativité déstructurée du commandement. Tel est bien le sens de la question que j'ai posée : comment détermine-t-on, comment spécifie-t-on *l'indifférence du commandement*.

Pour l'heure, en ce qui concerne le premier point, il me semble avoir déjà proposé des éléments de démonstration. À savoir qu'au moment où le capital subit la socialisation complète de la force productive de la classe ouvrière, les instruments (keynésiens et/ou kaleckiens) qu'il avait à disposition pour contrôler l'imbrication de la production et de la reproduction en fonction des points d'équilibre entre la demande et l'offre disparaissent en raison de l'élargissement de la base de la production et de l'emploi. Pourquoi disparaissent-ils ? Parce que *les mécanismes de reproduction du capital et les mécanismes de reproduction*

de la classe ouvrière n'opèrent plus en synchronie. Contrairement à la reproduction complexe de toutes les dimensions du capital, l'autovalorisation sociale de la classe ouvrière accentue de manière antagoniste la qualité et la quantité des besoins ouvriers et radicalise la figure de la circulation simple. À ce stade, comme nous l'avons déjà vu, « la nécessité [pour le capital] de faire face aux dépenses sociales, dans la mesure où il doit garantir la continuité de la production et de la reproduction de la force de travail globale, le conduit à adopter une politique monétaire étatique qui – à la différence du *deficit spending* keynésien – doit permettre la *simultanéité* de la reproduction capitaliste et ouvrière²³ ». Non seulement d'un point de vue monétaire, mais également par les voies administratives, la possibilité de réduire le déséquilibre entre la demande et l'offre est revue à la baisse – compte tenu de la force de la classe ouvrière, le problème demeure celui de la réduction de son temps et de sa force de reproduction autonome. La séparativité du commandement

23 C. Marazzi, « Intervention au séminaire sur la dépense publique », Paris, ENS, avril 1977, polycopié, p. 9.

capitaliste n'a jamais été aussi évidente ; sa déstructuration résulte du fait que, selon l'intelligence capitaliste, toute adaptation à l'articulation déterminée de la classe ouvrière disparaît. C'est seulement comme capacité séparée de reproduction de soi-même, comme indifférence, que le commandement subsiste. Le capital est soumis au rêve de l'autosuffisance. Ce n'est pas un hasard si les théories économiques que nous pensions définitivement enterrées renaissent de cette limite – théories de l'autosuffisance du capital et de sa monnaie, mémoires néoclassiques et pratiques monétaristes quantitatives.

Mais les rêves demeurent toujours des rêves : l'irritant réveil des luttes ne tarde pas à sonner. Dès lors, l'État capitaliste doit réarticuler positivement l'essence séparée de son commandement. Certes, du point de vue théorique et pratique, nous avons franchi un cap significatif : *la destruction des termes de valeur du rapport capitaliste n'est plus un résultat mais un principe*, ce n'est plus une blessure douloureuse mais plutôt une volonté fière et arrogante. Soyez-en certains, jamais l'État capitaliste n'avait été aussi politiquement autonome ! Mais l'articulation du

commandement est tout de même nécessaire. Ces paramètres se fonderont sur cette séparativité. La source du pouvoir et sa légitimité ne proviennent pas de la loi de la valeur et de sa dialectique mais de la loi du commandement et de sa hiérarchie. Étant contraint à la plus radicale des déstructurations *matérielles*, l'État du capital doit se restructurer *idéalement*. L'État productif libre de la révolution capitaliste est réduit à une forme *hiérarchique, corporative*, à une organisation de l'apparence. C'est la seule logique de l'autonomie du politique. Ce n'est pas l'économie politique et sa critique ni l'analyse des classes et de la composition de classe qui peuvent en expliquer la réalité déstructurée ; la sociologie descriptive est la seule à pouvoir saisir le phénomène !

Il s'agit de l'*État rentier*, de la rente politique. La valeur absolue à laquelle toutes les autres valeurs hiérarchiques doivent se mesurer est celle du pouvoir politique. Sur la base de cette valeur absolue une échelle de *rentes différentielles* nous est donnée, dont la valeur est calculée à partir de la plus grande ou plus petite distance qui la sépare

du centre, du lieu de production du pouvoir²⁴. Le pouvoir est la simultanéité, à savoir le lieu de parfaite compatibilité des mécanismes de production et de reproduction ; la circulation, dans la mesure où elle en accepte l'autorité, doit en découler. La disposition hiérarchique, la structure corporative, la position des corps séparés : tout cela s'articule selon cette logique. Les rentes différentielles sont le signe de la variabilité de l'insertion dans la hiérarchie, dans l'articulation du commandement. Telle est donc la seule forme dans laquelle l'indifférence peut se déterminer. L'« État des partis » et le système de l'administration publique tendent à garantir cette spécification de la rente différentielle comme forme et contenu du pouvoir politique²⁵.

Désormais, nous touchons directement au *travail productif*. Qu'est-ce que le travail productif dans l'État-rentier ? Du point de vue du capital,

24 Par-delà les travaux de R. Alquati, cf. sur ce sujet l'article de G. Bossi, « Note su bisogni operai e "autonomia del politico" » in *Aut-Aut*, n°159-160, p. 73-87.

25 À cet égard, cf. S. Bologna, « La tribù delle talpe » in *Primo Maggio*, n°8, printemps 1977. Disponible aussi en anglais sur *Libcom*, « The Tribe of Moles » [NDT].

c'est la partie du travail social qui est syndicalisée, corporativisée, localisée dans la séparation de la hiérarchie étatique. De ce point de vue, l'indifférence vis-à-vis de la valeur produite est égale à l'attention prêtée aux coefficients de fidélité au système. Le *marché du travail* – c'est-à-dire la force de travail globale dans son indépendance relative – est segmenté selon les valeurs hiérarchiques que le système propose²⁶. Certes, à chaque fois que le mécanisme étatique touche la réalité de la lutte de classe de manière directe, le jeu devient plus difficile. En particulier quand l'intensité de la méthode ne peut pas être mystifiée et quand l'attention se tourne vers le point de contradiction maximale. Affecter le marché du travail pour le diviser, le découper, le hiérarchiser (*précisément au moment où le travail productif devient général* et la « petite circulation » indépendante, la reproduction voudrait se faire

26 Cf. G. Cain, « The Challenge of Segmented Labor Market Theories to Orthodox Theory. A Survey » in *Journal of Economic Literature*, décembre 1976.

autovalorisation²⁷) – affecter ainsi cette réalité comporte une grande violence et une singulière mystification. En effet, les deux variantes opposées du processus que nous venons de décrire entrent maintenant en collusion : d'un côté la base matérielle unifiée des processus d'autovalorisation prolétaire, de l'autre la figure active, voire répressive, du pouvoir déstructuré par les luttes.

Il convient de s'arrêter un instant sur ce moment central afin de souligner quelques éléments qui résultent de ce que nous avons dit de l'autovalorisation prolétarienne du point de vue théorique. Pour l'heure, deux éléments frappants. Le premier est que *le salaire n'est plus*, à ce stade, dans son identité économique, *une variable indépendante*. Il est entièrement subordonné à la dynamique du pouvoir, au cadre général de l'autonomie politique de l'État. La réduction du salaire à la hiérarchie du commandement se réalise dans un processus qui est le calque, le revers, voire la répression de l'unité prolétarienne au

27 Cf. à cet égard les remarques utiles de M. Aglietta, « Panorama et nouveaux développements sur les théories de l'emploi », polycopié, INSEE, 14 janvier 1977, MA/SP, 320/3564.

niveau social. Émerge alors la deuxième conséquence : le centre de la lutte ouvrière et prolétaire consiste dans la *reconnaissance de la figure générale du salaire comme coût de reproduction de l'unité du prolétariat*, de son autovalorisation. *Le problème est politique dans ses deux aspects*, bien que jamais, comme dans ce cas, la non-homologie des deux significations de « politique » ne soit évidente : car il s'agit de deux sens totalement et constamment antagoniques, radicalement renversés. Ce qui est division et hiérarchie pour le capital, est unité et égalité pour le prolétariat ; ce qui est subsumption du travail pour le capital, est processus d'autovalorisation pour le prolétariat ; ce qui est simultanéité des procès de production et de reproduction pour l'État, est développement de l'indépendance du processus de reproduction, de dissymétrie et de discontinuité pour le prolétariat.

Le problème du salaire, comme point fondamental autour duquel gravite le rapport antagoniste du capital, assume désormais une forme nouvelle. La logique de la séparation – qui émane du processus d'autovalorisation et qui, dans une forme déstructurée et idéale, est soumise au capital – ne laisse à cet égard aucune possibilité de

compromis. Ce n'est donc pas un hasard si la réaction capitaliste au développement de la lutte de classe s'est tout d'abord déchaînée contre le problème de la *dépense publique*, comprise comme un terrain sur lequel la pression des luttes ouvrières réévalue de manière efficace et offensive la thématique du salaire, en l'ajustant aux instances fondamentales du projet d'autovalorisation. Avec la lutte sur la dépense publique, la hiérarchisation capitaliste et la rente différentielle du pouvoir, les mystifications corporatives du syndicat se voyaient submergées, tandis que l'unité du travail productif social comme base du projet d'autovalorisation était au contraire exaltée. C'est une véritable « bataille pour la production » ! Celle-ci donnait à la classe ouvrière la possibilité de retrouver sa propre dignité productive, unifiée, à la fois en dehors et contre les mécanismes de la rente et du parasitisme d'État que le syndicat et le pouvoir voulaient imposer. Elle donnait à la classe ouvrière la possibilité de fonder matériellement sa propre unité productive, d'opposer l'autovalorisation à l'exploitation.

Le salaire et la dépense publique constituent un terrain sur lequel l'analyse, la théorie et la pratique

des révolutionnaires devront toujours revenir. En effet, le problème de la dépense publique assumera, dans la cyclicité discontinue de la lutte des classes de ces prochaines années, une importance égale à celle du salaire dans le passé. Il est essentiel de bien se comprendre : dans la discontinuité du mouvement toute homologie est à nouveau interdite. À savoir que la thématique de la dépense publique n'est ni la continuité ni le perfectionnement du salaire. *Le problème de la dépense publique n'est pas celui du salaire social.* Il s'agit au contraire de la reconnaissance, de l'imposition de la reconnaissance du fait que *l'unité du travail social, de tout le travail social, constitue aujourd'hui la seule définition de la productivité du travail* : cette base doit être payée par le capital. Il doit la payer en respectant sa qualité, ses articulations, sa détermination. Il doit reconnaître l'indépendance de l'autovalorisation ouvrière.

Mais comme nous avons pu le constater, ce n'est pas ainsi que cela se produit. Il se passe en fait tout le contraire, toute l'attention du capital est focalisée sur le fonctionnement de la rente différentielle (restructuration) et sur la consolidation, en termes d'autorité absolue, de sa source politique

(stabilisation). Maintenant, *le mécanisme de la rente doit être détruit* : la lutte pour la dépense publique est une lutte qui poursuit les mécanismes du commandement et de la détermination de la rente pour les détruire. Elle les détruit *en augmentant quantitativement la dépense publique* de manière à la rendre incompatible avec l'exercice du commandement sur la reproduction, et *en la bouleversant du point de vue de la qualité*, des options relatives. Mais cela ne suffit pas : une action directe doit être envisagée. Or certains groupes ouvriers, certaines strates de la classe ouvrière restent liées à la dimension du salaire et à ses termes mystifiés. Ils vivent de la bonté de la rente. Vivant parfois de la rente des grandes usines, ils volent la survaleur prolétaire, se l'approprient, participent au racket du travail social exactement comme leurs patrons. Ces positions – et surtout la pratique syndicale qui les nourrit – doivent être combattues avec violence. Ce ne serait pas la première fois qu'un cortège de chômeurs entrerait dans les grandes usines pour détruire en même temps la corruption de l'aristocratie ouvrière et l'arrogance de la rente ! C'est ainsi, par exemple, qu'agissaient les chômeurs anglais des années

1920 et à juste titre²⁸. Toutefois, il ne s'agit plus seulement de chômeurs. Il s'agit désormais de tous les protagonistes de la production sociale de la valeur qui refusent les opérations de destruction de leur unité mises en place par le capital : *les ouvriers des grandes usines doivent être reconduits au front de la lutte*. Cela est fondamental. *La majorité sociale du prolétariat*, c'est-à-dire de la force de travail socialement productive, doit à nouveau proposer la notion et la pratique de l'unité aux ouvriers des grandes usines et la faire approuver. *Les avant-gardes de masse* des grandes usines doivent lutter en lien avec le mouvement prolétaire, afin de détruire dans les usines la saleté parasitaire que les syndicats célèbrent et défendent. Cela est fondamental. Il s'agit du projet – vivant et efficace – de l'autovalorisation, qui refuse mais aussi détruit la vacuité de la logique rentière du capital et de tous ses instruments. En disant cela, il me semble déjà entendre la voix des chacals. Je ne dis pas que l'ouvrier de Mirafiori ne serait pas un exploité : cela, c'est ce que les chacals

28 Cf. le beau livre de N. Branson et M. Heinemann, *Britain in the Nineteen Thirties*, Londres, Panther, 1973.

veulent entendre pour polémiquer. Je dis plutôt que le « parti de Mirafiori » doit aujourd'hui vivre la politique de la majorité prolétaire et que toute position qui se limite à la lutte d'usine, nécessaire mais non reliée à cette majorité, est vaine. *La lutte d'usine doit vivre dans la majorité prolétaire.*

La place occupée par le salaire dans la continuité des luttes prolétaires s'étend aujourd'hui à la dépense publique. Seule cette lutte peut rendre possible l'autoreconnaissance prolétaire et fixer les bases de l'autovalorisation, en attaquant directement la théorie et la pratique de la rente. Par ailleurs, la pratique capitaliste de la rente politique est fragile. Fragile car entièrement idéale. Ici, le problème n'est plus celui de la rente différentielle mais celui de son fondement politique. Ce fondement « absolu » est lui-même idéal, dans la mesure où il a enregistré la crise de la loi de la valeur, il est le moment de l'inculpation de tout le mécanisme du développement capitaliste. Il a donc des limites. Il incarne une volonté de mystification globale du système de l'exploitation. Lorsque Marx critique la « sous-évaluation » ricardienne de la rente absolue, il reconnaît toutefois qu'elle devra, tendanciellement disparaître :

la « surévaluation » ricardienne de la rente différentielle deviendra, dans de telles circonstances, une hypothèse plausible. Mais nous nous trouvons déjà dans une situation où la résilience des moments de la rente absolue a perdu du terrain par rapport au développement de la socialisation capitaliste, par rapport à la domination globale du mode de production capitaliste. Désormais, la réapparition de la rente n'a plus aucun critère de vraisemblance, à savoir aucun fondement matériel. C'est un fantôme. Et alors ? L'État-rentier élabore *deux mystifications* : la première est celle qui lie la rente différentielle et son mécanisme à l'émergence générique de la loi de la valeur (qui, comme nous le savons, s'est désormais transformée en forme du commandement) ; la deuxième est celle qui voudrait considérer la rente absolue au niveau de l'origine du pouvoir, c'est-à-dire à partir de sa condition fondamentale. Mais cela aussi est une pure et simple mystification : ici ne s'exprime pas la nécessité historique liée à la période du développement de la loi de la valeur, seulement l'extrême limite de la mystification, de l'imposition forcée d'une loi au monde prolétaire qu'il serait autrement impossible de dominer – et

qui est cependant la cause, dans son mouvement propre, de cette *dissolution extrême du concept même de pouvoir*. Arrêtons avec ces rodomontades sur le lien entre Lénine et Max Weber ! Pour Lénine, la pensée et la pratique vont dans des sens opposés. La liberté ouvrière et l'indifférence bureaucratique sont polarisées : la première est rationnelle, la deuxième est irrationnelle ; la première est lutte, la deuxième est simple formalisation de la rente (à moins que les « autonomes du politique » n'aient du pouvoir la même conception, unidimensionnelle, que les « nouveaux philosophes » !).

L'indifférence du commandement se spécifie dans une forme de pratique politique de la rente qui trouve son fondement absolu dans l'autorité politique et son différentiel dans le système hiérarchique. Cette situation détermine une conception (et une réalité) du système salarial qui se transforme radicalement par les expériences de lutte sur le salaire qui ont été menées à une autre époque par l'*autre* mouvement ouvrier. Aujourd'hui en effet *la lutte sur le salaire* ne peut qu'être immédiatement *politique, générale, et égalitaire*. Son terrain privilégié est celui de la *dépense*

publique, de la reproduction globale et autovalorisante du prolétariat. Ce terrain doit être reconquis par les ouvriers des usines, cette lutte doit réunifier le terrain prolétaire. Elle peut le faire. De toute façon, il n'y a pas d'autres options : la seule alternative est la subordination, la chute dans le tourbillon de la déstructuration, l'abandon de soi-même à la destruction.

5 Et Nietzsche s'en fut au Parlement...

Il fut un temps où subsistait encore la « théorie du salami²⁹ ». Les réformistes avaient pour objectif de conquérir le pouvoir tranche après tranche, comme on découpe un salami. Une fois cette farce culinaire tombée en discrédit, et une fois restaurée la conception du pouvoir comme totalité, il y en eut qui pensèrent qu'il était possible de conquérir le pouvoir en le prenant à son propre piège. Il y avait des raisons structurelles

29 « Un salame », en italien, est un naïf un peu bête... D'autre part, Negri fait sans doute référence à la « tactique du salami », expression inventée par Mátyás Rákosi, chef du Parti communiste hongrois, pour décrire une méthode politique de prise du pouvoir qui consiste à éliminer peu à peu les obstacles (institutions, partis concurrents) qui pourraient entraver la construction du communisme [NDT].

qui leur permettaient de le penser : une stratégie pacifique qui tienne compte de la socialisation de la classe, conduite avec sagesse, ne pouvait que déterminer un rapport de force tendancielle plus favorable à la classe.

Que le pouvoir de la bourgeoisie soit un oisillon bien méchant qui n'est pas du tout disposé à commercer avec les oisillons laborieux, cela, la fable ne le rappelle pas³⁰. Que la paix ne puisse être considérée comme une condition mais qu'elle doive au contraire être imposée, que dans la dialectique de sa détermination, ce soient continuellement les plus méchants qui fassent chanter les plus gentils – cela, la fable ne le rappelle pas non plus, bien que le concept fasse partie des archétypes des arts de la fable. Qu'enfin, l'autovalorisation ouvrière soit en elle-même déstructuration et

30 Référence au film de 1966 de Pier Paolo Pasolini, *Uccellacci uccellini*, dans lequel un corbeau ordonne à des moines d'évangéliser deux « classes » de petits oiseaux, les moineaux et les faucons, qui sont constamment en féroce rivalité. Le film est une allégorie critique du pouvoir pastoral du PCI et de sa stratégie démocratique de conscientisation du peuple – le corbeau représentant explicitement dans le film « l'intellectuel de gauche, pour ainsi dire, d'avant la mort de Palmiro Togliatti » (secrétaire historique du PCI) [NDT].

déstabilisation du pouvoir capitaliste – cela aussi on ne pouvait plus le dire, ou alors il n'aurait plus été possible de jouer à la fable.

Quoi qu'il en soit, le seul point qui nous intéresse de nouveau est le suivant : *le rapport entre autovalorisation et déstructuration. Le réformisme nie radicalement le sens de ce rapport en affirmant au contraire la cohésion entre autovalorisation et structuration.* Pour le réformisme, la valorisation est univoque. Seule existe la valorisation capitaliste. Tout le reste est utopie. L'eurocommunisme se présente comme le candidat de la classe ouvrière développée en un parti qui joue le rôle d'intermédiaire entre l'autovalorisation prolétarienne et la restructuration capitaliste. L'eurocommunisme est le parti de la restructuration, le parti de la synthèse entre autovalorisation prolétarienne et valorisation capitaliste. Après avoir déterré les banderoles de la démocratie abandonnées par la bourgeoisie, l'eurocommunisme s'apprête à recueillir les banderoles du développement économique que le capital avait déstructuré. Il n'y a donc pas de discours sur le pouvoir qui ne s'organise hors du cercle vertueux de la restructuration. Les desseins en sont clairs :

extension consciente du mode de production capitaliste à toute la société et sa gestion étatique, c'est-à-dire « socialiste ».

Pour l'heure, nous n'avons pas l'intention de démontrer que ce projet est mauvais et méchant. Nous pensons pouvoir démontrer qu'il n'est ni possible ni désirable parce qu'il n'est pas réaliste mais au contraire mystifié. Nous croyons pouvoir démontrer que la classe ouvrière s'oppose, par sa socialisation, à ce projet. La bataille a lieu initialement entre le vrai et le faux, sur nul autre terrain; c'est seulement par la suite qu'elle s'ouvre sur d'autres horizons. Pour conclure, nous croyons pouvoir démontrer que l'eurocommunisme, en tenant cette ligne, n'incarne aucune alternative au développement capitaliste, qu'il représente au contraire une subordination catastrophique de la classe ouvrière au capital, un élément fragile et transitoire de la forme-État du capital.

Donc, autovalorisation et restructuration. En réalité, affirmer la compatibilité ou l'antagonisme de ces deux termes n'est pas seulement une question de fait. L'eurocommunisme innove par rapport au marxisme non pas parce qu'il nie les conditions empiriques du processus

d'autovalorisation mais parce qu'il en nie *le caractère ouvrier et prolétaire, son potentiel radicalement antagonique et son importance politique*.

Le caractère ouvrier et prolétaire. L'eurocommunisme préfère le terme « d'hégémonie » à celui d'autovalorisation. C'est à partir de ce concept qu'il interprète la socialisation de la classe ouvrière comme un processus menant tendanciellement à une dissolution de la classe dans la société. Il substitue, pour ce faire, à la terminologie marxiste et classiste une terminologie hégélienne et populiste. En opérant en ce sens, l'eurocommunisme déplace le discours du terrain de la lutte de classe, de la reproduction, du travail productif, c'est-à-dire du terrain de la composition de classe, à celui de la « société » telle qu'on l'entend généralement et de la politique comme ensemble d'institutions. Ainsi, on retire au terme d'autovalorisation la prégnance de la terminologie de classe : le terrain de l'autovalorisation du prolétariat est pour l'eurocommunisme préparatoire, il n'a de signification qu'en fonction de la reconstruction d'une totalité sociale.

La négation du potentiel radicalement antagonique du processus d'autovalorisation ouvrière

est une conséquence dynamique de la première négation. L'autovalorisation ouvrière et prolétarienne, lorsqu'elle se donne à la limite de son apparition phénoménale, ne peut s'exprimer que de manière dynamique à travers la synthèse sociale. Cette synthèse est celle que détermine la société du capital. Ce n'est pas d'antagonisme qu'il s'agit mais d'une dialectique organique et fonctionnelle entre les classes, dont la résolution est déterminée par le rapport de force et la compatibilité de l'intérêt général. L'intérêt général est le développement du capital.

En dernier ressort, on ne pourra redonner sa pertinence politique à l'autovalorisation ouvrière que par une intervention externe, générale, qui, dans le projet global du développement capitaliste, aura une fonction discriminante. À première vue, à l'autovalorisation ouvrière et prolétarienne, telle qu'encore elle se donne à l'extrême limite du caractère phénoménal de la production, on ne peut attribuer aucune pertinence politique : ses mouvements ne contiennent aucune généralité, son caractère séparé est médié politiquement par la société, et s'articule, dans la société, au mouvement général du développement du capital.

De la négation à l'affirmation. Seule la restructuration – ajoutent et concluent les euro-communistes – a la possibilité de restaurer les conditions formelles de l'autovalorisation prolétarienne à l'intérieur du mécanisme du développement capitaliste. La restructuration réorganise la rationalité et la structure du développement capitaliste en fonction des besoins des prolétaires: elle va du général au particulier, et seulement ainsi, elle peut donner sens aux premiers besoins du prolétariat. Ce n'est qu'en détruisant les virages antagoniques de l'intérêt particulier sur la route qui monte à la centralité de la restructuration comme fonction, que sera rétribué économiquement l'intérêt particulier du prolétaire – mais différemment, d'une manière organique et compatible avec le développement capitaliste. Le cerveau social de l'ouvrier – continuent les réformistes – est le cœur du processus de restructuration: il nie le caractère économique des *stimuli* en les transformant en but politique, il nie le but politique en le transformant en force dirigeante du capital. Dans des versions plus raffinées, l'insistance de l'eurocommunisme met l'accent plus essentiellement sur la centralité de la fonction

politique de la restructuration par rapport aux mécanismes d'autovalorisation : le formalisme fonctionnel, wébérien, nietzschéen, de la tradition bourgeoise est récupéré et renversé en instance de commandement prolétarien, en pure autonomie du politique de la classe ouvrière³¹.

Je pense avoir rendu justice à l'eurocommunisme en exposant ainsi sa théorie. En réalité, l'opposition est si nette qu'il ne servirait à rien de polémiquer. Comme on le souligne souvent, au-delà de la défiguration du marxisme que cette conception exprime, celle-ci est niée par la réalité même du mouvement. *Par autovalorisation, nous entendons l'alternative que, sur le terrain de la production et de la reproduction, la classe ouvrière met en œuvre en prenant le pouvoir et en se réappropriant la richesse, contre les mécanismes capitalistes d'accumulation et de développement.* Désormais, c'est seulement quand le processus d'autovalorisation du prolétariat a commencé d'investir la totalité du terrain de la socialisation de la production et de la circulation des marchandises (que subsume

31 Référence critique au livre de M. Tronti, *Sull'autonomia del politico*, Milan, Feltrinelli, 1977 [NDT].

toujours plus le mécanisme de la reproduction capitaliste) – donc, c’est quand arrive cette extension des processus de valorisation (qui comporte des modifications essentielles, inhérentes au concept de travail productif) que fait défaut toute possibilité de tenir compte des valeurs antagoniques qui se généralisent (le parti, le cerveau ouvrier, l’autonomie du politique) en dehors du processus d’autovalorisation.

Il est certes vrai que *la société capitaliste a été continuellement restructurée au rythme de la socialisation ouvrière*: les infrastructures, les services, l’éducation, les politiques sociales pour le logement et pour l’assistance se démultiplient et déterminent un contexte d’autovalorisation toujours plus élargi. Mais *c’est justement ce processus qui montre les caractéristiques de l’autovalorisation*: il reproduit en effet en son sein, d’autant plus qu’il progresse, les caractéristiques du pouvoir ouvrier. La lutte ouvrière impose une réorganisation sociale, une restructuration capitaliste. Cette restructuration doit s’adapter à une série de besoins imposés par les luttes mêmes. La quantité et la qualité des luttes déterminent les réformes. Mais ces réformes restent cependant capitalistes.

L'effet de la lutte ouvrière sur celles-ci est aussitôt double : elle rouvre la lutte à l'intérieur de ce tissu restructuré ; à travers sa généralisation, elle détermine et déstructure le commandement capitaliste dans son extension. L'autovalorisation ouvrière ne trouve pas sa continuité dans la restructuration ; la restructuration n'est qu'un effet de sa propre force, une augmentation des possibilités de l'attaque, c'est-à-dire une extension de son propre pouvoir de déstructuration global du capital. *Il n'y a donc pas de médiation politique possible à ce niveau, ni en termes institutionnels ni en termes de restructuration économique.* De ce point de vue, l'eurocommunisme se trompe : il exige une continuité avec le processus d'autovalorisation qui n'existe pas et, par conséquent, il est contraint de mystifier et de combattre le mouvement réel de l'autovalorisation tel qu'il s'exprime réellement, à savoir comme puissance de déstructuration.

Ce n'est pas un hasard si les positions qui exigeaient, à l'intérieur de l'eurocommunisme, la nécessité d'une bonne médiation institutionnelle des processus d'autovalorisation ont finalement été submergées par l'illusion de la médiation. Des

luttons d'usine aux luttes pour les réformes, cela a été dit : puis, des luttes pour les réformes à l'engagement pour la restructuration de l'initiative capitaliste de l'État. Était-ce une continuité nécessaire ? Oui, mais seulement du point de vue de la mystification. Nous avons vu en effet ces belles âmes qui retournaient à l'usine : la continuité qui conduisait « des luttes à l'État » s'était nécessairement renversée. Ils parlaient désormais du point de vue de l'État. Le contenu antagoniste des luttes ouvrières d'usine lui était complètement subordonné. Les processus d'autovalorisation étaient considérés comme des « fonctions » de l'État capitaliste.

Regardons maintenant le point de vue ouvrier. Il s'étend de l'usine à la société. Il impose au capital l'organisation du travail productif social en entamant à nouveau sur ce terrain une lutte continue de plus en plus efficace. Se valorisant socialement, la classe ouvrière déstructure d'autant plus le capital qu'il est contraint d'étendre son commandement direct sur la société. Dans ce cadre, l'action du réformisme et de l'*eurocommunisme* se présente comme un *élément de la forme-État* du capitalisme mais *sous une forme effacée et*

subordonnée. Il ne peut pas faire valoir les raisons de l'autovalorisation à l'intérieur de la restructuration capitaliste. Il est prisonnier d'une rationalité déstructurée vis-à-vis de laquelle aucune traduction n'est plus possible. Il est submergé par l'indifférence du pouvoir, par la transcendance de son unité. Le rythme des négociations propre au réformisme se modère dans la trajectoire de la rente. Il ne peut conquérir de crédibilité que dans la forme du corporatisme. En revanche, la subordination, n'ayant pas été acceptée, se transforme en mystification de la mystification, en mauvaise conscience, en volonté mystifiée, et la volonté mystifiée se traduit en répression des luttes, à savoir en terrorisme contre les processus de valorisation ouvrière et prolétaire. À ce stade, le réformisme et l'eurocommunisme obtiennent le droit de se sentir et de se déclarer collaborateurs de la forme-État du capitalisme. Mais à quel prix! *Germania docet*³².

32 Référence au Programme de Bad Godesberg, dans lequel le Parti socialiste allemand abandonne les perspectives d'inspiration marxiste et reconnaît l'économie de marché [NDT].

Eh bien, ce Nietzsche au parlement nous convient³³. La situation est telle que *chaque écroulement de la mystification est une victoire ouvrière*. Face à la force des processus d'autovalorisation ouvrière, *les coalitions qui ont déterminé la forme-État dans le capitalisme tardif sont forcément en train de céder devant l'antagonisme ouvrier*. Les oligopoles, les syndicats, les « classes moyennes » ont dominé la forme-État pendant la moitié du siècle et cela, au moins depuis la révolution rooseveltienne. Ils en ont déterminé les fondements constitutionnels dans le monde occidental. La classe ouvrière s'émancipe des institutions en imposant un investissement continu dans la dépense publique qui est devenu, purement et simplement, une appropriation, un fait de pouvoir, c'est-à-dire la déstructuration de l'ennemi. Le capitalisme répond par un désinvestissement, une fuite de la confrontation de classe. Dans cette situation, il n'y a pas d'autres options que la baisse

33 Référence à Massimo Cacciari, philosophe qui mit l'accent sur l'importance de la pensée tragique de la crise et le retour à Nietzsche. Cacciari, entré au PCI avec Tronti et Asor Rosa vers la fin des années 1960 a été élu au parlement en 1976 [NDT].

du taux de profit. Le chemin que nous choisissons n'est pas important : qu'on prenne celui de la défense de l'occupation ou celui de la dépense publique, le taux de profit décroît³⁴. À défaut d'alternative à la baisse du taux de profit, l'espace sera occupé par l'initiative ouvrière qui, si elle est toujours déstructurante, sera aussi capable dans ce contexte de déstabiliser les équilibres politiques du pouvoir. Le cynisme destructif ne manque pas aux prolétaires, bien qu'ils ne soient pas très nombreux à connaître Nietzsche.

Autovalorisation-restructuration : ce rapport, sur lequel se fonde toute la dignité résiduelle du réformisme et de l'eurocommunisme, ne résiste plus sous aucun aspect. Ni du point de vue ouvrier ni du point de vue capitaliste. Le rapport apparaît antagoniste sous ces deux aspects. Et toutefois, au nom de l'efficacité que le pouvoir concède à la mystification, il *ferait* partie de la forme-État. Dans quelle mesure est-ce possible ? Étant donné que sa fonction est totalement subordonnée, c'est par la lutte des classes, par la

34 W. Nordhaus, « The Falling Share of Profits » in *Brookings Papers on Economic Activity*, n°1, 1974.

lutte entre les deux classes autour de la question du pouvoir, qu'il sera possible de le définir. Pour l'instant le réformisme et l'eurocommunisme suivent le trouble chemin de la subordination au cadre de la forme-État du capital. Le corporatisme et le parasitisme incarnent la qualité de leur existence.

Deuxième partie :

Le sabotage ouvrier

6 Nous n'en avons que faire...³⁵

L'autovalorisation est sabotage. Phrase passible de poursuites par quelque Procureur de cette République fondée sur le travail ? Sans doute. Mais le problème est plus intéressant. C'est celui de la réversibilité, de la complète inter-traductibilité de l'autovalorisation et de la déstructuration. C'est *la puissance négative du positif*, et son envers, qui sont ici en jeu.

Néanmoins, avant de développer cet enjeu – qui est tout à fait subjectif – j'aimerais conclure la part objective de notre discussion sur la forme de la domination en ajoutant simplement un adjectif à ce qui a déjà été dit à propos de l'eurocommunisme : *le réformisme est infâme*. Son infamie tient à la position structurelle que lui assigne la forme-État en tant que centre de mystification, centre

35 Le titre du chapitre en italien (« Non abbiamo più nulla a che fare ») est sans doute un clin d'œil au *Que faire ?* de Lénine [NDT].

et force motrice pour l'organisation du consensus et donc de la *répression* contre toute opposition, réelle ou possible. Cette infamie est une redondance, une virgule, un maniérisme de la fonction structurelle, mais elle n'en est pas moins sérieuse car sa projection effective, à l'intérieur du caractère spectaculaire que lui accorde le régime, prend une signification générale et originale. Elle est la brutalité ouverte à la tentation de l'arrogance; elle est l'arrogance ouverte à la tentation de la terreur; elle est la terreur ouverte à la possibilité d'être comique. Un paradoxe apparaît ici: *la puissance négative du négatif ne parvient pas à être crédible*. La répression n'est pas crédible. Sa forme spectaculaire est paradoxale et ridicule. En vérité, pourquoi ne pas «échanger Brejnev contre Pinochet»? Rire de la répression ne signifie pas se défendre mais la définir, lui faire face comme elle se présente elle-même. «Et pourtant, il faut en rire et philosopher³⁶.» Mais lorsque tu commences à philosopher, tu remarques que ce détachement est en réalité du mépris. La négation de l'autovalorisation est infâme. Un espace

36 Épicure, *Sentence 41*.

incommensurable, irrésoluble et indéterminable te sépare de cette infamie. L'infamie du réformisme est la mesure de ce détachement, et le refus prolétarien de la répression, de ses organes et institutions, ne peut qu'être total et radical.

Et pourtant, il faut en rire et philosopher. Non sur cette infamie que l'on méprise, mais plutôt en approfondissant de manière amicale la discussion sur des motifs centraux tels que cette sensation qui est connaissance, qui est la puissance négative du positif: le sabotage comme fonction de l'autovalorisation. Je me trouve donc à l'intérieur de cette séparation qui me connecte au monde en tant que force de destruction. Je me trouve en son intérieur et je ressens l'intensité du saut chaque fois que je me libère à travers la destruction. Le saut, le changement, la discontinuité – mais tout cela ne signifie-t-il pas Sorel et l'anarcho-syndicalisme? Seuls des imbéciles peuvent le penser. Il n'y a ici ni organicisme ni mythe, ni généralité ni improvisation. Il y a l'intensité du rapport entre richesse et pauvreté qui refuse d'être résolu et qui est perçu comme scandaleux en ce que tous ses termes sont désormais renversés: la richesse avant la pauvreté, le

désir avant le besoin. C'est la séparation qui est recherchée, qui s'exprime dans un puissant désir de conflit; la rupture qui déclenche continuellement des relais de volonté destructive contre la réalité et le désir, qui parvient à être désespoir. En somme, une positivité qui commande le négatif et l'impose. Et pourtant, on ne sait pas comment transformer cette tension incontrôlable en espoir, sinon en la vivant. L'espoir est une projection, un continuum, une analogie à postuler. Ici il n'y a pas d'homologie, d'aucune sorte, ni l'utopie d'Ernst Bloch ni le mythe de Sorel. Ici la richesse est éprouvée et le désespoir l'emporte. Je regarde autour de moi avec stupéfaction. Est-ce là vraiment l'esprit du siècle? Est-ce là vraiment le marxisme créatif dans lequel nous vivons? Rien ne révèle plus complètement l'immense positivité historique de l'autovalorisation ouvrière que le sabotage, l'activité continue du sniper, du saboteur, de l'absentéiste, du déviant, du criminel, que je me trouve vivre. J'éprouve immédiatement la chaleur de la communauté ouvrière et prolétaire chaque fois que j'enfile mon passe-montagne. Ma solitude est créative, ma séparativité est la seule véritable collectivité que je connaisse.

Ni le bonheur du résultat ne m'échappe : chaque acte de destruction et de sabotage rejaillit en moi comme un signe de solidarité de classe. Ni la probabilité du risque ne me dérange : au contraire, elle m'emplit d'une émotion fiévreuse, pareille à l'attente de l'être aimé. Ni la souffrance de l'adversaire ne m'affecte : la justice prolétarienne a la même force productive que l'autovalorisation et la même capacité de conviction logique. Tout cela survient car *nous sommes la majorité* – non pas celle, triste, qui est mesurée chaque décennie parmi les adultes qui endossent leur tablier réglementaire et retournent à l'école, mais la majorité qualitative et quantitative du travail social productif.

Cependant tout cela n'est pas suffisant. La violence aurorale, l'intensité émotionnelle que révèle immédiatement la conscience de la composition de classe, doivent se réarticuler, doivent donner vie à leur système de réarticulations. Cela est réel, mais insuffisant au regard du désir qui l'imprègne. Le passage, le saut en avant et la rupture ne sont pas les fruits d'une activité extérieure mais plutôt de la tension que ma propre séparativité inspire et libère.

Non, je ne suis pas à la recherche d'un programme ou d'un « menu » – d'un beau « menu » dont les marmites de l'avenir permettent à chaque cuisinier de gouverner. Un « menu » demeure toujours un « menu », et jusqu'à preuve du contraire, ceux qui finissent par manger le mieux sont les patrons. Ce qu'exige la tension de la séparation de classe est une indication, une voie, *une méthode*. Je ne veux pas l'autre, je veux plutôt le détruire. Le fait même de mon existence implique la déstructuration de l'autre. Avant tout, je veux acquérir une méthode par laquelle accroître ma séparation, conquérir le monde en m'appropriant le réseau de l'autovalorisation de classe. Chaque fois que je vais de l'avant, j'élargis mon existence en la projetant dans la collectivité. Chaque fois que je brise les marges de valorisation du capital, je m'approprie encore un nouveau terrain pour la valorisation ouvrière. Pour le prolétariat il n'y a pas de vide. Chaque terrain abandonné par l'ennemi est rempli, occupé, approprié, pris d'assaut par une force expansive qui ne connaît pas de limites. Le rapport avec le capital ne présente pas de lien d'homologie : on bat le capital dans le but de le remplacer. Rien de ce que je dis ne signifie

autre chose que ce que je dis, en termes de renversement de la valorisation capitaliste, de violence, d'action de masse. J'ignore, à vrai dire, les chatouillements et picotements de la dispersion humaniste des désirs et des besoins. Ma façon d'évoluer est au contraire constructive, matérielle. L'imagination porte désormais une solide paire de bottes; le désir possède la violence; l'innovation est accompagnée par l'organisation. Notre *méthode de transformation sociale* ne peut être que la méthode de la *dictature prolétarienne*. Comprise dans ses propres termes: comme une lutte pour l'extinction de l'État et pour le remplacement total du mode de production capitaliste par l'autovalorisation prolétarienne et son processus collectif. Que répondre à ces professeurs d'histoire qui remettront en cause, comme ils le font déjà, l'irréalité (passée) de notre volonté (future)? Il est évident que nous parlons de choses différentes – que nous ne nous comprenons pas, car ce que nous nommons tous « ours », évoque pour certains une lointaine constellation d'étoiles, alors qu'elle représente pour nous la réalité d'un animal féroce. Nous sommes cette réalité animale en développement; nous avons la même

force, la même nécessité et la même ardente irréductibilité. Notre existence est collective. Notre méthode de transformation sociale est la méthode de la démocratie et de la liberté à l'intérieur de l'accroissement collectif de l'autovalorisation prolétarienne. Cette méthode de transformation sociale est fondée sur la méthode de la dictature, au sens de l'exclusion de l'ennemi. Mais ensuite, ne l'utiliserez-vous pas parmi vous, la méthode de la dictature – demandent nos misérables astronomes ? Et pourquoi ne devrions-nous jamais commettre d'erreurs ? Il est certes répugnant, cela dit, d'entendre de tels conseils de la part des complices du capital. Nous pouvons seulement rétorquer que la dictature de classe existe – et doit exister –, et que nous devons tout faire – y compris risquer nos vies dans cette dictature comme nous les risquons maintenant dans la révolution – pour qu'il s'agisse d'un processus collectif, irrigué de bout en bout par la liberté et l'autovalorisation ouvrière. Et pas de pitié pour l'ennemi ! Pour autant, le sabotage en tant qu'autovalorisation n'est certainement pas une loi qui devrait cesser avec la dictature communiste que nous allons mettre en place. Non. C'est au contraire *une loi de liberté que*

nous conjugueons, maintenant et à l'avenir, avec celle du communisme.

Revenons au problème fondamental. L'autovalorisation prolétarienne est sabotage. Comment ce projet se concrétise-t-il? Nous avons démontré que le saut, de la révélation phénoménologique de notre existence séparée à la force expansive du processus d'autovalorisation, s'organise autour d'une méthode de transformation sociale qui est immédiatement une méthode de nouvelle connaissance. L'objectif déterminé du processus est d'accroître la valeur d'usage du travail, contre sa subsumption capitaliste, contre sa marchandisation, contre sa réduction à une valeur d'usage du capital. Mais comment cette subsumption capitaliste du travail procède-t-elle? À travers le commandement, la hiérarchie et le revenu. Le capital tente de dominer et de contrôler, par la division, cette unité du travail social que la classe ouvrière, avec ses luttes, a tenté de faire advenir. L'enjeu fondamental du projet communiste a toujours été celui de l'unité, de la recomposition de la classe ouvrière. *Aujourd'hui l'enjeu de l'unité doit être entièrement soumis au problème de la recomposition du travail social productif.* De

ce point de vue, détruire les mécanismes du revenu est une nécessité fondamentale. Dans les mois et années à venir, nous ne devrons pas craindre d'aller dans les usines, ces ateliers du travail social productif, afin d'imposer à ceux d'entre les ouvriers qui ont été apprivoisés et mystifiés par les pratiques des réformistes – de leur imposer la reconnaissance de la centralité du travail social productif. Ils en font partie. Ils ne sont ni au-dessus, ni en-dessous, ni à côté. Ils se trouvent eux-mêmes à l'intérieur et ils doivent le reconnaître. Ils doivent rejoindre l'avant-garde du prolétariat dont le réformisme et l'eurocommunisme les ont exclus.

L'autovalorisation ouvrière devient dans ce cas le sabotage spécifique des mécanismes de la séparation ouvrière que la forme-État a intégrés dans sa constitution matérielle. D'autre part, comme nous l'avons vu, le développement capitaliste lui-même, pris dans l'étau de la déstructuration, se charge désormais de remplacer les raisons structurelles de la séparation entre ouvriers par une justification purement politique – prenez par exemple la destruction de la coalition Roosevelt aux États-Unis! Là encore le problème

de la valeur d'usage de la force ouvrière, de son indépendance antagoniste, doit être désigné. La clé de voûte de *l'assaut à l'organisation corporative* des ouvriers d'usine est sans doute l'imposition d'une *réduction drastique du temps de travail*, comme un moyen possible pour ramener les moments d'innovation et de force révolutionnaire vers l'unité du processus d'autovalorisation. Mais nous y reviendrons. Ce dont nous discutons pour le moment est l'objectif général, non ses déterminations concrètes.

Cela, une fois de plus, ne suffit pas. J'ai avancé sur la voie de l'autovalorisation ; j'ai reconnu à la fois la force et les limites inhérentes à l'immédiateté de ce processus ; j'ai proposé de déterminer une méthode initiale qui voit dans la séparativité une synthèse adéquate entre liberté et dictature ; j'ai reconnu la détermination actuelle du processus dans le sabotage des mécanismes de division qui m'a conduit à un niveau supérieur de recomposition sociale du travail productif. Cela n'est toujours pas suffisant. Cette méthode doit produire sa propre substance dans des termes à la fois plus spécifiques et plus généraux, mais aussi plus déterminés et plus précis.

Que signifie alors déstructurer le capital ? Cela signifie réduire le capital à l'indifférence du commandement, et par là même à une absence de « mesure », une absence d'un quelconque rapport à soi, si fragile soit-il, autre que la volonté indéterminée d'exploiter.

Et que commence donc à signifier le processus de valorisation, une fois que nous l'avons rigoureusement compris comme la capacité de la classe à faire advenir un développement entièrement alternatif à la valorisation capitaliste ? Il signifie une *tension vers l'organisation rationnelle de ce processus*. La rationalité profonde de ce processus s'origine indubitablement dans sa propre liberté, mais cette liberté est matérielle, c'est l'organisation d'un processus collectif. *Quelle est la loi qui gouverne ce processus collectif ? Quelle est la mesure de cette matérialité ?* Il n'y a pas de méthode qui n'inclue pas de « mesure », peu importe la nature possible de cette mesure. Le problème de la « mesure » dans le processus d'autovalorisation fait partie du problème de la méthode de transformation sociale. D'autre part, une mesure a déjà en partie émergé. En ce qui concerne la déstructuration, nous possédons déjà une mesure (négative) :

à savoir, la chute des taux de valeur et l'échec du capital à contrôler le développement. Par ailleurs, lorsque nous analysons concrètement le processus d'autovalorisation prolétarienne, nous avons aussi une mesure – positive cette fois-ci : c'est la mesure qui correspond aux terrains qui ont été réoccupés et soustraits à la valeur d'échange dans le processus de reproduction prolétarienne. Mais nous sommes encore très en retard lorsque nous commençons à poser le problème de la mesure au sein de la méthode de transformation sociale. Ce n'est pas un problème nouveau d'un point de vue formel : il s'agit *de spécifier les enjeux de la transition* – de manière à ce qu'elle ne reste pas un enchaînement de phrases vides. C'est un problème entièrement nouveau³⁷, resitué dans la potentialité communiste du mouvement aujourd'hui. Nous devons être prudents : ici encore, le capital manifeste sa crise de manière totale lorsqu'il ne peut plus structurer le rapport entre quantité de

37 Comme le souligne A. Sohn-Rethel – et il s'agit de l'un des points les plus importants et les moins reconnus de son ouvrage – dans *Intellectual and Manual Labor* (Humanities Press, 1978). La traduction de ce livre est prévue aux éditions Entremonde [NDT].

profit et quantité de valeur socialement utile (il ne le peut et il ne le doit que sous la contrainte de la lutte ouvrière). Pour cette raison, nous devons faire un pas en avant : il ne tient qu'à nous et à nous seuls de déterminer la *mesure de valeur collective à l'intérieur du processus d'autovalorisation*. Nous y reviendrons plus tard.

Pour le moment, nous concluons cette section en soulignant le point central qui la traverse de part en part, à savoir que le lien entre autovalorisation et sabotage et son envers ne nous permet plus d'avoir un quelconque rapport avec le « socialisme » et sa tradition, et encore moins avec le réformisme et l'eurocommunisme. Pour plaisanter, nous dirions que nous sommes d'une autre race. Nous n'avons plus rien à faire avec ce projet du réformisme qui n'est qu'un tigre en papier, ses traditions et ses infâmes illusions. Nous existons à l'intérieur d'une matérialité qui a ses propres lois – révélées ou qui restent encore à découvrir dans la lutte, mais du moins, radicalement autres. *Le « nouveau mode d'exposition » de Marx est devenu le nouveau mode d'existence de la classe*. Nous sommes là ; nous sommes indestructibles ; et nous sommes majoritaires. Nous avons

une méthode pour la destruction du travail. Nous sommes à la recherche d'une *mesure positive du non-travail*, une mesure de notre libération vis-à-vis de cet esclavage dégoûtant dont les patrons ont toujours profité et que le mouvement socialiste officiel nous a toujours imposé comme une sorte de titre de noblesse. Non, nous ne pouvons décidément plus nous dire « socialistes », car nous ne pouvons plus accepter votre infamie.

We are all bastards;

And that most venerable man wick I

Did call my father, was know not where

*When I was stamp'd*³⁸

Enfin!

7 Une troisième parenthèse (sur les forces productives)

Il y a de cela une décennie, nous avons clairement prévu que la contre-attaque capitaliste aux luttes ouvrières serait axée sur les problèmes de *l'automation* et de *l'énergie*, mais bien peu comprirent la signification de ce tournant de la restructuration. Il a signifié – et nous commençons

38 W. Shakespeare, *Cymbeline*, acte II, scène 5.

à le voir aujourd'hui – un *saut fondamental dans le rapport entre « forme de l'État » et « composition de classe »*. Compte tenu de l'automation accélérée et des systèmes de contrôle, le capital devenait capable d'organiser la force de travail social, voire d'appliquer son projet de commandement à travers la capacité d'articuler, de hiérarchiser, c'est-à-dire de bloquer et d'entraver la possibilité de la recomposition de classe comme base de l'organisation révolutionnaire. *Avec l'automation, l'État capitaliste devient capable de jouer sur les mécanismes de ce que l'on a appelé la rente différentielle du commandement, sur tout le tissu social du travail.* Mais c'est avant tout à travers la politique énergétique que le capital joue sa carte la plus importante : celle de donner à son pouvoir une monstruosité absolue, celle de consolider de manière irréversible – pour une longue période – le commandement capitaliste et le régime du profit. Avec la politique énergétique, l'État essaie de refonder la rente absolue du commandement.

Il n'est pas nécessaire de répéter ici les analyses courantes sur les conséquences de l'usage de l'énergie nucléaire et son emploi industriel. Du péril de mort constamment présent aux effets sur

la forme-État : l'« *État nucléaire* » utilise l'énergie nucléaire comme chantage fondamental, c'est-à-dire comme base sur laquelle légitimer la validité du commandement déstructuré. Ce n'est donc pas la reprise de cette phénoménologie qui nous intéresse. Ce qui nous intéresse est plutôt le problème théorique que ce développement monstrueux soulève pour les marxistes révolutionnaires³⁹. Pour l'heure, l'objectif fondamental du socialisme est le *développement des forces productives*. La libération des forces productives vis-à-vis des rapports de production et d'exploitation qui les organisent est un processus interne au développement de ces forces. Mais le socialisme a toujours interprété cette connexion comme une connexion fermée, voire comme un lien nécessaire et incassable. Mais aujourd'hui, face à l'État nucléaire et à l'irréversibilité des effets de la nucléarisation du développement économique, comment peut-on assembler ou même seulement rendre compatible le rapport entre ce potentiel de destruction

39 Pour une analyse interne des mécanismes entrepreneuriaux de la « criminalité organisée », de l'« illégalisme de masse » du capital, se référer à l'article de A. Bevere dans le n°9 de *Critica del diritto*.

anti-ouvrière et l'anxiété de la libération? Il était beau, très beau, le temps où Lénine pouvait penser ensemble «Soviet et locomotives», «Soviet et électrification»! Non, ici la cohérence et la compatibilité ne sont plus possibles. Ici le capital lance sa locomotive contre nous. *Ici le concept unitaire de développement capitaliste se brise*: d'un côté le développement du capital constant devient un développement destructif, de l'autre, les forces productives doivent s'émanciper radicalement du rapport du capital. La subsumption du travail vivant par le capital révèle à ce stade une limite insurmontable. La subsumption devient une fonction terroriste et la synthèse entre travail mort et travail vivant, au lieu de déterminer de la nouvelle valeur, produit la possibilité de la destruction – possibilité inévitable, générale et prochaine. Nous nous trouvons bel et bien *sur le terrain indiqué par Marx*; toute l'analyse de Marx vise en effet à indiquer en quel endroit, dans le cours du développement, les éléments de la synthèse capitaliste doivent nécessairement se scinder et se séparer. D'une part, il y a le système capitaliste, proie de sa propre déstructuration – qui signifie indifférence du pouvoir, découplage

absolu de la valeur, donc possibilité (nécessité) de destruction – de l'autre, il y a les conditions de la libération du travail vivant sous une forme collective. Nous sommes donc sur le terrain de Marx : mais cette actualisation de la tendance soulève chez nous une émotion très forte.

Il est certes vrai que l'analyse de la forme-État et la phénoménologie de la praxis collective (de la subjectivité prolétarienne et du processus d'autovalorisation) nous ont introduits à la *logique de la séparation*. Mais ici l'entrelacement de l'histoire immédiate et la réalisation de la tendance renouvellent complètement le problème. La limite n'a pas une dimension prospective, elle révèle plutôt une transparence immédiate. Cette séparation (que j'ai envisagée comme une césure méthodologique) est maintenant corroborée par une pleine intensité historique et par une limite théorique définitive. *Cela n'est plus tendanciel mais actuel : on ne pourra plus attribuer une quelconque notion de force productive au développement capitaliste* ; seule la composition prolétarienne révèle, représente, signifie le développement des forces productives, de la force productive. La limite a une épaisseur historique qui ne pourra que se

consolider ultérieurement. La dialectique entre capital et forces productives et la dialectique entre capital constant et capital variable subit une séparation matérielle à ce stade du développement. *La force productive divorce du capital.* Le marxisme même, en tant que théorie du développement des forces productives, ne s'applique qu'à la composition de classe et au processus d'autovvalorisation prolétaire. *Le marxisme devient logique de la séparation.*

Mais revenons-en au fait, c'est-à-dire à l'émergence de l'État nucléaire. De ce point de vue, comme nous l'avons dit, l'analyse des processus de déstructuration de l'État capitaliste – face à la loi de la valeur et à sa crise – est confirmée. En quel sens? Dans le sens où l'autonomie capitaliste du politique s'organise de manière *irréversible*. Elle trouve dans le capital constant un fondement à partir duquel elle profère un chantage à la destruction. La terreur atomique, en passant du niveau international à celui de l'organisation interne des États, s'insinue dans les mécanismes de l'administration et du consensus. *La crise de la loi de la valeur et sa validité dans la forme du commandement trouvent une fondation*

matérielle. Une forte et solide fondation matérielle, à la fois en termes substantiels et en termes formels. En termes formels, la règle de la terreur a une efficacité positive de commandement que le simple appel, quand bien même forcé, à l'intérêt général du développement ne pouvait plus avoir. Ensuite la terreur présente un autre caractère positif dans la perspective du commandement : elle est indifférente et révèle la nécessité de l'ordre au lieu d'en spécifier les articulations, les motivations, les directions. En termes substantiels, le commandement fondé sur l'emploi du chantage nucléaire a aussi des caractéristiques spécifiques. Il induit une rigidité à la fois dans la centralisation du commandement et dans les articulations hiérarchiques et répressives de la société qui est – pour ainsi dire – « dans la nature des choses ». *Le capital constant devient directement commandement* – fonction centrale et absorbante du commandement autant que fonction expansive et reproductive du commandement. À la différence de ce que soutiennent les théoriciens accrédités de l'eurocommunisme, le plus haut niveau d'« autonomie du politique » est complètement structuré par les mouvements terroristes du travail mort.

Quant aux effets superstructurels de ce développement, ils peuvent être facilement déduits: *les appareils idéologiques d'État* ne tarderont pas à les servir à toutes sortes de sauces. Mais nous pouvons bien comprendre dès maintenant que l'horizon du consensus sera rejeté de manière à présenter l'ordre comme unique alternative à la terreur. C'est seulement dans une telle situation que la figure déstructurée du pouvoir peut finir par se révéler avec une telle violence – même dans l'idéologie!

Si certains se laissent aller au pessimisme, il faudrait d'abord en avoir pitié! Mais le pessimisme n'est-il pas une fonction adéquate à la volonté déstructurée de l'État capitaliste actuel? Il semble assez difficile de le soutenir quand, par exemple, les « nouveaux philosophes » attaquent l'orgie « de progrès et de lumières » dont parlait – et dont parle – la vulgate socialiste à propos du destin magnifique du développement des forces productives subsumées par le capital. Dans l'iconoclastie, dans le refus d'accepter l'ordre pacifié des grands régimes de production, dans l'insinuation destructrice contre les valeurs de la technique capitaliste, il faut déceler une *pars*

destruens fondamentale. La haine pour le pouvoir despotique que le travail mort voudrait imposer sur le travail vivant, même si elle est entrelacée avec des moments de pessimisme, exerce une fonction, sinon créatrice, du moins maïeutique. Elle est une base, une « interruption » fondamentale de « l'épaisseur de l'histoire, du sédiment de l'Institution ou de l'artifice de la Loi⁴⁰ ». Il n'y a aucun doute sur le fait que ce pessimisme angélique soit important. Cela ne signifie nullement que cet aspect de la polémique soit mineur. La figure du pessimisme se gâte en une philosophie qui reflète simplement le pouvoir déstructuré du capital, pour autant qu'elle utilise des catégories dans une généralité qui n'est ni dialectique ni révolutionnaire. Elle n'est pas dialectique parce qu'elle considère le pouvoir « sans adjectifs » ; elle n'est pas révolutionnaire parce qu'elle ne peut donc pas développer une logique de la séparation. Pour les belles âmes, le capital constant ne représente que la souffrance ! Certes, pour les âmes plus laides aussi, le capital constant est souffrance. Comme

40 Cf. Glucksmann, Lévy, Legendre, Holter ou d'autres encore.

le souligne Foucault⁴¹, hors de la praxis collective notre résistance individuelle (non pas « la » plèbe mais « de la » plèbe » [en français dans le texte] qui habite chacun de nous) ne peut être dialectique que de manière liminaire, en tant que produit résiduel de la dialectique du capital, mystification efficace de son pouvoir. Mais voici la praxis collective qui se soulève, dans ses aspects théoriques et pratiques. Tous deux conduisent à la logique de la séparation dont l'autovalorisation et le sabotage représentent le moment d'innovation. C'est-à-dire le moment où l'autonomie monstrueuse du pouvoir capitaliste affronte le pouvoir autonome du prolétariat – et y trouve son origine ainsi que son explication.

La force productive, toute la force productive est désormais entre les mains et dans le cerveau du travail vivant. Si la séparation et la déstructuration de l'État du capital se sont produites, si elles ont achevé cette perfection ignoble qui est la leur, cela ne s'explique que par le résultat explosif de la dialectique du développement. À son terme se

41 Entretien avec M. Foucault, « Pouvoir et stratégies » in *Les Révoltes Logiques*, n° 4, hiver 1977.

vérifie la limite à partir de laquelle les deux chemins se déploient dans leur indépendance réciproque. Soit là où l'indépendance réciproque, le manque de continuité, d'analogie, d'homologie et de spécificité des mécanismes et des modalités n'empêchent pas que les deux développements déterminent des effets sur tout le réseau dans lequel ils sont inscrits⁴². Mais cet entrelacs n'est pas indéterminé : sa détermination réside dans la solution de la lutte entre les sujets qui président à la séparativité. Ici se lit la puissance globale du travail vivant, son émancipation active et actuelle, sa qualité créative. Et il n'est alors certainement plus permis d'être pessimistes !

Au contraire, à partir de ces entrelacs et séparations, à partir de cette extrême solidification de la force productive dans le prolétariat face au durcissement, terrible mais déstructuré, de la puissance ennemie, on peut enregistrer une série d'effets subversifs tout à fait déterminés. Le capital constant – dans la figure terroriste que lui confère l'État nucléaire – tend au totalitarisme ; de

42 Je fais ici une paraphrase de M. Foucault, *Surveiller et punir* (1975), Paris, Gallimard, 1995.

la même manière l'existence séparée du prolétariat est socialement compacte et tend à résoudre en soi, c'est-à-dire dans son propre mécanisme d'autovalorisation, tout le travail social. Plus l'État nucléaire se déstructure et se condamne à l'indifférence inébranlable de sa propre volonté, plus la force de travail, socialement unifiée dans le processus de sa propre autovalorisation, se dote d'une extraordinaire vigueur novatrice. Cela n'est pas une contradiction, ni une opposition équilibrée: il s'agit de l'antagonisme du siècle et sa solution sera le fruit de la lutte présente.

Observer *la socialisation du processus d'autovalorisation prolétarienne* signifie saisir un *saut qualitatif*. Toutes les catégories qui – subjectivement ou objectivement – se lient à celle de *travail productif*, se socialisent. Il s'agit d'une transformation qui prend part à la mutation de la force productive en attribut exclusif du prolétariat. Dorénavant la force productive sera toujours et seulement sociale. Le « nouveau mode d'exposition » de Marx concerne la nouvelle forme d'existence du prolétariat, unifié dans son indépendance et socialisé dans sa force productive. Saut qualitatif: si cette mutation catégorielle a eu lieu, nous nous

trouvons maintenant face à une nouvelle réalité, du point de vue de sa substance sociale et de sa dynamique. Il s'agit d'une force productive sociale, d'une force qui émerge qualitativement du tissu dans lequel elle s'est formée et s'est recomposée dynamiquement. Le résultat est une tension originellement neuve, une force commune et collective. *Le résultat de la synthèse qui s'est opérée consiste dans le détonateur d'un passage plus avancé de la transformation sociale.* Jusqu'à maintenant nous avons envisagé le concept de composition politique de la classe de manière plutôt statique. Les conditions du mouvement que nous avons défini nous offrent en revanche une perspective dynamique, nous permettant de faire un pas en avant. La réappropriation de la force productive transforme la composition de classe : le résultat devient moteur, la résultante devient action, l'effet devient cause.

Ce passage se qualifie matériellement ainsi : *de la force de travail à la force d'invention.* Il s'agit d'une seconde spécification du processus qui amène la classe ouvrière et le prolétariat à conquérir sa propre indépendance. Nous avons d'un côté l'essence dynamique, la tension interne,

la projection active ; de l'autre, la matérialité de cette expression, la capacité de répondre aux besoins prolétaires de manière adéquate en les insérant dans le réseau productif de l'autovalorisation. Ce moment est fondamental. *Nous définissons la force d'invention comme une capacité de la classe à nourrir le processus d'autovalorisation prolétarienne dans la plus complète indépendance antagoniste, et de fonder cette indépendance innovatrice sur l'énergie intellectuelle abstraite comme force productive spécifique* (de manière de plus en plus exclusive). Les prolétaires en ont assez de produire par leur lutte la machine des patrons : dans cette nouvelle phase ils produisent pour eux-mêmes, selon la mesure du non-travail et avec la méthode de transformation sociale. La matérialité de la force d'invention prolétarienne se réfère aux besoins qu'elle satisfait, aux désirs qu'elle articule, à la détermination du processus de reproduction ; la spécificité novatrice se réfère à la solution de la multiplicité des projets, au projet d'innovation globale, socialement significatif, central pour le prolétariat, qu'elle met en œuvre. Les patrons tremblent et leurs experts travaillent à l'emprisonnement de ce qu'ils appellent la « qualité de

la vie », « l'allocation du temps non-travaillé » et enfin l'innovation au sens strict⁴³. Bon travail ! De fait ils ne comprendront jamais, même lorsque nous leur balançons dans les dents le sabotage, la force antagoniste et subversive du projet d'autovalorisation ouvrière.

En outre, il ne faut pas oublier les effets « superstructurels » (s'il est encore permis d'utiliser ce terme abusif et erroné) de cette réappropriation prolétarienne de la force productive sociale et de sa transmutation en force d'invention indépendante. Il s'agit du sentiment fier d'être la majorité, qui parcourt chaque action prolétarienne. Il s'agit surtout de la détermination irréductible qui accompagne la vie politique prolétarienne. Ce n'est que dans la réappropriation de la force d'invention que le personnel et le politique deviennent effectivement un tout unique – positif, ouvert, gagnant. En disant cela nous n'oublions

43 Cf. les splendides exemples d'imbécillité académique dans *Towards Balanced Growth*, sous la direction du National Goals Research Staff, Washington DC, US Government Printing Office, 1970 ; G. Becker, « A Theory of the Allocation of Time » in *The Economic Journal*, n°75, septembre 1965 ; J. Schmooker, *Invention and Economic Growth*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1966.

pas la lourdeur de notre tâche. Le seul fait que la séparation soit la condition de la libération des forces productives nous indique toute une série de difficultés. Mais y a-t-il un autre chemin possible? Et finalement, n'est-ce pas cela – l'enracinement vainqueur dans sa propre séparation, l'intensification de sa propre indépendance, le courage (prométhéen) de compter sur ses propres forces – n'est-ce pas cela la plus désirable des situations? Vraiment, répétons avec le poète:

*Poor dead flower! when did you forget you
were a flower? / when did you look at your
skin and decide you were an impotent dirty
old locomotive? the ghost of a locomotive?
the specter and shade of a once powerful mad
American locomotive? / You were never no
locomotive, Sunflower, you were sunflower⁴⁴!*

44 A. Ginsberg, *Howl*, 1956.

8 Le refus du travail

Plus que n'importe quel autre mot d'ordre du mouvement communiste, le refus du travail a été continuellement et violemment proscrit, supprimé et mystifié par les traditions et l'idéologie du socialisme. Si vous voulez faire enrager un socialiste, ou dégonfler ses envolées de démagogie, provoquez-le sur la question du refus du travail ! Un siècle après que Marx ait parlé de la « nature inhumaine⁴⁵ » du travail, aucun autre aspect du programme communiste n'a été aussi farouchement combattu – jusqu'au point où, de nos jours, l'excommunication du refus du travail est devenue tacite, subreptice et implicite, mais non moins puissante. Le débat a été marginalisé. Mais aujourd'hui, la sagacité du raisonnement prolétarien a, sur ce terrain indirect, commencé à rétablir *la centralité du refus du travail dans le programme communiste*. De l'ethnologie à la psychologie, de l'esthétique à la sociologie, de l'écologie à la médecine, cette centralité réapparaît

45 Et il ajoutait « non libre » et « asociale », cf. « Über F. Lists Buch » in K. Marx, F. Engels, *Kritik der bürgerlichen Ökonomie*, Berlin, Archiv-Drucke 1, VSA, 1972, p. 25.

de manière répétée, parfois déguisée d'étranges manières, parfois presque invisible. Cependant, elle peut surgir à tout moment, et ils seront bientôt contraints de la poursuivre, tout comme, en des temps antérieurs, de similaires grands prêtres traquaient l'omniprésente et ensorcelante vérité du diable.

Notre tâche est *le rétablissement théorique du refus du travail dans le programme, la tactique et la stratégie des communistes*. Aujourd'hui comme jamais auparavant, à notre niveau donné de la composition de classe, le refus du travail révèle sa centralité en tant que point de synthèse du programme communiste, dans ses aspects à la fois objectifs et subjectifs. Le refus du travail est en fait le fondement le plus spécifique et matériellement déterminé de la force productive réappropriée pour servir le processus d'autovalorisation ouvrière.

Le refus du travail est d'abord et avant tout sabotage, grèves, action directe. Déjà, dans cette subjectivité radicale, nous pouvons voir la nature globale de sa compréhension antagoniste du mode de production capitaliste. L'exploitation du travail est le fondement de toute la société

capitaliste. Par conséquent le refus du travail ne nie pas un seul nœud de la société capitaliste, un seul aspect du processus de production ou de reproduction capitaliste. Il nie bien plutôt, dans toute sa radicalité, la totalité de la société capitaliste. Ce n'est donc pas un hasard si la riposte capitaliste au refus du travail n'est jamais une riposte partielle : ce doit être une riposte globale, en termes de restructuration, de mode de production. De ce point de vue, *les effets du refus du travail exercent une action productive directe sur le mode de production capitaliste*. Mais plus le refus du travail est socialisé et radicalisé, selon le rythme même de la restructuration capitaliste, plus son « action productive » intensifie les aspects de déstructuration du mode de production capitaliste. La baisse du taux de profit, la crise de la loi de la valeur, et la réarticulation de la loi de la valeur au sein de l'indifférence du commandement sont des effets directs (bien que ni continus ni homologues) du refus du travail. L'effet continu doit être trouvé sur l'autre face de la dialectique du capital – là où le sabotage se révèle comme valorisation de classe et *le refus du travail devient primordial pour lire l'autovalorisation*. Il devient primordial en

deux sens fondamentaux (d'où découlent ensuite des conséquences radicales) : au sens où c'est l'un des contenus, voire *le contenu* fondamental, du processus de valorisation prolétarienne ; et au sens où il fournit un critère de mesure pour la méthode de transformation sociale. Examinons d'abord ces deux sens fondamentaux, puis les conséquences qui en découlent.

Le refus du travail comme contenu du processus d'autovalorisation. Entendons-nous bien : contenu ne signifie pas objectif. L'objectif, le but du processus d'autovalorisation est la libération complète du travail vivant dans la production et la reproduction ; c'est l'utilisation totale de la richesse au service de la liberté collective. C'est donc plus que le refus du travail – même si celui-ci couvre l'espace fondamental de la transition et caractérise sa dialectique aussi bien qu'il établit ses normes. Donc, le refus du travail est encore un moment du processus d'autovalorisation en tant qu'il se rapporte, de manière destructive, à la loi de la valeur, à la crise de la loi de la valeur et à *l'obligation au travail productif de toute la société*. Le fait que dans la société fondée sur l'autovalorisation, au cours de la phase de transition, tout le monde

doive travailler est une norme pertinente pour le refus du travail, exactement comme l'est la campagne pour réduire les horaires de travail, pour réduire le travail engagé dans la reproduction et la transformation. Reconnaître cette normativité du refus du travail c'est le saisir comme un contenu du processus de transition, et non comme un objectif final du processus d'autovalorisation ; non le mystifier mais le déterminer à l'intérieur de la lutte de classe, dans la spécificité de sa fonction constructive. Donc, en même temps qu'une *fonction tactique fondamentale dans la déstructuration de l'ennemi*, nous voyons le refus du travail comme un contenu de la stratégie communiste. Les deux aspects sont profondément liés. La lutte pour la déstructuration du capital, et en particulier pour la déstructuration/destruction du capital constant dans la forme qu'il assume au cours de la phase la plus récente (de maturité du mode de production capitaliste et de son État), établit des relations particulières avec la permanence de la richesse sous sa forme capitaliste. Le processus de séparation de classe s'élève contre la dure constance du capital – contre le *capital constant*. À court terme, cette relation ne peut être éliminée,

seulement dominée. La force d'invention, comme transfiguration de la force de travail dans cette première phase de transition, doit se consacrer à la déstructuration du capital constant. Le refus du travail est son arme première et fondamentale, à laquelle s'ajoute *l'invention* à proprement parler (la détermination qualitative d'un mode de production qui ne soit plus dominé par les catégories du capital). Mais le refus du travail est précisément fondamental car il réinvestit continuellement la lutte de classe *à l'intérieur du problème de la transition*, car au sein de son expérience il porte la complexité de la dialectique « libération/déstructuration ». Nous pouvons aussi l'envisager d'un autre point de vue. Quand la conscience critique de l'économie politique réalise l'actualité du processus prolétarien de refus du travail, elle réagit ou bien en termes utopiques, ou bien en termes purement idéologiques. *L'utopie technologique* est la négation de la concrétude du refus du travail et la tentative d'attribuer les exigences qui émergent de cette concrétude au développement technologique, à l'expansion du capital fixe et à une intensité croissante de la composition organique du capital. *L'idéologie quiétiste* est

la tentative de retourner les termes collectifs de l'expérience du refus du travail en une perspective de libération artisanale – isolant le grand événement collectif et le confinant dans les recoins de la conscience individuelle ou dans les rapports communautaires entre individus. Bref tout cela peut être ignoré. Le refus du travail est en même temps déstructuration du capital et autovalorisation de la classe; le refus du travail n'est pas une invention qui place sa foi dans le développement du capital, ni une invention qui feint la non-existence de la domination du capital. Ce n'est ni une envolée (utopique) de l'imagination, ni une retraite (quiétiste) dans l'isolement de la conscience: il affronte fermement cette relation collective qui seule nous permet d'introduire une logique de séparation (collective) de classe. La libération est impensable sans un processus qui construit la positivité d'un nouveau mode de production collectif sur la négativité de la destruction du mode de production capitaliste. La force exaltante et démonstrative du concept de refus du travail consiste, en termes marxistes, en la double nature des fonctions en question, dans leur complémentarité. Il est clair que dans

le processus de transition le poids assumé tour à tour par chaque fonction sera différent. Mais gare à diviser le noyau fondamental qui les produit ou à fabriquer des homologues entre elles dans leur développement alterné : l'histoire des perversions socialistes du processus révolutionnaire a toujours été fondée sur la glorification d'un moment au détriment de l'autre – et à la fin, les deux finissaient par être détruits, l'utopisme et l'individualisme réapparaissaient, car la pratique collective, le contenu unitaire du processus révolutionnaire, la synthèse d'amour et de haine, le refus du travail dans sa matérialité, tout cela était détruit avec eux.

Le refus du travail comme mesure du processus d'autovalorisation. Le refus du travail est en vérité un étrange concept. Il est la mesure de lui-même, il est la mesure du processus d'autovalorisation dont il est en même temps le contenu. Oui en effet. Sa nature dialectique le lui permet, en raison de l'intensité de la synthèse entre déstructuration et innovation dont il est investi. En premier lieu donc, le progrès du processus d'autovalorisation est mesuré, négativement, par la réduction progressive du temps de travail individuel

et général, soit la quantité de vie prolétarienne vendue au capital. En second lieu, le progrès du processus d'autovalorisation est mesuré positivement par la multiplication du travail socialement utile consacré à la libre reproduction de la société prolétarienne. *Haine du travail et haine de l'exploitation sont les contenus productifs de la force d'invention, qui est le prolongement du refus du travail.* Saisir le refus du travail comme mesure de la méthode de transformation sociale représente pour nous un immense pas en avant. Cela signifie se concentrer sur la *réduction généralisée des heures de travail* et la relier simultanément à un *processus d'innovation révolutionnaire*, théorique et pratique, scientifique et empirique, politique et administratif, subordonné sur ce point à la continuité de la lutte de classe. Cela signifie être capable de *mettre en avant des paramètres matériels pour mesurer les progrès ouvriers en matière de communisme.* Le problème de savoir comment mesurer la force productive n'est en fait pas seulement un problème pour les capitalistes ; d'autre part il n'apparaît pas en tout cas, étant donné la crise prolongée de la loi de la valeur, que le capital soit réellement capable de se mesurer lui-même.

Le commandement n'est pas une mesure mais simplement une efficace, un acte de force. Ni le critère de la hiérarchie salariale ni le système monétaire n'ont désormais d'autre logique que celle du commandement. La force productive du travail social n'est pas tant organisée que subie par le capital, retournée contre lui comme déstructuration. Mesurer la productivité du travail en termes de refus du travail permet une complète démythification du commandement capitaliste sur la productivité ; cela nie la possibilité d'une productivité du travail qui serait exploitation et introduit une mesure qui en même temps déséquilibre le système – *une mesure de l'intensité révolutionnaire croissante du processus d'autovalorisation*. À ce stade, finalement, nous en viendrons à considérer la mesure non comme une fonction de l'exploitation (comme elle l'a toujours été jusqu'ici, et comme les économistes – même ceux de l'école de la valeur – continuent de la penser : fidèles à eux-mêmes), mais plutôt comme une mesure de la liberté. Une mesure adaptée au travail vivant, et non aux résultats de l'exploitation et de la mort du travail gélifiée dans le capital. Une mesure de la quantité de révolution produite, de la qualité de

notre vie et de notre libération. Et cette mesure fournira la base de notre formation continue de la méthode de transformation sociale.

Envisager le refus du travail à la fois comme contenu et comme mesure du processus d'autovalorisation implique, comme nous l'avons dit, une série d'importantes conséquences. Il nous suffit d'en indiquer une qui est fondamentale de par son impact immédiat sur la composition de classe. C'est le *lien* dynamique qui, sur la base de la pratique du refus du travail et ses extensions théorico-pratiques, se noue *entre l'avant-garde ouvrière dans la production directe et l'avant-garde prolétarienne dans la production indirecte*. Même dans les variantes les plus révolutionnaires du marxisme théorique, le lien entre travail productif direct et indirect n'a jamais trouvé sa place ; il n'a jamais été posé à l'intérieur d'une tendance autre que de caractère purement objectif. Le capital élargit, intègre, développe et recompose socialement le travail productif en général : certains se sont risqués à identifier dans ce cadre un mouvement d'unification entre le travail productif direct et indirect. Mais si nous décidons d'adopter le point de vue du refus du travail nous pouvons

alors réinterpréter ces tensions qui dérivent de la logique du capital; nous pouvons identifier, de façon complémentaire et/ou antagoniste, un processus dialectique (et désirable du point de vue de classe) bien plus profond qui parcourt le tissu du travail productif. Le refus du travail est, d'abord et avant tout, le refus du travail le plus aliéné – et partant le plus productif. Ensuite, il est le refus du travail capitaliste en tant que tel – donc de l'exploitation en général. Et troisièmement, il est une tension vers un renouvellement du mode de production, vers une libération de la force d'invention du prolétariat. *Dans l'entrelacs de ces trois motifs, l'intensité dynamique du refus du travail investit l'intégralité du mode de production capitaliste.* Si tout cela est vrai, la permutation sociale que le capital impose et la division qui disparaît lentement entre travail productif direct et indirect devraient être assumées comme un enjeu fondamental pour le refus du travail. Dans le refus du travail vit la reconnaissance de la permutation entre travail productif direct et indirect, car vit aussi une tension destructive (du travail le plus exploité et en même temps de sa reproduction sociale) qui est tout à fait unitaire. Il est dans

l'intérêt des ouvriers d'arracher le voile par lequel le capital recouvre l'unité du travail social, et d'autre part de renforcer et articuler son unité. Le refus du travail, une fois qu'il se présente comme force d'invention, doit se mouvoir dans l'unité de tous les aspects du travail social, qu'il soit directement ou indirectement productif. La méthode de transformation sociale ne peut s'appliquer qu'à cette unité, elle ne peut que la réassumer et la réarticuler de l'intérieur. Le refus du travail, que ce soit en matière de définition ou en matière de perspectives, investit donc la composition de classe donnée, éclairant ses caractéristiques unitaires et insistant sur la réarticulation ouvrière du travail productif dans tous ses aspects.

Nous examinerons les conséquences qui dérivent de la dynamique du refus du travail dans les deux sections suivantes. Il a été important d'insister sur *l'unité du travail social productif en termes de refus du travail*. En fait, dans ce cas, il ne s'agit pas seulement d'une opération scientifique mais aussi et surtout d'une opération politique, car c'est dans cette complexe unité du refus du travail, basée sur la largeur et la densité de cette définition de classe, que tous les fils du programme ouvrier

révolutionnaire jusqu'ici esquissés se réunissent. Cette composition de classe sollicite par conséquent un programme communiste adéquat à sa propre figure sociale, qui affecte efficacement tant le niveau de la production que celui de la reproduction. Sur le terrain de la reproduction, la forme la plus immédiate prise par le refus du travail est celle de *l'appropriation directe de la richesse*, que ce soit au niveau commercial ou au niveau institutionnel. Sur la base de cette composition, le refus du travail agit en attaquant le temps de travail et se propose clairement comme la norme première en lien avec le développement de la force d'invention prolétarienne. En somme cette composition de classe que nous voyons investie par le refus du travail et par la force d'invention commence à représenter le processus d'autovalorisation dans son ensemble, dans son indépendance et sa séparativité. (Permettez-moi de préciser une fois encore que cette séparativité n'est pas une utopie technologique, ni une solitude individuelle, ni une illusion communautaire. Par ailleurs, après les expériences de ces dix dernières années, y a-t-il encore quelqu'un qui puisse douter de l'efficacité et de la complémentarité de

la double action mise en œuvre par le refus du travail – la déstructuration du système du capital et la déstabilisation de son régime ?)

9 Une quatrième parenthèse (sur le parti)

Le parti, son concept, la proposition du parti : *cela fait-il encore sens pour nous de poser ce problème ?* Je suis contraint de formuler la question de manière aussi radicale, car la polémique est elle-même radicale. Beaucoup interprètent le processus d'autovalorisation comme excluant le parti, et maintiennent que l'enjeu de la déstructuration se rapporte très précisément au concept de parti. Tout ce qui est institutionnel est un attribut du pouvoir de l'ennemi. Le prolétariat ne peut exister que comme mouvement, comme projet antagonique. L'histoire des partis socialistes nous hante tel un cauchemar. Il semble qu'il y ait une relation nécessaire entre l'institutionnalisation et le réformisme d'une part, la destruction de l'indépendance du prolétariat, sa trahison, d'autre part. Le parti est du travail mort, il est nécessairement la négation du refus du travail, la tentative de rétablir une métrique laborieuse de l'action

ouvrière. Dans le parti traditionnel, les besoins et les désirs du prolétariat sont subordonnés de façon sadique à l'unité et à la généralité supposée (mais toujours mystifiée) du programme. L'intériorisation de cette nécessité est pur masochisme. La délégation des besoins à la généralité est personnifiée dans le culte du leadership : à travers le formalisme de sa structure, le parti exproprie le prolétariat de sa force d'invention. Le parti, du fait de la nécessité imposée par la généralité de son propre projet, apparaît ou bien comme un agent de médiation impuissant, ou bien comme une avant-garde, sans doute puissante, mais arrogante et prévaricatrice vis-à-vis du mouvement de masse. La structure actuelle de la forme-État est telle que l'émergence institutionnelle du parti permet à l'État de poser une alternative effective (un chantage) entre la destruction des aspects subordonnés et les effets ordonnateurs de l'émergence du parti.

Nul besoin d'être anarchiste pour admettre qu'il y a beaucoup de vrai dans cette série d'accusations – particulièrement à la lumière d'une histoire quasi ininterrompue de trahisons socialistes. Mais cela n'altère pas le fait que dans ma

conscience et ma pratique de révolutionnaire, *je ne sais pas comment évacuer le problème du parti*. Il se peut qu'en réalité le problème se pose en d'autres termes – par exemple, le problème de l'organisation; le problème collectif de l'articulation entre moyens et fins, stratégie et objectifs, participation de masse et action d'avant-garde, organisation et circulation de l'information. Cependant, toute mon existence politique est tissée de ces problèmes. Ces problèmes sont la forme inévitable et nécessaire dans laquelle la volonté subversive émergente trouve une signification. En d'autres termes, je ne nie aucune des contradictions que j'ai listées, mais ne peux accepter que ces contradictions annulent tout simplement le problème. La substance du problème se révèle pour moi, par conséquent, comme contradictoire, mais néanmoins existante. *Le problème du parti aujourd'hui est l'effectivité d'une contradiction réelle*.

Mais en disant cela, je n'ai pas dit grande chose. Je pourrais démontrer que des contradictions similaires existent aussi dans d'autres champs d'expérience. C'est la même contradiction que l'on trouve entre le personnel et le politique, entre l'autovalorisation et la

déstructuration, entre la déstructuration et la déstabilisation. Dans tous ces cas, des degrés relatifs mais déterminés d'activité s'opposent à des degrés relatifs mais déterminés d'extériorisation, d'institutionnalisation, d'aliénation. Bien sûr, dans ces champs, je peux aussi identifier des solutions spécifiques aux contradictions. Alors, *existe-t-il un terrain « spécifique » de la contradiction inhérente à l'expérience « parti » ?* Je ne le crois pas. Je crois que la spécificité de la contradiction « parti » réside dans sa *non-résolvabilité*, et que le parti consiste précisément dans la persistance de la contradiction. Mais pourquoi ?

Afin de considérer le problème en termes généraux, nous avons besoin de distinguer différents niveaux. Sur le premier niveau, je dois envisager le concept de parti en rapport avec une série d'autres champs d'expérience que m'offre la lutte révolutionnaire. Si je réussis à démontrer une fonction spécifique pour le parti dans ces champs, je devrais alors être capable d'envisager en termes plus déterminés le degré de contradiction historique que cette fonction spécifique présente. La caractéristique fondamentale du développement révolutionnaire du prolétariat est le

processus d'autovalorisation prolétarienne. C'est un processus matériel, fondé sur l'appropriation directe de la richesse et du pouvoir, le développement de besoins et de désirs radicaux, et l'accompagnement – toujours plus indépendant et autonome – des transformations de la composition de classe. Sans doute, dans ce cadre, *le parti* n'est pas résoluble : *il n'est pas un élément immédiat du processus d'autovalorisation*. Mais ceci dit, un nouvel ordre de problèmes fait son apparition : le processus d'autovalorisation est l'opposé de la forme-État ; il est – quoiqu'en dehors de tout critère homologique – une faculté de déstructuration et de déstabilisation permanente du pouvoir de l'ennemi. Cela ne décrit toutefois qu'une forme extrêmement générale du rapport. Nous avons vu comment cette forme générale est déterminée du point de vue capitaliste : l'indifférence du commandement capitaliste s'articule dans la restructuration, dans les mécanismes hiérarchiques du revenu politique, dans la fonction de plus en plus terroriste du commandement. Comment cette forme générale est-elle déterminée du point de vue de l'autovalorisation ouvrière ? La réponse ne peut se donner que de

l'intérieur de la logique de la séparation : *le parti est une fonction de la force prolétarienne, conçu comme un garant du processus d'autovalorisation*. Le parti est l'armée qui défend les frontières de l'indépendance prolétarienne. Et il ne doit naturellement pas, il ne peut pas s'immiscer dans la gestion interne de l'autovalorisation. Le parti n'est pas un contre-pouvoir direct, radical, ancré dans la matérialité de l'autovalorisation. Il est une fonction de pouvoir, mais séparée, parfois contradictoire avec le processus d'autovalorisation. Si les plaisanteries étaient permises, je pourrais dire que le parti est un ordre religieux combattant, et non la totalité ecclésiastique du processus. Le parti est une fonction du commandement que le prolétariat exerce contre ses ennemis. Je ne vois pas de contradiction dans le fait qu'à l'intérieur de la dictature du prolétariat, il pourrait y avoir d'autres fonctions pour le parti : en fait, je crois que ces multiples fonctions peuvent exister – mais seulement à partir de la dictature du prolétariat (ainsi qu'à partir, bien sûr, de ce commandement prolétarien qui est unifié au cours du processus révolutionnaire). Le commandement réside dans le contre-pouvoir de masse du prolétariat,

dans l'organisation des processus d'autovalorisation : le parti en est une fonction. *La politique de l'autovalorisation commande le parti.* La force motrice repose sur les masses organisées dans le processus d'autovalorisation, sur le processus constitutif et constitutionnel de l'autovalorisation prolétarienne.

Ceci dit, *il apparaît que la contradiction comme élément spécifique de la définition du parti a été éliminée.* Nous avons désormais une situation clairement délimitée : d'un côté, la force du prolétariat organisée dans le processus d'autovalorisation et de l'autre, sa fonction subordonnée. Mais cela reste une situation abstraite.

La réalité concrète réinstalle l'élément de contradiction dans le parti. Aujourd'hui, le parti existe comme un ensemble de fonctions inextricables – défense et attaque, *contre-pouvoir*. Dans le terme « contre-pouvoir » nous avons la représentation la plus précise de la situation contradictoire que nous expérimentons. Car ce terme, tandis qu'il exalte le processus d'autovalorisation dans son efficacité victorieuse, confond en même temps toutes ses fonctions dans le caractère transitoire et précaire du processus. Pour cette

raison, le militant d'aujourd'hui est une figure double – enraciné d'une part dans la pratique de l'autovalorisation et lié, d'autre part, aux fonctions de l'offensive. De cette situation émerge une superposition (parfois tragique) de niveaux, l'explosion de violentes contradictions. Cependant cette contradiction est vitale et c'est seulement en la suivant jusqu'au bout avec soin, avec toute la clarté dont nous sommes capables, que nous pourrons la résoudre. En suivant cette contradiction avec clarté, nous pouvons imposer, à travers la critique et l'autocritique, les déterminations distinctes qui marquent d'une part l'émergence du pouvoir d'autovalorisation du prolétariat et d'autre part ses fonctions « de type parti ».

Tout cela est inscrit dans la matérialité du processus révolutionnaire. Il n'y a pas un seul de ses aspects qui ne révèle la double nature des fonctions en question. (Mais notez bien: de tout ce qui a été dit jusqu'ici, il doit être clair que lorsque nous faisons référence à la « dualité des fonctions » nécessaires, nous voulons dire, en termes absolus et inaliénables, que *l'autogouvernement des masses*, dans l'autovalorisation, *doit prévaloir* sur toute autre fonction subordonnée,

aussi importante soit-elle). Par rapport à la détermination de la composition de classe, nous nous trouvons en fait à l'intérieur de la division entre travail directement productif et travail indirectement productif: n'était l'insistance du pouvoir capitaliste sur cette division, y aurait-il eu besoin d'une fonction spéciale (de parti) pour soutenir les processus de recomposition? Mais d'autre part, est-il possible de nier la contradiction relative de cette fonction, au regard des processus d'autovalorisation dans leur immédiateté? Ceux qui s'emplissent la bouche – et le cœur – des mythes du passé appellent cette fonction «centrale». Nous savons qu'elle est «transitoire», et acceptons avec une détermination matérialiste cette contradiction, de même que nous acceptons de vivre cette contradiction dans le processus révolutionnaire. Nous savons que cette contradiction est complexe. Nous la vaincrons, sans doute. Nous la dépasserons, et il n'y en aura pas pour très longtemps. Désormais, ce problème revêt à vrai dire un intérêt central pour les révolutionnaires, et sa solution matérielle réside dans la composition de classe. Concevoir le processus révolutionnaire comme empli de cette contradiction nous permet

d'entrevoir une solution qui, même en termes extrêmement déterminés, est imminente – *une proposition pour la constitution de la dictature du prolétariat*. Nous y reviendrons plus loin.

Approfondissons pour l'instant notre perception de cette contradiction nécessaire. Elle se révèle lorsque nous analysons les processus de recomposition prolétarienne. Elle se révèle avec plus de force encore lorsque nous pénétrons plus avant dans la question du programme. Prenons le lien entre la recomposition prolétarienne et l'attaque sur le terrain de la dépense publique, brisant sur le terrain social la pratique du salaire comme revenu différentiel que le capital impose – comment ce passage est-il pensable, comment est-il possible, sinon à travers une *pratique d'anticipation offensive du capital, d'échéances générales*, et par conséquent de défense des niveaux de *contre-pouvoir* conquis? Même ici nous notons un écart entre les fonctions politiques du prolétariat, qui peut facilement devenir une contradiction. Mais c'est une contradiction nécessaire – comme celle posée entre le besoin d'une réduction drastique de la journée de travail et l'obligation pour tous de travailler; comme celle qui émerge entre

la mesure de la transformation sociale et la libération de la force d'invention du prolétariat ; comme celle entre un long et constant processus de déstructuration de l'ennemi, et l'action qui déstabilise son initiative. *Une contradiction que nous devons vivre et contrôler à l'intérieur du développement général du processus d'autovalorisation prolétarienne.*

En outre, nous ne pouvons imaginer que la conquête du pouvoir, l'installation du pouvoir prolétarien, va résoudre d'un coup toutes ces contradictions. Tous les premiers décrets doivent viser à rendre irréversible la conquête du pouvoir, mais en même temps, à l'unisson, ils doivent viser à *détruire la réalité du pouvoir en tant que revers de la forme-État capitaliste*. En d'autres termes, le renverser véritablement – non pas nominalelement, mais substantiellement. En d'autres termes encore, *le pouvoir doit être dissous dans un réseau de pouvoirs, et l'indépendance de la classe doit être construite par l'autonomie de mouvements révolutionnaires singuliers*. Seul un réseau diffus de pouvoirs peut organiser la démocratie révolutionnaire ; seul un réseau diffus de pouvoirs peut permettre l'ouverture d'une dialectique de

recomposition qui réduit le parti à une armée révolutionnaire, à un inébranlable exécutant de la volonté prolétarienne.

Le processus révolutionnaire de l'autovalorisation possède une qualité principale, méthodiquement affirmée : il ne s'étend pas abstraitement mais ramène à soi, concrètement, toute la diversité de contenus et de fonctions du prolétariat. Nous ne pouvons envisager la société communiste autrement que comme une société qui détruira toutes les séparations de fonction et de contenu, toute projection transcendantale du processus de sa propre unité, et qui s'éprouve donc comme entièrement compacte à l'intérieur de ce processus. Cette unité est une production de moments de pouvoir qui sont pluralistes (si ce mot n'est pas définitivement souillé par son usage social-démocrate) ; c'est le commandement prolétarien sur la synthèse des contenus autonomes et des différentes fonctions du mouvement. C'est un corps d'animal vivant au sein duquel les différents contenus et fonctions sont unifiés. Aussi, réapproprions-nous cette image, si digne de la classe ouvrière ; arrachons-la à l'iconographie de l'État bourgeois – car ce sont les termes dans

lesquels les théoriciens de l'État bourgeois se sont toujours exprimés pour déstructurer le prolétariat (quand ils en avaient encore la force).

Un animal vivant, féroce avec ses ennemis, sauvage dans la protection de soi-même et de ses passions – c'est ainsi que nous prévoyons la constitution de la dictature communiste. L'ordre des fonctions et des contenus ne peut être établi que sur la base de la vitalité de la bête prolétarienne, sur l'unité de sa diversité. Mais aujourd'hui nous sommes toujours à l'intérieur d'une contradiction ouverte, et nous ne devons jamais l'oublier, en particulier lorsque la question se repose au niveau personnel, sur le terrain de la pure subjectivité. Ici les contradictions se révèlent avec une tension que seule peut résoudre la participation immédiate au processus d'autovalorisation. Ce n'est pas au parti de rencontrer ou de se confronter avec le subjectif, avec le personnel : c'est au mouvement dans sa plus intense acception. À ce stade je dois m'inclure moi-même dans la contradiction. Dire que vivre cette contradiction entraîne beaucoup de souffrances revient seulement à dire la vérité. Bien – mais est-ce supportable ? Oui, si tu mets l'autonomie du mouvement

prolétarien au-dessus (et à l'occasion contre) le parti. Oui, si à chaque fois tu as la force d'identifier le processus d'autovalorisation prolétarienne dans son intensité et sa profondeur toujours victorieuse. Comme l'écrivait Rimbaud en mai 1871:

Quand tes pieds ont dansé si fort dans les
colères / Paris! Quand tu reçus tant de
coups de couteau, / Quand tu gis, retenant
dans tes prunelles claires / Un peu de la
bonté du fauve renouveau.

Voilà le chemin qui nous permet de maîtriser la contradiction et ses coups de couteau: il réside entièrement dans notre adhésion à cette expérience de renouvellement sauvage. Cela est la fondation prolétarienne qui transforme la contradiction en base pour un saut en avant, qui transforme l'*organisation* en arme puissante, construite par notre force collective, consciente en même temps de son caractère instrumental et de son rôle fondamental.

10 ...et les prolétaires montent à l'assaut du ciel

S'il est vrai que jusqu'ici toutes les révolutions n'ont fait que perfectionner la machine d'État, cela ne veut pas dire que le même destin attend nécessairement les actions de la classe ouvrière à l'avenir. S'il est vrai que la puissance déstructurante de la classe prolétarienne pèse déjà lourdement sur la machine d'État, il s'ensuit que ce perfectionnement de la machine d'État s'oriente peu à peu vers un point d'absurdité. Mais ce n'est pas qu'un diagnostic générique. La tendance se développe dans une actualité qui montre des *signes solides de crise capitaliste*. Crise définitive ? La question est purement rhétorique. Toute notre position, en vérité, est que si crise il y a, c'est seulement une crise du rapport et de la forme de la domination capitaliste. Nous laissons au déterminisme historique et à l'idéologie socialiste les prévisions fondées sur l'objectivité, sur la détermination nécessaire des contradictions objectives. Ici, la crise est une crise de la relation, mais avant tout une crise dans la relation. Elle sera définitive quand la subjectivité ouvrière l'aura définie comme telle. La crise est un risque, un

pari de la classe ouvrière et du prolétariat. *Le communisme n'est pas inévitable*. C'est pour cette raison que nous sommes si optimistes aujourd'hui : la contradiction entre la forme-État et le processus d'autovalorisation prolétarienne nous montre, quantitativement et qualitativement, un schisme dans le rapport du capital qui est antagoniste. La contradiction est irréversible. Elle est cumulative. Elle est générale. Le capital court le risque de s'habituer à son propre état de crise. Avec beaucoup de mauvaise conscience, il la considère comme l'un de ses modes d'existence. La classe ouvrière ne voit pas les choses ainsi. Le renversement direct et immédiat des passages de restructuration en opportunités de lutte montre que la classe ouvrière tend à imposer une simultanéité politique entre le cycle des luttes ouvrières et le cycle du capital – et parfois même à anticiper le cycle du capital. Cette « simultanéité » est très différente de celle que le capital et sa science aimeraient voir. La crise, en réalité, s'établit sur *l'échec du cycle capitaliste à anticiper celui des luttes ouvrières*. L'intelligence ouvrière du cycle précède et détruit la planification capitaliste ; elle déstructure la forme-État du capital et son système. C'est

la crise capitaliste telle que Marx l'a définie. C'est une crise marxienne dans les termes les plus orthodoxes : au sens où la conscience et la réalité d'un mode de production alternatif sont prévues par Marx comme arrivant ensemble, exprimées à travers les forces productives – processus dans lequel la subjectivité est la clé. L'opportunité de saisir cette potentialité antagoniste du processus ne pouvait se présenter qu'à la classe ouvrière contemporaine : opportunité construite à partir de l'intersection entre les luttes et le développement liminaire du capital.

Le capital répond à cette présence de la crise en augmentant la rigidité de ses propres mouvements. La pure indifférence du commandement se transforme en férocité, s'organise dans le chantage de la destruction nucléaire.

Nous voilà donc à la veille de l'assaut au ciel. D'un côté, un pouvoir ouvrier conscient qu'il est sorti de la préhistoire ; qu'il s'est réapproprié les mécanismes de sa propre reproduction : qu'il a conquis autonomie et indépendance vis-à-vis de la valorisation ; qu'il a déterminé une très profonde crise du capital. De l'autre, un capital qui, au moment même où il reconnaît cette tendance,

rigidifie ses propres formes d'expression, tragiquement, qu'il s'agisse de la forme politique dans laquelle il se manifeste ou du mode de production qu'il organise.

Marx disait qu'entre deux droits égaux, c'est la violence qui tranche. Et en effet, à mesure que la crise s'enracine, *la violence prend une valeur fondamentale*. D'une part c'est la contrepartie étatique de l'indifférence et de la rigidité du commandement. D'autre part c'est une projection ardente du processus d'autovalorisation ouvrière. On ne peut rien imaginer de plus complètement déterminé, de plus chargé de contenu, que la violence ouvrière. Le matérialisme historique définit la nécessité de la violence dans l'histoire : pour notre part, nous l'emplissons de la qualité quotidienne qui émerge de la lutte de classe. Nous considérons la violence comme une fonction légitimée par l'escalade du rapport de force à l'intérieur de la crise et par la richesse des contenus de l'autovalorisation prolétarienne.

Dans la tradition socialiste, la violence et l'usage de la violence sont des attributs du parti. Le parti socialiste est l'institutionnalisation de la violence. Mais nous sommes contre cette image

du parti et contre les différentes tentatives de le ressusciter aujourd'hui, qu'elles soient déclarées, conscientes ou implicites. C'est le monopole du parti sur la violence, le fait qu'il soit l'inverse plutôt que l'antithèse déterminée de la forme-État, qui a produit la possibilité fonctionnelle d'une répression de la violence prolétarienne – le Goulag est né ici. Nous sommes opposés à la conception de la violence que ce type de parti a construite pour lui-même. Pour nous, *la violence* se présente toujours *comme synthèse* de forme et de contenu. Avant tout, comme une expression du contre-pouvoir prolétarien, comme une manifestation du processus d'autovalorisation; puis, dirigée vers l'extérieur, comme une force déstructurante et déstabilisatrice. Donc à la fois *force productive* et *force anti-institutionnelle*. Il est par conséquent clair que la violence prolétarienne n'a pas besoin de s'exhiber de manière exemplaire, ni de se choisir des objectifs exemplaires. Mais ce n'est pas tout. Dans la tension que diffuse la composition de classe vers la transition au communisme et la dictature du prolétariat, la violence se présente non seulement comme centrale, mais de plus en plus comme une synthèse de forme et de

contenu: une forme qui est exclusive, qui exclut l'ennemi, et un contenu rationnel qui est mesuré et défini par le refus du travail. La violence est le *fil rationnel* qui relie la valorisation prolétarienne à la déstructuration du système, et celle-ci à la déstabilisation du régime. La violence est le projet révolutionnaire au point où il devient efficace car la désirabilité du contenu s'est changée en programme, et le programme tend vers la dictature du prolétariat.

Assez de l'hypocrisie bourgeoise et réformiste contre la violence! Même les enfants savent que le système capitaliste est fondé sur la violence, et que cette violence n'est pas pure par rapport à celle du prolétariat. *Ce n'est donc pas par hasard que les excommunications bourgeoises et réformistes de la violence se fondent sur la crainte d'une violence encore plus grande en retour.* Tandis que le credo des marxistes à ce sujet est précisément le dépassement de la violence de l'histoire, par la seule façon qui soit donnée aux hommes et aux classes: en la reconnaissant. En reconnaissant la violence et en la dominant dans le tissu des rapports sociaux; en la rapportant à son vrai contenu, au mode de production collectif, non

seulement dans la phase et la méthode de transformation sociale mais aussi et surtout dans la phase de dictature communiste ; en la rendant immanente. Mais l'hypocrisie ne paie pas. Nous parlons donc avec clarté de notre violence prolétarienne comme d'un *ingrédient central et nécessaire du programme communiste*.

Parlons avec clarté, car si l'exercice de la violence par le prolétariat est l'efficace de l'autovalorisation prolétarienne, nous devons produire et reproduire l'effort de la légitimer. Pour la bourgeoisie, la légitimation de la violence signifie la construction de systèmes ordonnés, juridiques, économiques ou administratifs. Chaque ordre social bourgeois est une légitimation assurée de la violence. Le développement capitaliste était la source rationnelle de la légitimation de la violence dans ces systèmes ordonnés. Avec l'entrée en crise de la loi de la valeur, la violence capitaliste et les systèmes ordonnés qui lui permettent de fonctionner se trouvent ne plus avoir de sphère d'exercice et de crédibilité. La violence n'est plus médiée, n'est plus rationnellement légitimée : les systèmes déstructurés se survivent comme pure violence. C'est nous, la classe

ouvrière et le prolétariat, qui avons produit cette absurdité déstructurée du pouvoir! D'autre part, en agissant pour la déstructuration de l'ennemi, l'autovalorisation se développe, dans l'absence de toute homologie, même restreinte, avec son adversaire, dans la découverte de la *rationalité du développement du travail vivant* contre la mortification du capital, et dans la révélation de la richesse des possibilités et des qualités de la vie collective. Cette rationalité du travail vivant, cette intention qualitative, fondent le collectif et sa pratique; par conséquent c'est *cette rationalité des besoins fondamentaux qui détermine la légitimité de notre violence*. Une violence qui n'est pas capable d'homologie avec la violence capitaliste, car la rationalité qui la gouverne est autre, prolétarienne, absolument différente. (Cependant, en disant cela, nous devrions une fois de plus éviter d'obscurcir la détermination prolétarienne d'une nouvelle rationalité en effaçant ses caractéristiques fonctionnelles et en plongeant dans un nouvel irrationalisme, ou – et c'est le pendant de l'erreur précédente – en niant la spécificité de la fonction de la violence.) Une violence contraire à la violence capitaliste, vouée à la destruction

du système et du régime du capital, basée sur l'autovalorisation de classe – qui n'est pas *égale* en intensité, *mais plus forte*, plus efficace que la violence capitaliste. Ceci est une condition essentielle si nous voulons vaincre. Une condition évidente. La totalité du processus d'autovalorisation détermine (et réside dans) cette violence, à la fois dans son aspect qualitativement différent et dans son intensité quantitativement supérieure. Nous ne parlons donc pas d'opposer la terreur à la terreur, et ceux qui s'amusent à dépeindre le prolétariat intéressé à la construction de sa propre bombe atomique de poche ne sont que des provocateurs. Nous parlons plutôt d'opposer à la terreur une opération de sabotage et de réappropriation de savoir et de pouvoir sur tout le circuit de la reproduction sociale, de manière à rendre suicidaire le recours capitaliste à la terreur.

Mais comment éviter que la violence ne réapparaisse dans la dictature communiste comme attribut d'épisodes de trahison et de restauration ? Précisément en lui niant une existence séparée. *La violence est un élément de la rationalité des processus d'autovalorisation.* Rien d'autre. Le parti, avec les fonctions de violence d'avant-garde qui

doivent lui être attribuées, et la contradiction que cette urgence provoque – tout cela doit être subordonné, *non pas dialectiquement, mais violemment*, au pouvoir ouvrier et prolétaire, à l'organisation directe des processus d'autovalorisation. Dans l'histoire des révolutions prolétariennes, chaque fois que la gestion du pouvoir par le parti prévaut sur les pouvoirs de l'organisation prolétarienne – à ce moment, la révolution est finie. C'est arrivé en Union Soviétique, c'est arrivé en Chine. Chez nous, cela n'arrivera pas. Car l'histoire du processus révolutionnaire nous révèle déjà une composition de classe qui, lorsqu'elle fait face à quelque fonction séparée que ce soit, assume de plus en plus un pouvoir de critique et de destruction. Ultimement, seul le processus d'autovalorisation ouvrière peut exercer la logique de la séparation – et pour autant qu'il exerce cette logique, il devient la source exclusive du pouvoir prolétarien.

De ce point de vue, nous pouvons – et nous devons – *entamer la discussion sur la constitution de la dictature communiste*. Il est temps que nous arrêtons d'énoncer des programmes fumeux. Ce n'est certes pas sur le terrain du programme que le projet va rencontrer ses plus grandes difficultés.

D'autre part, sur le terrain du programme, nous avons quelques puissantes idées-forces, telles que la pratique du refus du travail, et sa projection en termes rationnels comme loi et mesure de la transition; ou encore telles que le développement d'hypothèses novatrices, etc. La tâche du prolétariat est de déployer ces propositions directement à travers la lutte. Et c'est plutôt sur le terrain structurel, constitutionnel, que nous allons maintenant devoir concentrer nos plus grands efforts. Comme toujours, naturellement, sur le terrain du mouvement de masse, en confrontant la pratique et les institutions de la lutte avec le projet global. Pour commencer: beaucoup de découvertes – nous allons le voir rapidement – ont déjà été faites. Pourquoi n'ont-elles pas été théorisées? Souvent, de ce que la pratique a été trop transitoire et l'expérience trop précaire. Mais dans les luttes des premières années de ce siècle, quand sont nés les soviets, cette expérience de gouvernement ouvrier n'était-elle pas aussi quelque chose de précaire et de transitoire? La véritable raison pour laquelle nous n'avons pas entamé une tentative de masse pour intensifier le débat sur la constitution de la dictature communiste est que

cela a été empêché par la répétition des vieilles incantations dogmatiques ou par la force idéologique du révisionnisme. Les unes et l'autre ruinaient la crédibilité du projet en développement sur le terrain du communisme. Assez, il est temps de commencer. La richesse de notre imagination révolutionnaire doit être mise à l'épreuve du débat de masse, de la vérification pratique au sein des masses. Les réponses se trouvent dans l'indépendance de la lutte prolétarienne.

Cela aussi est une échéance pour l'assaut du ciel. Une échéance fondamentale. Laissons-les nous accuser de « rationalisme » – ceux qui ont si longtemps maudit notre irrationalisme ! Ou vice versa – en quoi cela nous importe-t-il ? Ce qui importe est autre chose. Ce qui importe est d'être à l'intérieur de cette joie qu'est la lutte indépendante du prolétariat, de découvrir la densité du projet. Ce qui importe est le fondement rationnel, désirable, qui réunit notre expérience théorique et pratique.

Domination et sabotage. Le *sabotage* est par conséquent *la clé fondamentale de rationalité* que nous possédons à ce stade de la composition de classe. C'est une clé qui nous permet de dévoiler

les processus à travers lesquels la crise de la loi de la valeur en est graduellement venue à investir l'entière structure du pouvoir capitaliste, la dépouillant de toute rationalité interne et la contraignant à être un efficace spectacle de domination et de destruction. Une clé qui permet d'autre part d'identifier la capacité de la lutte prolétarienne à conquérir son indépendance (selon les rythmes mêmes de la déstructuration capitaliste, mais non de manière homologique), à progresser dans le processus de sa propre autovalorisation et à transformer le refus du travail en mesure du processus de libération. La forme de la domination capitaliste se désintègre sous nos yeux. La machine du pouvoir se décompose. *Le sabotage poursuit l'irrationalité du capital et dicte les formes et les rythmes de sa désorganisation à venir.* Le monde capitaliste se révèle pour ce qu'il est : un filet jeté pour bloquer le sabotage ouvrier, après avoir été une machine à extraire de la survaleur. Mais c'est un filet déjà trop ébréché. *Le rapport de force a été renversé :* la classe ouvrière, son sabotage, est la force la plus haute – mais surtout, la seule source de rationalité et de valeur. À partir de maintenant il est impossible, même en théorie, d'oublier ce paradoxe

produit par les luttes : plus la forme de domination se perfectionne, plus elle devient vide ; plus le refus ouvrier s'accroît, plus il est empli de rationalité et de valeur. Force, violence, pouvoir : ils ne peuvent se mesurer que contre cette loi. Et c'est sur cette loi, sur la série de corollaires qui en dérivent, que l'organisation, le programme, les prévisions des communistes doivent se fonder. Notre sabotage organise l'assaut prolétarien du ciel. Et à la fin ce maudit ciel n'existera plus !

Entretien avec Antonio Negri

[Collectif de traduction] Paru en janvier 1978 chez Feltrinelli, *Domination et sabotage* se présente comme un texte profondément lié au contexte historique au sein duquel il a été écrit, caractérisé par une situation de fort conflit social donnant lieu à des expériences d'organisation autonome dans plusieurs secteurs du prolétariat italien. Le mouvement de 1977 avait en effet marqué – notamment dans les métropoles du Nord du pays – un tournant clé dans le cycle de lutte de classes qui a traversé l'Italie au cours des années 1960 et 1970, accentuant la radicalité de l'affrontement et transformant ses formes. Pourrais-tu décrire la situation dans laquelle ce pamphlet a été rédigé ? On pense en particulier au cas de Milan, où tu militais dans la rédaction du journal *Rosso* (le « journal dans le mouvement »), point de référence de plusieurs groupes autonomes.

[Antonio Negri] *Domination et sabotage* a été écrit en Suisse où je m'étais réfugié suite à un mandat d'arrêt du procureur de Bologne pour

« les faits de mars 1977 ». Les camarades de *Rosso* (revue dont je participais à la rédaction) avaient été très actifs à Bologne lors de ces journées de révolte printanières et la police ainsi que la magistrature n'avaient rien trouvé de plus intelligent pour réagir et réprimer que d'accuser d'association subversive un des membres de la rédaction du journal. Mais parlons de choses plus sérieuses : *Domination et sabotage* est un texte sans doute lié, davantage qu'aux « faits de Bologne », à la situation des luttes à Milan, où je vivais depuis une décennie et faisais partie de *Rosso*, l'organe de l'autonomie milanaise, diffusé dans tout le pays. Donc, en 1977, « les faits de Bologne » (l'insurrection et l'occupation de la cité universitaire suite au meurtre d'un étudiant par les carabinieri) et de Rome (la vigoureuse expulsion par les autonomes des syndicats du « compromis historique » à l'Université La Sapienza) avaient été anticipés par le mouvement milanais, au fil des années précédentes. À travers les occupations des maisons, des lieux de rencontre et de l'université, à travers les appropriations prolétariennes dans les supermarchés et les loisirs de masse (cinéma, concerts...), à travers la conquête et la défense

de zones métropolitaines libérées, ainsi que les fêtes prolétaires qui s'en suivaient, s'exprimait l'autonomie, qui avait ainsi inauguré et consolidé durant ces années de nouvelles formes de vie du prolétariat métropolitain. Tout cela s'ajoutait aux grèves ouvrières et à leur défense dans les usines et les quartiers. Il existait une continuité entre l'usine et le territoire qui avait été produite et expérimentée dès 1968, dans la ville et les banlieues milanaïses – avant tout par l'initiative des organisations de base des ouvriers dans les usines, puis petit à petit par l'initiative d'un sujet métropolitain multiple (toujours ouvrier, mais aussi étudiant, jeune, féminin, immigré...) organisé sur le territoire. *Domination et sabotage* fait parler ce sujet qui, dans les luttes et l'organisation, cherche sa propre « autovalorisation » qu'il veut consolider dans l'usine et la métropole. « Autovalorisation » signifie que ce sujet, s'il est ouvrier, veut augmenter son salaire et moins travailler ; s'il est étudiant, veut organiser de manière critique ses propres études, être payé pour cette formation et ne pas subir de contrôles disciplinaires ; « autovalorisation » signifie enfin, pour ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, rendre possible à

chacun d'être maître de sa propre vie et d'exercer un « contre-pouvoir » face aux patrons, aux politiciens, aux prêtres et aux policiers, en organisant la construction de formes de vie communes. C'est contre cette multitude que se déchaîne une répression étatique dont le niveau augmente entre 1968 et 1977. Il faut donc se défendre. Une défense à la hauteur de la force que l'on est capable d'exprimer à l'intérieur des rapports de productions dans les usines et dans les quartiers. « Sabotage » est l'expression de l'autovalorisation de la multitude ouvrière et métropolitaine face à la répression de plus en plus pesante qu'elle subit – et correspond aux niveaux élevés de conscience et d'organisation du prolétariat milanais durant ces années. Ne confondez donc pas le mot sabotage avec une incitation luddiste, de résistance morale ou individuelle. Sabotage, dans le langage opéraïste, est la résistance collective, multitudinaire, contre le commandement capitaliste sur la production, sur l'organisation du travail. Le sabotage individuel peut parfois être un symptôme; le sabotage collectif est une action révolutionnaire. Ce que cherche le sabotage est l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis du

capital et, à l'intérieur de cette séparation, l'unité prolétarienne du divers, l'intersection entre ouvrier d'usine et travailleur social. Ces concepts étaient développés, parallèlement à *Domination et sabotage*, par les autres opéraïstes, par exemple Ferruccio Gambino et Mariarosa Dalla Costa, qui établiront alors une intersection entre luttes ouvrières, luttes raciales et luttes féministes.

Dans ce texte tu insistes sur l'analyse de la situation globale du capitalisme italien et international en intervenant de manière polémique contre toute forme de « réformisme » et de « compromis politique » entre les forces sociales, tout en ouvrant une discussion avec les différents courants de la galaxie des collectifs révolutionnaires de l'époque. La vague répressive qui a frappé les autonomes italiens – en particulier les arrestations du 7 avril 1979 – est bien sûr directement liée à cette phase de radicalisation de la lutte. Pourrais-tu rapidement reconstruire ces débats stratégiques ?

Au beau milieu de 1977, face à la contre-attaque capitaliste, il était nécessaire de construire une forme d'organisation plus élevée, non

seulement plus étendue, non seulement unifiée, mais rénovée et traversée par un diagramme programmatique et une capacité de décision. *Domination et sabotage* est un texte, parmi d'autres, qui servait à préparer la plateforme de discussion pour l'assemblée générale de l'autonomie ouvrière convoquée à Bologne en septembre 1977. L'essai est en fait daté du 3 septembre. Je n'ai pu être présent à cette assemblée, car en fuite, mais mon texte y était. Quelle était la ligne qui y était défendue ? Qu'il fallait, à partir de l'assemblée de septembre, faire émerger une nouvelle plateforme politique et un véritable saut organisationnel. Dans ce but, le problème à résoudre pour *Domination et sabotage* était de construire un nouveau rapport entre l'action (politique) de « déstabilisation » et l'action (de classe) de « déstructuration » du pouvoir capitaliste. Par « déstabilisation » il faut entendre l'action constante que le mouvement produit, sur le terrain social et politique, de « délégitimation » et de blocage de l'exercice du pouvoir politique de l'ennemi. Par « déstructuration » il faut entendre l'action de classe dans l'attaque au capital constant, à sa valorisation, que ce soit dans l'usine ou dans les processus de

circulation sociale de la valeur. Le débat stratégique se déroulait alors entre ceux qui considéraient comme fondamentale et exclusive l'attaque contre les figures politiques du capital (ce qui a été appelé « l'attaque au cœur de l'État ») et ceux qui retenaient que, dans la durée, l'organisation révolutionnaire devrait articuler les luttes aussi bien sur le terrain de l'organisation du travail en usine que sur celui de la lutte politique dans le social. Il s'agissait donc, pour *Domination et sabotage*, de proposer la lutte contre les pouvoirs de l'État, en reconnaissant cela dit comme stratégique le terrain de la lutte contre le capital fixe, c'est-à-dire le terrain spécifique du sabotage (pour autant que « sabotage » signifiait, comme nous l'avons déjà dit, l'action subversive sur le rapport entre capital fixe et capital variable, entre capitalistes et classe ouvrière, à l'usine et dans la société). Comme on le voit, le débat touchait des points déterminants de la lutte de classe qui se conduisait alors. Au congrès de Bologne aucun des deux points de vue ne s'est affirmé, mais la composante autonome, absolument majoritaire dans le mouvement, n'a pas su donner d'indications précises au cours de cette phase caractérisée par une répression féroce

du mouvement menée par le gouvernement du « compromis historique » (DC et PC). Ainsi a-t-on laissé de l'espace au développement de la ligne des « Brigades Rouges » qui, haussant le tir contre le « cœur de l'État », ont pris la responsabilité d'une accélération révolutionnaire immature, décidée contre la majorité des militants, et dont elles ont fait payer le prix par l'ensemble du mouvement. Il a donc fallu, dans les années 1980, 60 000 arrestations, 30 000 condamnations, et des milliers d'années de prison pour écraser le mouvement. Mais seules dix années ont suffi pour démontrer combien fut importante et profonde son incidence sociale car celui-ci se recompose déjà au début des années 1990, produisant ce qui deviendra ensuite « le mouvement de Gênes » en 2001. Un ultime conseil de lecture en ce qui concerne ces années : il ne faut pas se laisser captiver par les aspects carnavalesques de cette période. Avec ces remarques, nous n'avons pas oublié l'expérience bakhtinienne de fête révolutionnaire qui accompagnait l'année 1977. Cette expression festive dans les luttes sociales des étudiants et des ouvriers ne manquait dans aucun des groupes et des forces qui vivaient cette

période de lutte à Milan, à Bologne ou à Rome. « L'imagination au pouvoir » ne déterminait pas cependant une ligne politique, elle les traversait toutes. Il est naïf de penser que les camarades qui choisissaient la lutte armée étaient sombres et tristes tandis que ceux qui ne la choisissaient pas étaient joyeux et fantasques. Ce qui les divisait était le choix qu'ils faisaient et non l'esprit qui avait traversé l'année 1977.

En lisant le livre, on trouve une série d'intuitions qui venaient d'être élaborées au cours des années 1970 et qui seront encore retravaillées dans la suite de ta trajectoire, notamment dans *Marx au-delà de Marx* et dans *l'Anomalie sauvage*. On pense à la définition du marxisme comme « logique de la séparation », aux notions de « force d'invention », d'« autovalorisation prolétarienne » et à la figure de l'« ouvrier social ». Que signifiait introduire ces concepts à l'intérieur du débat marxiste de l'époque ?

Il s'agit de notions qui ont été construites au cours des années 1970 à travers des lectures et des discussions politiques communistes qui avaient lieu dans le milieu de l'autonomie ouvrière. La

référence à Marx était encore centrale à cette période, particulièrement les *Grundrisse*, alors traduits en italien. Le développement de ces concepts apparaît au grand jour lorsque l'on considère l'ensemble de mes travaux des années 1970 et notamment les brochures qui, comme *Domination et sabotage*, font partie du volume *I Libri del rogo*. Ce sont des brochures qui, après le 7 avril 1979 – date de la grande répression –, furent brûlées par leur propre éditeur. C'est honteux ! Pour revenir aux concepts : ceux-ci sont toujours développés – comme par exemple « déstabilisation » de l'ordre politique et « déstructuration » de l'organisation capitaliste du travail – avant tout au contact de la réalité, à travers la méthode opéràiste de l'enquête ouvrière. La « logique de la séparation » est la formule qui s'oppose à la résolution de la dialectique hégélienne (*Aufhebung*) du négatif – pour les opéràistes aussi, avant les féministes, il fut nécessaire de « cracher sur Hegel » pour se débarrasser de ce sentiment d'indifférence et des pratiques de médiation que la dialectique hégélienne produisait dans l'étude des relations de classes, patriarcales ou raciales. La « force d'invention » est le premier nom donné à cette forme de « travail vivant »

qui deviendra ensuite le « travail immatériel », « travail cognitif », etc. Bien avant qu'émergent les théories du « capital humain » et du « capitalisme cognitif », le concept de « force d'invention » s'aiguissait avec comme référence, bien sûr, la lecture du « Fragment sur les machines » des *Grundrisse*, mais surtout à partir des enquêtes et de la co-recherche sur le « travail technique » (en tant que travail séparé de celui de l'ouvrier). Déjà dans les recherches du début des années 1960 et en particulier dans le travail d'Alquati, ce concept avait été élaboré – il est repris aujourd'hui sous le nom de « force d'invention ». De « l'autovalorisation prolétarienne » nous avons déjà parlé. C'est le concept qui sert à « donner corps » à la lutte ouvrière, à la consolidation de sa consistance ontologique dans le rapport antagoniste avec le capital. Sa formule pourrait être résumée ainsi : « + d'autovalorisation – de force structurante du capital » (ce qui se traduit directement dans le langage ouvrier par « + de salaire – de pouvoir au capital », « + de welfare – de domination capitaliste sur la société »), en somme « + d'autovalorisation – de capital ». C'était la loi de la lutte de classes, la formule du « refus du travail ». Ces

formules peuvent toutefois, prises de manière abstraite (comme le font souvent les anarchistes quand ils nient toute valeur à la lutte de classes et qu'ils affirment que seules importent les luttes « destituant »), être qualifiées de relations réformistes, tissées à l'intérieur d'une continuité théorique qui prévoit un équilibre entre le + et le -. Mais elles sont au contraire (selon la ligne du marxisme révolutionnaire) la clé *non* dialectique d'une relation constructive, constituante, entre théorie et pratique révolutionnaire – c'est-à-dire précisément l'expression du refus du travail qu'on ne peut concevoir que *dans* et *contre* le développement du capital. Vous me demandez ce que signifie introduire ces concepts à l'intérieur du débat marxiste de l'époque – la réponse : peu ou rien. Certainement rien pour les arriérés de la philologie marxiste. Ce sont plutôt les philosophes-militants qui y étaient sensibles – Althusser par exemple ou, plus tard, Braverman et Harvey. Mais même quand ils se connaissaient, s'ils n'étaient pas dans les luttes, ils ne pouvaient se comprendre. Les *concepts* précédemment mentionnés étaient aussi des *affects*, des pratiques collectives, produits de la co-recherche.

Tout en connaissant les grandes différences économiques, politiques et culturelles qui nous séparent de cette période, que faudrait-il à ton avis retenir aujourd'hui de la contribution théorique et politique de *Domination et sabotage*? Est-ce que les réflexions sur l'expérimentation de nouveaux modèles d'organisation politique autonome pourraient être reprises dans la situation actuelle? À la lumière du centenaire de la révolution d'Octobre, on pense en particulier à l'héritage de Lénine et à la proposition implicite de rejouer «Lénine au-delà de Lénine» qui émerge dans certains paragraphes de ce pamphlet.

Il suffit de se mettre d'accord sur ce que signifie «léninisme». Moi, j'en connais une lecture figée par le dogme soviétique et la Troisième internationale = leadership du parti, centralisation politique absolue, subordination et courroie de transmission des mouvements sociaux (syndicaux, féministes, etc.) au parti, théorie dialectique classe/État, etc. etc. Sur ce terrain, je crois que nous avons subi, tous autant que nous sommes, trop de défaites pour pouvoir le renouveler. Surtout je pense que la modification de la composition technique de la classe ouvrière et

de la société du travail empêche matériellement la répétition de ce léninisme et implique de dénoncer l'illusion de toute potentielle reprise. En somme, l'enquête politique nous empêche de flirter, même brièvement, avec le « travail mort » du processus révolutionnaire (c'est-à-dire avec les formes d'organisation, même victorieuses, qui sont reliées à d'anciennes compositions politiques de classe). Ce qui n'empêche pas que le nom de Lénine puisse être inscrit dans les modes de vie de la multitude révolutionnaire, comme demande d'organisation. Je doute par contre que les références à Lénine dans *Domination et sabotage* (que personnellement je retiens comme un texte encore trop léniniste) puissent être reprises dans l'actuel débat sur l'organisation. Pour qu'il n'y ait pas de confusion et pour ne pas vivre d'illusions, il vaut mieux éloigner le léninisme du débat et s'en remettre plutôt (comme Marx, Lénine et Mao l'ont toujours fait) à la recherche de la nature et des divers comportements de la classe en lutte. C'est ce qu'il reste à faire et, partant, tout doit être recommencé à zéro. Toujours de nouveau, toujours avec de nouveaux instruments. Quand il s'agit d'organisation, les premiers opéraïstes disaient : nous

analysons avant tout la composition organique de la classe ouvrière. Parce que (comme nous le disons dans *Domination et sabotage*): « *We are all bastards; / And that most venerable man which I / Did call my father, was know not where / When I was stamp'd* ».

Dans les années 1960-1970, les autonomes italiens n'étaient pas loin de gagner sur le terrain de l'invention de nouveaux modèles d'organisation. Et toutefois ils perdirent la bataille. Il faut toujours se rappeler que c'est parce qu'une théorie est valide qu'elle doit s'imposer, gagner sur le terrain de la pratique. Répétons-nous, donc : aujourd'hui, tout doit être recommencé à zéro. Vous les jeunes, vous avez un terrain complètement ouvert devant vous à parcourir et à construire. Une seule recommandation, d'un point de vue marxien et en même temps opéraïste : ne détachez jamais le projet de déstabilisation de l'ennemi de celui de l'analyse de la déstructuration du capital, ne sous-évaluez jamais le projet d'autovvalorisation prolétarienne, même quand les processus de valorisation capitaliste semblent, par leur force, par leur dimension, par leur ombre, obscurcir le monde.

